



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 août 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 23rd, 1958

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1958.

Québec, le 21 juin 1958.

L'Imprimeur de la Reine,
 RÉDEMPTI PARADIS.

48009-25-11-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1958.

Québec, June 1st, 1958.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

48009-25-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11446-58)

Adélaré Giroux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Eugène Giroux, marchand, Laurette Giroux, secrétaire, et Maurice Archambault, avocat et conseiller en loi de la Reine, tous de Farnham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Adélaré Giroux Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en

Letters Patent

(A.G. 11446-58)

Adélaré Giroux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Eugène Giroux, merchant, Laurette Giroux, secretary, and Maurice Archambault, advocate and Queen's Counsel, all of Farnham, for the following purposes:

To carry on the business of lumber and building materials, under the name of "Adélaré Giroux Inc.", with a total capital stock of \$50,-

1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12506-58)

Adoma Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Isidor Raymond Hart, Avrom Podbere et Leonard H. Wisse, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Adoma Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4950 Chemin Queen Mary Road, suite 425, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 10605-58)

Amalgamated Insurance Services Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1958, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, avocats, et Harry Closner, gérant de crédit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme courtiers d'assurances et agents, sous le nom de "Amalgamated Insurance Services Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 10416-58)

André Viau Limitée (Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1958, constituant en corporation: Gaston Viau, gérant, de Montréal, André Viau, vendeur, et Mme André Viau, née Gisèle Pilon, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Viau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Roxboro, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tapis et autres couvre-planchers, sous le nom de "André Viau Limitée (Limited)", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12506-58)

Adoma Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Isidor Raymond Hart, Avrom Podbere and Leonard H. Wisse, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Adoma Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4950 Queen Mary Road, suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10605-58)

Amalgamated Insurance Services Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1958, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, advocates, and Harry Closner, credit manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Amalgamated Insurance Services Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10416-58)

André Viau Limitée (Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1958, incorporating: Gaston Viau, manager, of Montréal, André Viau, salesman, and Mrs. André Viau, née Gisèle Pilon, housewife, wife separate as to property of the said André Viau, and duly authorized by him for these present purposes, of Roxboro, for the following purposes:

To carry on a business dealing in carpets and in other floor-coverings, under the name of "André Viau Limitée (Limited)", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1334, rue Fleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12038-58)

Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Arthur Sullivan, fils, arpenteur-géomètre, Jean-Louis Brault, journaliste, et Camille Charette, ingénieur-chimiste, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Réunir les jeunes du comté de Beauharnois-Salaberry aux fins de leur faire connaître, étudier, discuter et répandre les principes et le programme du parti Conservateur, sous le nom de "Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 13772-57)

Association de la Terrasse des Deux Montagnes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Spino, entrepreneur, Maurice Danis, presseur, tous deux de Montréal, Oscar Deschamps, électricien, de St-Pierre, Benoît Hardy, instituteur, de Côte St-Paul, Hervé Bourgeois, rentier, de St-Eustache, et Wilford Heather, électricien, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les propriétaires de résidences de cette partie, ainsi que des environs, de la paroisse de Saint-Eustache-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes, connue sous le nom de Terrasse des Deux-Montagnes, sous le nom de "Association de la Terrasse des Deux Montagnes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 1334 Fleury St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12038-58)

Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Arthur Sullivan, junior, land-surveyor, Jean-Louis Brault, journalist, and Camille Charette, chemical engineer, all of Valleyfield, for the following purposes:

To bring together the young folks of the county of Beauharnois-Salaberry for the purpose of causing them to learn, study, discuss and spread the principles and programme of the Conservatrice Party, under the name of "Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13772-57)

Association de la Terrasse des Deux Montagnes

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Spino, contractor, Maurice Danis, presser both of Montreal, Oscar Deschamps, electrician, of St. Pierre, Benoît Hardy, teacher, of Côte St. Paul, Hervé Bourgeois, annuitant, of St. Eustache, and Wilford Heather, electrician, of Montreal-North, for the following purposes:

To group into an association, with a view to their interests, the home owners of that part, as well as the outskirts of the parish of Saint Eustache-sur-le-Lac, county of Two Mountains, known under the name of Terrasse des Deux-Montagnes, under the name of "Association de la Terrasse des Deux Montagnes".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11105-58)

**Association des Manufacturiers de Laits
Concentrés du Québec
Quebec Concentrated Milk Manufacturer's
Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Dandenault, de Lawrenceville, Rosaire Poliquin, de Victoriaville, et Joseph-Peter Nadeau, de Granby, tous trois gérants, pour les objets suivants:

Grouper en association tous les manufacturiers de laits concentrés en vue de parfaire, développer et sauvegarder leurs intérêts respectifs, sous le nom de "Association des Manufacturiers de Laits Concentrés du Québec — Quebec Concentrated Milk Manufacturer's Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12477-58)

Beauchamp Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Jean-Charles Blais, Paul-Marcel Prévost, tous deux avocats, de Montréal, et Rachel Bouchard, secrétaire, fille majeure, de St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises par voie de terre, sous le nom de "Beauchamp Transport Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12501-58)

Belgian Steel Setters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Réginald Donald Tormey, de Montréal, Claude Guérin, de Laval-sur-le-Lac, tous deux avocats, et Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de métaux, de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Belgian Steel Setters Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11105-58)

**Association des Manufacturiers de Laits
Concentrés du Québec
Quebec Concentrated Milk Manufacturer's
Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Dandenault, of Lawrenceville, Rosaire Poliquin, of Victoriaville, and Joseph-Peter Nadeau, of Granby, all three managers, for the following purposes:

To group all the manufacturers of concentrated milk products into an association in order to further, develop and protect their respective interests, under the name of "Association des Manufacturiers de Laits Concentrés du Québec — Quebec Concentrated Milk Manufacturer's Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12477-58)

Beauchamp Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Jean-Charles Blais, Paul-Marcel Prévost, both advocates, of Montreal, and Rachel Bouchard, secretary, spinster, of St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To operate a business dealing in the transportation of passengers and merchandise by land under the name of "Beauchamp Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Varennes, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12501-58)

Belgian Steel Setters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Réginald Donald Tormey, of Montreal, Claude Guérin, of Laval-sur-le-Lac, both advocates, and Jeanne Le Sieur, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in metals, their products and by-products, under the name of "Belgian Steel Setters Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12391-58)

Bessie's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1958, constituant en corporation: Aaron Hyman Mettarlin, notaire, d'Outremont, Saul Morris, notaire, Irwin Stanley Brodie et Theodore Harry Polisuk, avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires et accessoires, textiles et menus articles, sous le nom de "Bessie's Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 160 actions ordinaires de \$100 chacune et 440 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12391-58)

Bessie's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: Aaron Hyman Mettarlin, notary, of Outremont, Saul Morris, notary, Irwin Stanley Brodie and Theodore Harry Polisuk, attorneys at law, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and accessories, textiles and smallwares, under the name of "Bessie's Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 160 common shares of \$100 each and into 440 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12332-58)

Boulogne Automobile Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, George Anthony Allison, de Ville Mont-Royal, et André-Jean Clermont, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Boulogne Automobile Ltée — Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune, 400 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et en 2,600 actions privilégiées classe "B" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12332-58)

Boulogne Automobile Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1958, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, Queen's Counsel, of Outremont, George Anthony Allison, of the Town of Mount Royal, and André-Jean Clermont, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in automobiles; carry on business as garage-keepers, under the name of "Boulogne Automobile Ltée — Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 400 preferred shares class "A" of \$10 each and 2,600 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12413-58)

Bowling Meteor Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: O'Neil Dunn, épiciier, de St-Laurent, Roger Malouin, publiciste, Marcel Hurteau, Gilles Jean, épiciiers, Jean-Claude Dagenais, acheteur, et Geo.-Émile Roy, comptable, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, sous le nom de "Bowling Meteor Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7270, rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12413-58)

Bowling Meteor Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: O'Neil Dunn, grocer, of St. Laurent, Roger Malouin, publiciste, Marcel Hurteau, Gilles Jean, grocers, Jean-Claude Dagenais, buyer, and Geo.-Émile Roy, accountant, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of entertaining the public, under the name of "Bowling Meteor Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7270 Hutchison Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12132-58)

Boye Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, bijouterie, marchandises sèches, tissus textiles, bottes et chaussures, sous le nom de "Boye Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4342 rue Wellington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12132-58)

Boye Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, jewellery, dry goods, textile fabrics, boots and shoes, under the name of "Boye Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4342 Wellington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12424-58)

B-7 Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Jean Goulet, Jacques Lalonde, avocats, et Pierre Thomas, stagiaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "B-7 Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12424-58)

B-7 Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Jean Goulet, Jacques Lalonde, advocates, and Pierre Thomas, law clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "B-7 Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12511-58)

Calumet Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Raymond-G. Lachapelle, agent, Shirley O'Brien, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Hector LeBlanc, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de dispositifs électroniques, électriques et mécaniques, outillage et appareils, sous le nom de "Calumet Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$50 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12511-58)

Calumet Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Raymond-G. Lachapelle, agent, Shirley O'Brien, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Hector LeBlanc, industrialist, of Pont-Viau, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic, electrical and mechanical devices, equipment and appliances, under the name of "Calumet Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 700 common shares of \$50 each and into 100 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12366-58)

Canabec Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Jérôme Choquette, avocat, Luce Patenaude, avocate, et Yolande Taillon, secrétaire, toutes deux filles majeures usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et de gestion, sous le nom de "Canabec Investment Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 261, rue St-Jacques, Ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12366-58)

Canabec Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July 1958, incorporating: Jérôme Choquette, advocate, Luce Patenaude, advocates, and Yolande Taillon, secretary, both of full age of majority making use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Canabec Investment Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 261 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12196-58)

Canadian Hat Mfg. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant, et Kay Sheehy, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de chapeaux et casquettes, sous le nom de "Canadian Hat Mfg. Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12196-58)

Canadian Hat Mfg. Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Joseph Nuss, student, and Kay Sheehy, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hats and caps, under the name of "Canadian Hat Mfg. Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 49,000 preferred shares of a par value of \$1 each and into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12136-58)

Capri Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Claude de Carufel, homme d'affaires, de Beauce, Adrien Létourneau, homme d'affaires, de Montréal, Damase Brisette et André St-Jacques, avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois; faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Capri Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12136-58)

Capri Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Claude de Carufel, business man, of Beauce, Adrien Létourneau, business man, of Montreal, Damase Brisette and André St-Jacques, advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber products; carry on business as builders and general contractors; deal in real estate, under the name of "Capri Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11127-58)
Central Administration Consultants Inc.
Centrale d'Administration-Conseils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1958, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, d'Outremont, George Anthony Allison, de Ville Mont-Royal, et André-Jean Clermont, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers sur l'industrie et le commerce, sous le nom de "Central Administration Consultants Inc. — Centrale d'Administration-Conseils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12520-58)
Châteauguay Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Bernard Diamond, avocat, Alan Golden, commis, tous deux de Montréal, et Egbert E. Cockerton, avocat, de St-Hubert, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Châteauguay Construction Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2385 rue Jolicoeur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12360-58)
Claude de Carufel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Marthe Blouin, Suzanne Laframboise, secrétaires, célibataires majeures, et Marcel Trudeau, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, agents d'immeubles, entrepreneurs-plombiers, soudeurs et électriciens, sous le nom de "Claude de Carufel Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11127-58)
Central Administration Consultants Inc.
Centrale d'Administration-Conseils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1958, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, of Outremont, George Anthony Allison, of the town of Mount Royal, and André-Jean Clermont, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of industrial and business consultants, under the name of "Central Administration Consultants Inc. — Centrale d'Administration-Conseils Inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
 48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12520-58)
Châteauguay Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Bernard Diamond, advocate, Alan Golden, clerk, both of Montreal, and Egbert E. Cockerton, advocate, of St. Hubert, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Châteauguay Construction Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2385 Jolicoeur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
 48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12360-58)
Claude de Carufel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Marthe Blouin, Suzanne Laframboise, secretaries, spinsters of full age, and Marcel Trudeau, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, real estate agents, contracting plumbers, solderers and electricians, under the name of "Claude de Carufel Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 340 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
 48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14188-56)

**Club Kiwanis du Comté de Portneuf Inc.
Kiwanis Club of Portneuf County Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Raoul Mathieu, quincaillier, René Giroux, mécanicien, Percy L. Fitzgerald, comptable, Fred-M. Doran, ingénieur, tous quatre de Donnacona, Arthur-Noël Raybould, secrétaire-trésorier, Eddy Taylor, gérant de bureau, tous deux de Portneuf Station, J.-Jean-Marie Jutras, gérant de banque, et Joseph-Marc Boivin, distributeur de M.L.M., tous deux de Portneuf, pour les objets suivants:

Travailler au développement de l'esprit de droiture, de justice, de patriotisme et de bonne volonté, sous le nom de "Club Kiwanis du Comté de Portneuf Inc. — Kiwanis Club of Portneuf County Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la corporation sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 14188-56)

**Club Kiwanis du Comté de Portneuf Inc.
Kiwanis Club of Portneuf County Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1957 to incorporate as a corporation without share capital: J.-Raoul Mathieu, hardwareman, René Giroux, mechanic, Percy L. Fitzgerald, accountant, Fred M. Doran, engineer, all four of Donnacona, Arthur-Noël Raybould, secretary-treasurer, Eddy Taylor, office manager, both of Portneuf Station, J.-Jean-Marie Jutras, bank manager, and Joseph-Marc Boivin, M.L.M. distributor, both of Portneuf, for the following purposes:

To co-operate in developing a sense of righteousness, justice, patriotism, and goodwill, under the name of "Club Kiwanis du Comté de Portneuf Inc. — Kiwanis Club of Portneuf County Inc."

The amount to which the annual revenue issuing from the immovables property which the corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11749-58)

Compress Pipe Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1958, constituant en corporation: Roger LaGarde, avocat, Guy LaGarde, agent d'assurances, et Bernard Gosselin, chimiste, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Compress Pipe Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 9,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11749-58)

Compress Pipe Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July 1958, incorporating: Roger LaGarde, advocate, Guy LaGarde, insurance agent, and Bernard Gosselin, chemist, all of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Compress Pipe Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$5 each and 9,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the municipality of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12415-58)

**Corporation des Maîtres en Centrale
Thermique de la Province de Québec
Corporation of Masters in Thermal Central
of the Province of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Pelletier, Henri Rhéaume, tous deux mécaniciens de machine fixe, (1ère classe), et Charles Bréard, technicien professionnel, tous de Québec, pour les objets suivants:

(A.G. 12415-58)

**Corporation des Maîtres en Centrale
Thermique de la Province de Québec
Corporation of Masters in Thermal Central
of the Province of Quebec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Pelletier, Henri Rhéaume, both mechanics of stationary machines, (1st. Class), and Charles Bréard, professional technician, all of Quebec, for the following purposes:

Grouper en association, pour l'étude, la défense et le développement de leurs intérêts, les personnes qui s'occupent des centrales thermiques, sous le nom de "Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12144-58)

Cowansville Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Mitch Bédard, garagiste, Hattie Bédard (née Wheelhouse) ménagère, épouse commune en biens dudit Mitch Bédard, et dûment autorisée par ce dernier et Shirley Bédard, secrétaire, tous de Cowansville, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Cowansville Construction Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12502-58)

Creative Fur Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Bienstock, fourreur, Wanda Bienstock, épouse séparée de biens dudit Samuel Bienstock, et dûment autorisée par ce dernier, Fred Marmorosh, fourreur, et Eva Wagner Marmorosh, épouse séparée de biens dudit Fred Marmorosh, et dûment autorisée par ce dernier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers et fourreurs, sous le nom de "Creative Fur Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 14109-57)

Crown Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To group into an association for the study, defence and furthering of their interests, those persons concerned with steam generating stations, under the name of "Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12144-58)

Cowansville Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Mitch Bédard, garage man, Hattie Bédard (born Wheelhouse), housekeeper, wife common as to property of the said Mitch Bédard, and duly authorized by him, and Shirley Bédard, secretary, all of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Cowansville Construction Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12502-58)

Creative Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Samuel Bienstock, furrier, Wanda Bienstock, wife separate as to property of the said Samuel Bienstock, and duly authorized by him, Fred Marmorosh, furrier, and Eva Wagner Marmorosh, wife separate as to property of the said Fred Marmorosh, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers and furriers, under the name of "Creative Fur Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14109-57)

Crown Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1958, constituant en corporation: Philip Tanny, marchand, de Ville Mont-Royal, Jack Greenstein, avocat, de la ville Côte St-Luc, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, articles vestimentaires et chaussure, sous le nom de "Crown Textiles Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 790 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11184-58)

Croydon Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1958, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, Edward H. Bernfeld, de Montréal, et Samuel H. Shriar, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme exploitants, gérants et administrateurs de terrains, bâtisses et entreprises commerciales y compris maisons de rapport et hôtels, sous le nom de "Croydon Management Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12463-58)

Dominion Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, de Ville LaSalle, Lorraine Lalonde, secrétaire et George Kournikakis, restaurateur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Dominion Restaurant Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12475-58)

Dorcas Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1958, incorporating: Philip Tanny, merchant, of the Town of Mount Royal, Jack Greenstein, advocate, of the town of Côte St. Luc, and Lillian Lazare, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles, wearing apparel and footwear, under the name of "Crown Textiles Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and into 790 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11184-58)

Croydon Management Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1958, incorporating: Jack B. Bobrove, Edward H. Bernfeld, of Montreal, and Samuel H. Shriar, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as operators, managers and administrators of lands, buildings and business enterprises including apartment buildings and hotels, under the name of "Croydon Management Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 800 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12463-58)

Dominion Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, of Ville LaSalle, Lorraine Lalonde, secretary, and George Kournikakis, restaurateur, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Dominion Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12475-58)

Dorcas Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, de Ville d'Anjou, E. Michael Berger, avocat, Margaret Johnston, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, et Abraham Kastner, comptable agréé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un poste de taxis; fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules; et agir comme garagistes, sous le nom de "Dorcas Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$25 chacune et 1,400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12542-58)

Edmond Loranger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, Léopold Savard, journaliste, Gilles Belley, instituteur, Mary Mathoul, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Mathoul, et Claude Vidal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "Edmond Loranger Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 71, rue Ellice, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12426-58)

Emdee Realities Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Emdee Realities Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Donald Kujan, advocate, of Ville d'Anjou, E. Michael Berger, advocate, Margaret Johnston, secretary, spinster in full use of her rights, and Abraham Kastner, Chartered accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate taxicab stands; to manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on business as garage keepers, under the name of "Dorcas Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$25 each and into 1,400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12542-58)

Edmond Loranger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Paul Lemieux, advocate, Léopold Savard, journalist, Gilles Belley, teacher, Mary Mathoul, secretary, wife separate as to property of Gaston Mathoul, and Claude Vidal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Edmond Loranger Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 71 Ellice Street, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12426-58)

Emdee Realities Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Emdee Realities Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12462-58)

**Entreprises Norlo Inc.
Norlo Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Louis Normand, rentier, de la Pointe-du-Lac, Georges Normand, chirurgien, de la banlieue des Trois-Rivières, et Louise Duplessis, sténographe, célibataire, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Entreprises Norlo Inc. — Norlo Enterprises Inc.", avec un capital total de \$16,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$20 chacune et en 60 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12226-58)

Entreprises Rancourt Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1958, constituant en corporation: Eliodore Rancourt, restaurateur, Corinne M. Rancourt, ménagère, épouse commune en biens dudit Eliodore Rancourt, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Yolande Rancourt, ménagère, tous de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de "Entreprises Rancourt Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11902-58)

Fashionwise Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzweig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires et textiles, sous le nom de "Fashionwise Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12462-58)

**Entreprises Norlo Inc.
Norlo Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Louis Normand, annuitant, of Pointe-du-Lac, Georges Normand, surgeon, on the outskirts of Trois-Rivières, and Louise Duplessis, stenographer, spinster, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate an industry dealing in real estate; to carry on business as general building contractors, under the name of "Entreprises Norlo Inc. — Norlo Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$16,000, divided into 500 common shares of \$20, each, and into 60 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12226-58)

Entreprises Rancourt Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1958, incorporating: Eliodore Rancourt, restaurant-keeper, Corinne M. Rancourt, housewife, wife common as to property of the said Eliodore Rancourt, and duly authorized by him for these presents, and Yolande Rancourt, housewife, all of Magog, for the following purposes:

To carry on business as hotel, inn, tavern and restaurant keepers, under the name of "Entreprises Rancourt Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11902-58)

Fashionwise Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzweig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and textiles, under the name of "Fashionwise Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12505-58)

Fradco Land Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Max Slapack, Arthur Shulman, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Fradco Land Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12505-58)

Fradco Land Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Monroe Abbey, advocate, of Westmount, Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Fradco Land Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12337-58)

Fried Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules; exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et marchandises; celui de garagistes et quincailliers, sous le nom de "Fried Enterprises Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12337-58)

Fried Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste. Rose, all lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on the business of transporting passengers and goods; to carry on business as garage keepers and ironmongers, under the name of "Fried Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and into 4,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11842-58)

Garage Lehoux & Paquin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Hormisdas Lehoux, administrateur, de Montréal, Fernand Paquin et Richard Paquin, garagistes, de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Lehoux & Paquin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11842-58)

Garage Lehoux & Paquin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Hormisdas Lehoux, executive, of Montreal, Fernand Paquin and Richard Paquin, garage-keepers, of Jacques Cartier, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Lehoux & Paquin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General

(P.G. 11471-58)

Gérald Caron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous deux avocats, Neil Franklin Phillips, avocat, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Gérald Caron Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 11471-58)

Gérald Caron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Philip Fischel Vineberg, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe-Claire, both advocates, Neil Franklin Phillips, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Gérald Caron Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12447-58)

Guaranty Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Guaranty Holdings Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune et 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12447-58)

Guaranty Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Guaranty Holdings Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of a par value of \$25 each and into 1,600 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12535-58)

Guy Lemaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Gaston Joly, comptable, d'Outremont, Georgette Soucy et Georgette Choquette, sténographes, de Montréal, tous célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Guy Lemaire Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12535-58)

Guy Lemaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Gaston Joly, accountant, of Outremont, Georgette Soucy and Georgette Choquette, stenographers, of Montreal, all spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Guy Lemaire Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12517-58)

Helen Preston (1958) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, et Charles Brownstein, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et accessoires pour dames, sous le nom de "Helen Preston (1958) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12517-58)

Helen Preston (1958) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon and Charles Brownstein, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's wearing apparel and accessories, under the name of "Helen Preston (1958) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12476-58)

Herco Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, et Edward H. Bernfeld, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme agents d'immeubles et agents d'assurances, sous le nom de "Herco Investments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12476-58)

Herco Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Isidore M. Bobrove, Max Bernfeld, Queen's Counsel, and Edward H. Bernfeld, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and as insurance agents, under the name of "Herco Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12363-58)

Jace Tapes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1958, constituant en corporation: Melvin Salmon, Moses Moscovitch, Irving L. Adessky, tous trois avocats, et Bernice Borsly, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce ou le négoce de toutes sortes de rubans, tissus, tissus étroits et produits de tissus, sous le nom de "Jace Tapes Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12363-58)

Jace Tapes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1958, incorporating: Melvin Salmon, Moses Moscovitch, Irving L. Adessky, all three advocates; and Bernice Borsly, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with all kinds of tapes, fabrics, narrow fabrics and fabric products, under the name of "Jace Tapes Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 9,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12376-58)

Jena Scientific Instruments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12376-58)

Jena Scientific Instruments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Allan Marcus, de Montréal, David Kirshenblatt, de la ville Côte St-Luc, et Abel Selick, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce général d'accessoires pour la chirurgie, la science, l'optique et le laboratoire, instruments et outillage, sous le nom de "Jena Scientific Instruments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11003-58)

J. & J. Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Jack Kuzmarov, boucher, Earl Kimmel, notaire, Myrtha Viau, sténographe, tous trois de Montréal, et Joe Schneidman, pharmacien, d'Outremont, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "J. & J. Investment Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 155 ouest, rue St-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12243-58)

**J. B. Enterprise Ltd.
J. B. Entreprise Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Joseph Béland, constructeur, Dame Cécile Béland Dussault, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph Béland, et Guy Melançon, notaire, tous de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. B. Enterprise Ltd. — J. B. Entreprise Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1894, boulevard O'Brien, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12431-58)

Kastel Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Allan Marcus, of Montreal, David Kirshenblatt, of the town of Côte St. Luc, and Abel Selick, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in surgical, scientific, optical and laboratory supplies, instruments and equipment, under the name of "Jena Scientific Instruments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11003-58)

J. & J. Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Jack Kuzmarov, butcher, Earl Kimmel, notary, Myrtha Viau, stenographer, all three of Montreal, and Joe Schneidman, druggist, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "J. & J. Investment Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and into 1,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 155 St. Viateur Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12243-58)

**J. B. Enterprise Ltd.
J. B. Entreprise Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Joseph Béland, builder, Dame Cécile Béland Dussault, housewife, wife common as to property of the said Joseph Béland, and Guy Melançon, notary, all of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and general building contractors, under the name of "J. B. Enterprise Ltd. — J. B. Entreprise Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1894 O'Brien Boulevard, Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12431-58)

Kastel Upholstering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Jean Miquelon, Henri Crépeau, Conseils en Loi de la Reine, et Louis Robichaud, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement, sous le nom de "Kastel Upholstering Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1366 avenue Green, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Jean Miquelon, Henri Crépeau, Queen's Counsels, and Louis Robichaud, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Kastel Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1366 Green Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11241-58)

Kingsway Salvage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1958, constituant en corporation: Melvin Weinstein, marchand, de New-York, N.Y., Martin P. Bols, teneur de livres, et Zalina Khan, secrétaire, épouse séparée de biens de Abdullah Khan, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, appareils électriques, marchandises sèches et meubles, sous le nom de "Kingsway Salvage Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 11241-58)

Kingsway Salvage Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1958, incorporating: Melvin Weinstein, merchant, of New York, N.Y., Martin P. Bols, Bookkeeper, and Zalina Khan, secretary, wife separate as to property of Abdullah Khan, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, electrical appliances, dry goods and furniture, under the name of "Kingsway Salvage Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10982-58)

**La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc.
Pont-Viau Home Owners League Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Lalonde, Jean Goulet, tous deux avocats, de Montréal, et Pierre Thomas, clerc, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Grouper en association et promouvoir les intérêts des propriétaires de résidences à Pont-Viau, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc. — Pont-Viau Home Owners League Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 10982-58)

**La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc.
Pont-Viau Home Owners League Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958 to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Lalonde, Jean Goulet, both advocates, of Montreal, and Pierre Thomas, clerk, of Pont-Viau, for the following purposes:

To group the home owners of Pont-Viau, into an association and further their interests of under the name of "La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc. — Pont-Viau Home Owners League Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11917-58)

Landes Brothers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Joseph Landes, marchand, Nessie Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry M. Budyk, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épices, café, cocoa, et toutes sortes de marchandises semblables et leurs sous-produits, sous le nom de "Landes Brothers Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

**Le Bouclier Canadien,
Compagnie d'Assurances Générales
The Canadian Shield General
Insurance Company**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des assurances de Québec, il a été accordé, par le Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, des lettres patentes en date du 8 juillet 1958, constituant en corporation, messieurs A. Kenneth Robertson, Oak Ridge, Baie d'Urfé, Ernle J. Corse-Scott, 1320 Lombard Crescent, Ville Mont-Royal, Olivier P. Garneau, 5130 avenue Westhill, Notre-Dame-de-Grâce, Walter E. Montgomery, 85 avenue Kindersley, Ville Mont-Royal, Michael E. Corse-Scott, 1250 rue Villeray, Montréal, tous de la province de Québec, dans le but de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: maritime, aérienne, cautionnement, dommages aux biens, responsabilité, personne, sauf l'assurance et la réassurance sur la vie, sous le nom de "Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales — The Canadian Shield General Insurance Company", avec un capital total d'un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce 14ième jour d'août 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12018-58)

Le Club Nautique de Boucherville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Marcel Patenaude, officier de police, Germain Cadieux, gérant, et Maurice Tardif, hôtelier, tous de Boucherville, pour les objets suivants:

L'organisation et l'administration d'un club nautique, sous le nom de "Le Club Nautique de Boucherville Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

(A.G. 11917-58)

Landes Brothers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Joseph Landes, merchant, Nessie Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry M. Budyk, advocate and Queen's Counsel, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in spices, coffee, cocoa and all kindred objects and by-products thereof, under the name of "Landes Brothers Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

**Le Bouclier Canadien,
Compagnie d'Assurances Générales
The Canadian Shield General
Insurance Company**

Notice is given that under the Quebec Insurance Act, letters patent have been issued, by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, dated the 8th day of July 1958, constituting as a corporation Messrs A. Kenneth Robertson, Oak Ridge, Baie d'Urfé, Ernle J. Corse-Scott, 1320 Lombard Crescent, town of Mount Royal, Olivier P. Garneau, 5130 Westhill avenue, Notre-Dame-de-Grâce, Walter E. Montgomery, 85 Kindersley avenue, town of Mount Royal, Michael E. Corse-Scott, 1250 Villeray Street, Montreal, all of the Province of Quebec, for the object of carrying on operations of insurance and reinsurance of the following classes: marine, aviation, guarantee, damage to property, liability, person, except life assurance and reinsurance, under the name of "Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales — The Canadian Shield General Insurance Company" with a total capital of one million dollars (\$1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company shall be at Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of August 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12018-58)

Le Club Nautique de Boucherville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July 1958, incorporating: Marcel Patenaude, police officer, Germain Cadieux, manager, and Maurice Tardif, hotel-keeper, all of Boucherville, for the following purposes:

To organize and manage a nautical club, under the name of "Le Club Nautique de Boucherville Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12355-58)

Ledlev Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1958, constituant en corporation: John McDougall, secrétaire, Arthur Garmaise, avocat, tous deux de Montréal, José Levkovich et Naftali Lederman, administrateurs, de Columbia, un des états unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ledlev Corporation Ltd.", avec un capital total de \$240,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 12,000 actions privilégiées, catégories "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 16,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1448 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12230-58)

**Le Moulin Blanc Inc.
The White Mill Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: François Beaudoin, Jean-Louis Beaudoin, industriels, et Ange-Aimée Beaudoin, secrétaire, célibataire, tous de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de laine et de fibres animales, végétales ou artificielles, sous le nom de "Le Moulin Blanc Inc. — The White Mill Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Guadeloupe, comté de Frontenac, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12149-58)

Léo Dubois & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: André Nadeau, avocat, de St-Lambert, André Villeneuve, avocat, et Pierrette Morel, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12355-58)

Ledlev Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: John McDougall, secretary, Arthur Garmaise, attorney, both of Montreal, José Levkovich and Naftali Lederman, executives, of Columbia, one of the United States of America, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ledlev Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$240,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each, 12,000 preferred Class "A" shares of a par value of \$10 each and into 16,000 preferred Class "B" shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 1448 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12230-58)

**Le Moulin Blanc Inc.
The White Mill Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: François Beaudoin, Jean-Louis Beaudoin, industrialists, and Ange-Aimée Beaudoin, secretary, spinster, all of La Guadeloupe, for the following purposes:

To deal in wool, animal vegetable or artificial fibrous substances, under the name of "Le Moulin Blanc Inc. — The White Mill Inc.", with a total capital of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Guadeloupe, county of Frontenac, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12149-58)

Léo Dubois & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: André Nadeau, advocate, of St-Lambert, André Villeneuve, advocate, and Pierrette Morel, secrétaire, both of Montreal, for the following purposes:

Fabrication, achat, vente, échange ou location d'instruments aratoires de toutes sortes et de leurs accessoires, sous le nom de "Léo Dubois & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12285-58)

Leo Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Jean-Baptiste Crépeau, Arthur Boivin, avocats, de Montréal, et Wilfrid Godin, courtier, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Leo Specialties Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6A rue Auguste, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11190-58)

Les Entreprises B. C. D. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Adéodat Bernier, hôtelier, Charles Desrosiers, bijoutier, et Georges Côté, entrepreneur général, tous de Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises B. C. D. Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12069-58)

Les Immeubles Abo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Adrien Bastien, agent d'immeubles, de Terrebonne, Marcel Bastien et Jean-Berchmans Bélanger, comptables agréés, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Abo Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

The manufacture, purchase, sale exchange or renting of farm implements of all kinds and their accessories under the name of "Léo Dubois & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Blainville-West, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12285-58)

Leo Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Jean-Baptiste Crépeau, Arthur Boivin, advocates, of Montreal, and Wilfrid Godin, broker, of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Leo Specialties Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6A Auguste Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11190-58)

Les Entreprises B. C. D. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Adéodat Bernier, hotel-keeper, Charles Desrosiers, jeweller, and Georges Côté, general contractor, all of Matane, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Les Entreprises B. C. D. Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12069-58)

Les Immeubles Abo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1958, incorporating Adrien Bastien, real estate agent, of Terrebonne, Marcel Bastien and Jean-Berchmans Bélanger, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Les Immeubles Abo Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13959-57)

Les Placements St-Irenée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Robert Prigent, marchand, de St-Lambert, Germain Prigent, marchand, Claude Racicot, Aimé Deschamps, commis, et Robert Lalonde, assistant-gérant, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements St-Irenée Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 13959-57)

Les Placements St-Irenée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Robert Prigent, merchant, of St-Lambert, Germain Prigent, merchant, Claude Racicot, Aimé Deschamps, clerk, and Robert Lalonde, assistant-manager, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Les Placements St-Irenée Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12281-58)

L'Esplanade Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Maria G. Theonas, veuve non remariée de Stephanos Theonas, John Theonas, Mike Theonas et Peter Theonas, tous restaurateurs, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs, aubergistes et taverniers, sous le nom de "L'Esplanade Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12281-58)

L'Esplanade Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Maria G. Theonas, unmarried widow of Stephanos Theonas, John Theonas, Mike Theonas and Peter Theonas, all restaurant-keepers, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel, restaurant, inn and tavern keepers, under the name of "L'Esplanade Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12460-58)

L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, avocats, et Sarah Applebaum, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fourreurs, sous le nom de "L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12460-58)

L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, and Sarah Applebaum, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney-General.

(P.G. 11228-58)

Ls. Jacques Landry Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11228-58)

Ls. Jacques Landry Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1958, constituant en corporation: Louis-Jacques Landry, entrepreneur, Mme Alice Roy Landry, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-Jacques Landry, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Ernest Landry, comptable, tous de Beauceville-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ls. Jacques Landry Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11070-58)

Maisonneuve Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Maisonneuve Holdings Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12386-58)

Maple Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1958, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Margot Mary Quinn et Denise-Marie Landry, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Maple Holdings Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 901 Carré Victoria, Chambre 505, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12504-58)

Maraf Land Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation:

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1958, incorporating: Louis-Jacques Landry, contractor, Mrs. Alice Roy Landry, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis-Jacques Landry, and duly authorized by him for these present purposes, and Ernest Landry, accountant, all of Beauceville-Est, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors under the name of "Ls. Jacques Landry Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville-Est, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11070-58)

Maisonneuve Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1958, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation, under the name of "Maisonneuve Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and into 36,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12386-58)

Maple Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1958, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Margot Mary Quinn and Denise-Marie Landry, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Maple Holdings Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 901 Victoria Square Room 505, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12504-58)

Maraf Land Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Monroe Abbey,

Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Max Slapack, Arthur Shulman, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Maraf Land Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12538-58)

Marks Men's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Samuel Marks, marchand, Ada Saxe Marks, marchande publique, épouse contractuellement séparée de biens dudit Samuel Marks, et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de Westmount, et David M. Marks, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands d'articles vestimentaires, de soie, coton et dentelle, sous le nom de "Marks Men's Wear Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12179-58)

Mercantile Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Mercantile Development Corporation", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12039-58)

Meunerie Laval Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

advocate, of Westmount, Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Maraf Land Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12538-58)

Marks Men's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Samuel Marks, merchant, Ada Saxe Marks, marchande, wife contractually separate as to property of the said Samuel Marks, and duly authorized by him, both of Westmount, and David M. Marks, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, wearing apparel, silk, cotton, cloth and lace merchants, under the name of "Marks Men's Wear Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each and into 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12179-58)

Mercantile Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Mercantile Development Corporation", with a capital stock divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12039-58)

Meunerie Laval Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1958, constituant en corporation: Théodore Phénix, meunier, Gérard Phénix, gérant, tous deux de St-Hyacinthe, et Rolland Phénix, meunier, de Galt, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de "Meunerie Laval Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Angèle-de-Laval, comté de Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12247-58)

M. & M. Transport Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Perry Meyer, de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, tous deux avocats, Louis Feigenbaum, avocat, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et marchandises, sous le nom de "M. & M. Transport Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12342-58)

Monica Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, tous deux de Ville Mont-Royal, et Jacques LeBel, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tissus et de vêtements, sous le nom de "Monica Mills Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12198-58)

Montreal Die Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Harold E. Walker, Robert H. E. Walker, William

ince of Quebec, bearing date the twelfth day of July 1958, incorporating: Théodore Phénix, miller, Gérard Phénix, manager, both of St. Hyacinthe, and Rolland Phénix, miller, of Galt, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Meunerie Laval Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte Angèle-de-Laval, county of Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12247-58)

M. & M. Transport Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Perry Meyer, of Montreal, Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, both advocates, Louis Feigenbaum, Attorney, and Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "M. & M. Transport Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12342-58)

Monica Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, both of the Town of Mont-Royal, and Jacques LeBel, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in fabrics and clothing, under the name of "Monica Mills Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12198-58)

Montreal Die Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Harold E. Walker, Robert H. E. Walker, William Tetley, Charles A.

Tetley, Charles A. Phelan, et John Howard Gomery, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce, importer et exporter des dattrices, articles similaires et produits, sous le nom de "Montreal Die Works Limited", avec un capital total de \$101,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12399-58)

Mountain Village Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, stagiaire, de Ville Mont-Royal, et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger entreprendre et financer les commerces, industries et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et à s'occuper de développements, sous le nom de "Mountain Village Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12016-58)

Natural Gowdey Flagstone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Marie-Anna Bédard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Ducharme, Jean Dallaire, opérateur, et Guy Ducharme, camionneur, tous de St-Chrysostome, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et comme marchands de pierre, sous le nom de "Natural Gowdey Flagstone Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Chrysostome, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11911-58)

Nector Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Ronaldo Raboin, notaire, André-P. Casgrain, avocat, et Jacqueline Turcotte, secrétaire, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Phelan and John Howard Gomery, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import and export dies and similar wares and products, under the name of "Montreal Die Works Limited", with a total capital stock of \$101,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12399-58)

Mountain Village Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Mountain Village Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12016-58)

Natural Gowdey Flagstone Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Marie-Anna Bédard, housewife, wife contractually separate as to property of Alphonse Ducharme, Jean Dallaire, operator, and Guy Ducharme, trucker, all of St. Chrysostome, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and stone merchants, under the name of "Natural Gowdey Flagstone Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Chrysostome, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11911-58)

Nector Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Ronaldo Raboin, notary, André-P. Casgrain, advocate, and Jacqueline Turcotte, secretary, all of Rimouski, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Nector Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Nector Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the village of Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12464-58)

Negev Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove; Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, Edward H. Bernfeld at Abraham J. Rosenstein, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Negev Construction Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12464-58)

Negev Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Isidore M. Bobrove, Max Bernfeld, Queen's Counsel, Edward H. Bernfeld and Abraham J. Rosenstein, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Negev Construction Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12309-58)

Noah's Ark Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, et Melvin Salmon, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'animaux et nourritures pour animaux, aussi la fabrication et la vente de cages et accessoires pour oiseaux, poules et volailles, sous le nom de "Noah's Ark Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 4 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,960 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12309-58)

Noah's Ark Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Melvin Salmon, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in animals and food for animals and in the making and sale of cages and accessories for birds, poultry and fowl, under the name of "Noah's Ark Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 4 common shares of \$100 each and into 2,960 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12289-58)

Norcanda Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1958, constituant en corporation: William Alston Campbell, de Montréal-Ouest, Rupert Charles Thomas Harris, de Dorval, William Desmond Thomas, de Beaconsfield, tous trois avocats, Irène Richer, de Verdun, et Heather Leask Scott, de St-Lambert, toutes deux secrétaires, pour les objets suivants:

(A.G. 12289-58)

Norcanda Quebec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1958, incorporating: William Alston Campbell, of Montreal West, Rupert Charles Thomas Harris, of Dorval, William Desmond Thomas, of Beaconsfield, all three advocates, Irène Richer, of Verdun, and Heather Leask Scott, of St. Lambert, both secretaries, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, arpenteurs, traceurs de plans, et surveiller, aviser les autres en tout ce qui concerne les commerces susdits, sous le nom de "Norcanda Quebec Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 60,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12268-58)

North & Gaspé Builders Supply Ltd.
Les Matériaux de Construction
du Nord et de Gaspé Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Jacques Cantin, avocat, de St-Lambert, Suzanne Lefebvre, de Verdun, et Pierrette Gougeon, de Montréal, toutes deux secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "North & Gaspé Builders Supply Ltd. — Les Matériaux de Construction du Nord et de Gaspé Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 13, rue Gendron, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12390-58)

O'Brien Advertising (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1958, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat, Audrey Malcolm, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Bernard Ranger, avocat, de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme agents de publicité et conseillers, sous le nom de "O'Brien Advertising (Quebec) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11504-58)

Omega Parking Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Armand Chevrette, Raymond Thisdale et Jean-Charles Blais, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of contracting, building, surveying, draughting and mining and to supervise and advise others in regard to any of the said businesses, under the name of "Norcanda Quebec Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and into 60,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12268-58)

North & Gaspé Builders Supply Ltd.
Les Matériaux de Construction
du Nord et de Gaspé Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Jacques Cantin, advocate, of St. Lambert, Suzanne Lefebvre, of Verdun, and Pierrette Gougeon, of Montreal, both secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials, under the name of "North & Gaspé Builders Supply Ltd. — Les Matériaux de Construction du Nord et de Gaspé Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 13 Gendron Street, Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12390-58)

O'Brien Advertising (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate, Audrey Malcolm, secretary, spinster, both of Montreal, and Bernard Ranger, advocate, of Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and counsels, under the name of "O'Brien Advertising (Quebec) Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11504-58)

Omega Parking Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Armand Chevrette, Raymond Thisdale and Jean-Charles Blais, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Omega Parking Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 39, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Omega Parking Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 39 Notre-Dame St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12306-58)

Paradis Spécialité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1958, constituant en corporation: Juliette Dupuis Paradis, ménagère, veuve, Robert Paradis, Guy Paradis et Jean-Paul Paradis, tous trois marchands, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de gazoline et des garages; exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Paradis Spécialité Inc.", avec un capital total de \$4,000, divisé en 400 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 375, rue Ste-Hélène, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12306-58)

Paradis Spécialité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1958, incorporating: Juliette Dupuis Paradis, housekeeper, widow, Robert Paradis, Guy Paradis and Jean-Paul Paradis, all three merchants, all of Ste. Foy, for the following purposes:

Operate gazoline stations and garages; carry on the business of an deal in automobiles and other means of transport, under the name of "Paradis Spécialité Inc.", with a total capital of \$4,000, divided into 400 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 375 St. Hélène Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11996-58)

Paul-A. Émond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Paul-A. Émond, entrepreneur, Mme Marguerite-Marie Trudel Émond, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-A. Émond, et Joseph Émond, mouleur, tous de L'Ange-Gardien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Paul-A. Émond Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 470, rue du Pont, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11996-58)

Paul-A. Émond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Paul-A. Émond, contractor, Mrs. Marguerite-Marie Trudel Émond, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul-A. Émond, and Joseph Émond, moulder, all of L'Ange-Gardien, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general contractors in building; to carry on a business dealing in real estate, under the name of "Paul-A. Émond Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 470 Bridge St., Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12276-58)

Péribonka Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, Jack Bobrove, avocats, et Earl Kruger, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12276-58)

Péribonka Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, Jack Bobrove, advocates, and Earl Kruger, notary, all of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Péribonka Construction Inc.", avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 2,900 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas moins de \$79,000.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame d'Hébertville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11587-58)

Philippe Harvey Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1958, constituant en corporation: Philippe Harvey, marchand, Louiselle Turcotte Harvey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Philippe Harvey, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Germain Harvey, gérant de magasin, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de "Philippe Harvey Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 339, rue St-Jean-Baptiste, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12516-58)

Princess Hosiery Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, Abraham Segal, étudiant en droit, Marilyn Denny et Beverley Wrathall, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bas et marchandises tricotées, sous le nom de "Princess Hosiery Mills Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11638-58)

Quality Smoked Meat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, Nicholas Vlahos, Solomon W. Weber, avocats, et Carol B. Jones, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Péribonka Construction Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares having no nominal or par value and into 2,900 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$79,000.

The head office of the company will be at Notre-Dame d'Hébertville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11587-58)

Philippe Harvey Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1958, incorporating: Philippe Harvey, merchant, Louiselle Turcotte Harvey, housewife, wife contractually separate as to property of the said Philippe Harvey, and duly authorized by him for these present purposes, and Germain Harvey, store manager, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as general merchants under the name of "Philippe Harvey Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 339 St-Jean-Baptiste, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12516-58)

Princess Hosiery Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Joseph Mendelson, advocate, Abraham Segal, law student, Marilyn Denny and Beverley Wrathall, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery and knitted goods, under the name of "Princess Hosiery Mills Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11638-58)

Quality Smoked Meat Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Nathan A. Levitsky, Nicholas Vlahos, Solomon W. Weber, attorneys, and Carol B. Jones, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

Entreprendre le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Quality Smoked Meat Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12043-58)

Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, Denise Asselin, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Joseph-Bernard Carisse, avocat, de Ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs et teinturiers, sous le nom de "Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11450-58)

Raymond Olivier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Jean-Marie Bertrand, comptable, Gaston Latour, commis, et Lorraine Chartrand, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en isolation, sous le nom de "Raymond Olivier Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11444-58)

Repentigny Plaza Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, avocat, Madeline Ferguson et Miriam Bernard, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et placements, sous le nom de "Repentigny Plaza Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

To engage in the foodstuffs business, under the name of "Quality Smoked Meat Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12043-58)

Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, Denise Asselin, secretary, spinster of full age, both of Montreal, and Joseph-Bernard Carisse, advocate, of the town of Anjou, for the following purposes:

To carry on business as cleaners and dyers, under the name of "Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11450-58)

Raymond Olivier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Jean-Marie Bertrand, accountant, Gaston Latour, clerk, and Lorraine Chartrand, stenographer, spinster and in use of her rights, all of Buckingham, for the following purposes:

To carry on business as contractors in insulation, under the name of "Raymond Olivier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11444-58)

Repentigny Plaza Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Edward Irving Auerback, advocate, Madeline Ferguson and Miriam Bernard, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Repentigny Plaza Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 200 common shares of a par value of \$5 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12373-58)

Riverway Park Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1958, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal Ouest, tous deux avocats, et Max Polak, étudiant en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Riverway Park Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12503-58)

Roland Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Marjorie M. Reiffenstein, de Westmount, Rose Markis, de Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Nathan Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Roland Sales Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11232-58)

Rosita & Deno Social Dance Studios Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1958, constituant en corporation: Samuel H. Shiar, avocat, de St-Laurent, Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, et Earl Kruger, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un studio de dance moderne, sous le nom de "Rosita & Deno Social Dance Studios Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12373-58)

Riverway Park Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: Samuel H. Shriar, of St. Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Max Polak, law student, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Riverway Park Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12503-58)

Roland Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Marjorie M. Reiffenstein, of Westmount, Rose Markis, of Montreal, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Nathan Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in food and food products, under the name of "Roland Sales Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11232-58)

Rosita & Deno Social Dance Studios Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1958, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Mollie Schwartz, secretary, spinster, and Earl Kruger, notary, of Montreal, for the following purposes:

To operate a modern dance studio, under the name of "Rosita & Deno Social Dance Studios Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11240-58)

Rodex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Lewis J. Manolson, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Rodex Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 11240-58)

Rodex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Lewis J. Manolson, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Rodex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11648-58)

Roméo Belleville & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Roméo Belleville, entrepreneur-plombier, Hector Ledoux, annonceur de radio, tous deux de Drummondville, et Jean-Marie Joly, plombier, de St-Simon-de-Drummond, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Roméo Belleville & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 327, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11648-58)

Roméo Belleville & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Roméo Belleville, plumber-contractor, Hector Ledoux, radio announcer, both of Drummondville, and Jean-Marie Joly, plumber, of St-Simon-de-Drummond, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and building contractors, under the name of "Roméo Belleville & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 327 Lindsay St., Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11992-58)

Roméo Robitaille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Roméo Robitaille, plombier, Georgette Gobeil Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roméo Robitaille, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Adrien Lachance, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération et comme ferblantiers et électriciens, sous le nom de "Roméo Robitaille Inc.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 399 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 58, rue Latourrelle, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11992-58)

Roméo Robitaille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Roméo Robitaille, plumber, Georgette Gobeil Robitaille, housewife, wife separate as to property of the said Roméo Robitaille, and duly authorized by him for these present purposes, and Adrien Lachance, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in plumbing, heating and refrigeration and, as tinsmiths and electricians, under the name of "Roméo Robitaille Inc.", with a total capital stock of \$49,900, divided into 399 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 58 Latourrelle St., Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12369-58)

Rothabelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1958, constituant en corporation: Armand Poupart, fils, avocat, Jacqueline Matte et Monique Duquette, sténographes, célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme apiculteurs, sous le nom de "Rothabelle Inc.", avec un capital total de \$12,000, divisé en 200 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 12369-58)

Rothabelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1958, incorporating: Armand Poupart, son, advocate, Jacqueline Matte and Monique Duquette, stenographers, spinsters of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as apiculturists under the name of "Rothabelle Inc.", with a total capital stock of \$12,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12231-58)

Sandra's Dress Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Beatrice Levine Starr, épouse séparée de biens de Jack Starr, Dorothy Starr, fille majeure, toutes deux de Montréal, et Sandra Sturgeon Bowen, épouse séparée de biens de Myer Bowen, de St-Michel, toutes marchandes publiques, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de textiles, marchandises sèches, articles vestimentaires et accessoires, sous le nom de "Sandra's Dress Centre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12231-58)

Sandra's Dress Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Beatrice Levine Starr, wife separate as to property of Jack Starr, Dorothy Starr, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Sandra Sturgeon Bowen, wife separate as to property of Myer Bowen, of St. Michel, all marchandes publiques, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, under the name of "Sandra's Dress Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and into 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12519-58)

Seni Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1958, constituant en corporation: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, notaires, Louis Drazin, étudiant et Jeanine-L. Fobert, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Seni Investments Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 80,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12519-58)

Seni Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1958, incorporating: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, notaries, Louis Drazin, student, and Jeanine-L. Fobert, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Seni Investments Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 80,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12036-58)

S. Farbstein Clothing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Sam Farbstein, fabricant, Morris Rickel, marchand, tous deux de Joliette, Bernard Diamond et Jason Ruby, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "S. Farbstein Clothing Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 199 rue Précieux Sang, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12036-58)

S. Farbstein Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Sam Farbstein, manufacturer, Morris Rickel, merchant, both of Joliette, Bernard Diamond and Jason Ruby, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "S. Farbstein Clothing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 199 Précieux Sang Street, Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11321-58)

Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Suzanne Lefebvre, Georgette Soucy, secrétaires, et Georgette Choquette, sténographe, toutes trois filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme impresarios, sous le nom de "Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11321-58)

Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Suzanne Lefebvre, Georgette Soucy, secretaries, and Georgette Choquette, stenographer, all three spinsters of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as impresarios under the name of "Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11770-58)

Sound Ex Control Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1958, constituant en corporation: Edgar Chagnon, entrepreneur, Germaine Chagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Edgar Chagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et François Côté, surintendant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux isolants et insonores, sous le nom de "Sound Ex Control Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4723, rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11770-58)

Sound Ex Control Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1958, incorporating: Edgar Chagnon, contractor, Germaine Chagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Edgar Chagnon and duly authorized by him for these present purposes, and François Côté, superintendent, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in insulating and soundproofing materials, under the name of "Sound Ex Control Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4723 St-André St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12302-58)

St. Laurent Herald Publishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1958, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, Charles Alexander Phelan et John Howard Gomery, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de "St. Laurent Herald Publishing Co. Ltd.", avec un capital total de \$36,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12302-58)

St. Laurent Herald Publishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1958, incorporating: Robert Harold Earle Walker, Charles Alexander Phelan and John Howard Gomery, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers and printers, under the name of "St. Laurent Herald Publishing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$36,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12389-58)

St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet, 1958, constituant en corporation: Bernard Ranger, avocat de Pointe Claire, Audrey Malcolm, secrétaire, fille majeure, et Pierre Dessaulles, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à construire des pipe-lines de toutes sortes et des appareils et accessoires qui s'y rapportent; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1958.

L'Assistant procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12389-58)

St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1958, incorporating: Bernard Ranger, advocate, of Pointe Claire, Audrey Malcolm, secretary, psinster, and Pierre Dessaulles, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of constructing pipelines of every kind and the apparatus and accessories thereof; to carry on business as general contractors and builders, under the name of "St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12086-58)

Styval Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Oscar Respitz, de ville Mont-Royal, tous deux avocats, Joseph Roy Hoffman, avocat, et Sydney Sederoff, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Styval Realty Corp.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$250 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$250 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1958.

L'Assistant procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12086-58)

Styval Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, both advocates, Joseph Roy Hoffman, advocate, and Sydney Sederoff, student, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Styval Realty Corp.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$250 each and into 1,000 preferred shares of \$250 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12414-58)

The Victor Development Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1958, constituant en corporation: Rose-Aimée Poudrette, sténographe, fille majeure, de Boucherville, Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, toutes deux sténographes, et Hélène Tessier, comptable, toutes trois filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "The Victor Development Company Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12414-58)

The Victor Development Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1958, incorporating: Rose-Aimée Poudrette, stenographer, spinster, of Boucherville, Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, both stenographers, and Hélène Tessier, accountant, all three spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "The Victor Development Company Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and into 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12339-58)

Three Star Hosiery Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1958, constituant en corporation: Leon Tripp, David Tripp, marchands, et Chaya Tripp Fox, couturière, épouse séparée de biens de Simcha Fox, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bas, sous le nom de "Three Star Hosiery Manufacturing Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$10 chacune et 6,750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(A.G. 12339-58)

Three Star Hosiery Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1958, incorporating: Leon Tripp, David Tripp, merchants, and Chaya Tripp Fox, seamstress, wife separate as to property of Simcha Fox, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery, under the name of "Three Star Hosiery Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$10 each and into 6,750 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11913-58)

Thomas Millette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1958, constituant en corporation: Charles-Edouard Millette, Jean Millet et Philippe Millet, tous marchands, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes; faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "Thomas Millette Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11913-58)

Thomas Millette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1958, incorporating: Charles-Edouard Millette, Jean Millet and Philippe Millet, all merchants, of Longueuil, for the following purposes:

To operate a business dealing in fuels and lubricants of all kinds; to carry on business as hardware dealers, under the name of "Thomas Millette Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11273-58)

Town Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11273-58)

Town Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1958, constituant en corporation: Kalman Samuels, Seymour Spector, avocats, et Laura David, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Town Garage Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11196-58)

Trident Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1958, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat, Micheline Tabacman et Marie-Paule Béliveau, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à transporter des marchandises, sous le nom de "Trident Transport Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et 140 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 11201-58)

United Adjustment Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1958, constituant en corporation: Denise Corriveau, Georgette Girard, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Alfred Leclerc, comptable, tous de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ajusteurs de réclamations, estimateurs et évaluateurs d'actifs physiques, fabrication et autres propriétés et développements, sous le nom de "United Adjustment Bureau Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12193-58)

Wax Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1958, incorporating: Kalman Samuels, Seymour Spector, advocates, and Laura David, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Town Garage Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11196-58)

Trident Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1958, incorporating: Alexander Biega, lawyer, Micheline Tabacman and Marie-Paule Béliveau, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transporting goods, under the name of "Trident Transport Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 60 common shares of \$100 each and into 140 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11201-58)

United Adjustment Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1958, incorporating: Denise Corriveau, Georgette Girard, both secretaries, spinsters, and Alfred Leclerc, accountant, all of Rouyn, for the following purposes:

To carry on the business of claims adjusters, appraisers and valuers of physical assets, and manufacturing and other properties and developments, under the name of "United Adjustment Bureau Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$5 each and into 190 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12193-58)

Wax Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth

du trente juin 1958, constituant en corporation: Claude Ducharme, avocat, d'Outremont, Jacques Pilon, avocat, et Yolande Taillon, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'établissement de musées de cire et musées artistiques ouverts au public moyennant tarif d'admission pour les visiter, sous le nom de "Wax Works Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 100 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3715 Chemin Queen Mary, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

(P.G. 12244-58)

Yale Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1958, constituant en corporation: Daniel Morris, Irving Halperin, tous deux avocats, de Montréal, et Hyman Rosenfeld, notaire, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Yale Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387 P. FRENETTE.

day of June, 1958, incorporating: Claude Ducharme, advocate, of Outremont, Jacques Pilon, advocate, and Yolande Taillon, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To promote and establish wax museums and art museums and to charge the public admission fees to visit them, under the name of "Wax Works Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 100 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3715 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12244-58)

Yale Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1958, incorporating: Daniel Morris, Irving Halperin, both advocates, of Montreal, and Hyman Rosenfeld, notary, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Yale Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11881-58)

Best Brands Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1958, à la compagnie "Best Brands Ltd.", a) subdivisant et convertissant 200 de ses 400 actions ordinaires de \$100 chacune en 400 actions privilégiées de \$50 chacune; b) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(A.G. 11881-58)

Best Brands Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July 15, 1958, to the company "Best Brands Ltd.", a) subdividing and converting 200 of its 400 common shares of \$100 each into 400 preferred shares of \$50 each; b) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12282-58)

**Beth Chodosh Congregation
(House of Perpetual Worship Congregation)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix juillet 1958, à la corporation "Beth Chodosh Congregation (House of Perpetual Worship Congregation)", étendant ses pouvoirs

(A.G. 12282-58)

**Beth Chodosh Congregation
(House of Perpetual Worship Congregation)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July 10, 1958, to the corporation "Beth Chodosh Congregation (House of Perpetual Worship Congregation)", extending its powers by carrying

en portant la valeur des biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de \$40,000 à \$200,000.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12380-58)

Jos. Lahoud Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix juillet 1958, à la compagnie "Jos. Lahoud Automobiles Limitée", augmentant son capital de \$3,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 570 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11685-58)

Mégantic Knitting Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1958, à la compagnie "Tricot Mégantic Knitting Ltée/Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 janvier 1956, changeant son nom en celui de "Mégantic Knitting Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12467-58)

Pontiac Oil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1958, à la compagnie "R. Cole & Sons Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 mars 1955, changeant son nom en celui de "Pontiac Oil Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 12113-58)

**Produits de Caoutchouc Marquis Inc.
Marquis Rubber Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit juillet 1958, à la compagnie "Marquis Automobiles Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 juillet 1949, a) changeant

the value of the immoveables which the said corporation may own from \$40,000 to \$200,000.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12380-58)

Jos. Lahoud Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of July 1958, to the company "Jos. Lahoud Automobiles Limitée", increasing its capital from the sum of \$3,000 to \$60,000, the additional share capital being divided into 570 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11685-58)

Mégantic Knitting Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of July 1958, to the company "Tricot Mégantic Knitting Ltée/Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 17, 1956, changing its name to that of "Mégantic Knitting Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12467-58)

Pontiac Oil Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of July, 1958, to the company "R. Cole & Sons Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 15, 1955, changing his name to that of "Pontiac Oil Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12113-58)

**Produits de Caoutchouc Marquis Inc.
Marquis Rubber Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of July, 1958, to the company "Marquis Automobiles Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 26, 1949, a) changing its name to that of "Pro-

son nom en celui de "Produits de Caoutchouc Marquis Inc.— Marquis Rubber Products Inc."; b) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

(P.G. 11351-58)

Vanasse Auto Tire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1958, à la compagnie "Vanasse Auto Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 8 janvier 1957, changeant son nom en celui de "Vanasse Auto Tire Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48387-o P. FRENETTE.

duits de Caoutchouc Marquis Inc.— Marquis Rubber Products Inc."; b) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11351-58)

Vanasse Auto Tire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July, 1958, to the company "Vanasse Auto Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of January 8, 1957, changing its name into that of "Vanasse Auto Tire Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1958.

P. FRENETTE,
48387 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 18299. Dame Eugénie Rousseau, ménagère, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, épouse commune en biens d'Augustin Shaïnk, ancien hôtelier, du même endroit, demanderesse, vs ledit Augustin Shaïnk, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ème jour d'août 1958.

Sherbrooke, ce 12 août 1958.
Les Procureurs de la demanderesse,
ROUSSEAU, GERVAIS,
48390-o LANGLAIS & MONTY.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 18299. Dame Eugénie Rousseau, housewife, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, wife common as to property of Augustin Shaïnk, former hotel-keeper, of the same place, plaintiff, vs the said Augustin Shaïnk, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 12th day of August, 1958.

Sherbrooke, August 12th, 1958.
ROUSSEAU, GERVAIS,
48390-o LANGLAIS & MONTY,
Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 841

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des Affaires municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Preuve photographique de certains documents

Conformément et sous l'autorité de l'article 6 du Statut 5-6 Elizabeth II, chapitre 67, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la ville de Greenfield Park, à la suite d'une demande contenue à la résolution adoptée par le conseil de ladite ville le 8 mai 1958.

(signé:) L. DÉSILETS,
48393-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 841

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Municipal Affairs.

IT IS ORDAINED, on the proposition of the Honorable the Minister of Municipal Affairs, the following:

Photographic proof of certain documents

Pursuant to and under the authority of section 6 of the Statute 5-6 Elizabeth II, chapter 67; the Act concerning the photographic proof of certain documents is declared applicable to the town of Greenfield Park, following a request as contained in the resolution adopted by the council of the said town on May 8, 1958.

(signed:) L. DÉSILETS,
48393 Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 816
Section "A"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs (navigation océanique) du port de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs (navigation océanique) du port de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 842 du 15 août 1956, amendé par l'arrêté en conseil numéro 877-F du 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 842, soit modifié comme suit:

Les paragraphes "a", "d" et "h" de l'article II sont remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaires et durée du travail:* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires dont les suivants:

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | <i>Salaires horaires</i> |
|---|--------------------------|
| <i>Travail de Jour:</i> | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. | \$2.02 |
| <i>Travail de Nuit:</i> | |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi. | 3.03 |

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.23 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer les prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, du phosphate de soude en sacs, du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, des cargaisons complète de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou livres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

| | <i>Salaires horaires</i> |
|---|--------------------------|
| De 8.00 a.m. à 5.00 p.m. | \$2.17 |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi. | 3.25½ |

h) Les taux de salaires pour la manutention d'engrais ammoniacal sont de \$2.37 l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 816
Part "A"

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the longshoremen, (ocean navigation), in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen (ocean navigation) in the Harbour of Montreal, rendered obligatory by the decree number 842 of August 15, 1956, amended by Order in Council No. 877-F of August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 842, be amended as follows:

Paragraphs "a", "d" and "h" of article II are replaced by the following:

"II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

| <i>Distribution of hours of labour:</i> | <i>Hourly rates</i> |
|---|---------------------|
| <i>Day work:</i> | |
| From 8.00 a.m. to twelve (noon) and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. | \$2.02 |
| <i>Night work:</i> | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday. | 3.03 |

There shall be a contribution of twenty-three cents (\$0.23) per man-hour worked, by all employers concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, sodium phosphate in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

| | <i>Hourly rates</i> |
|--|---------------------|
| From 8.00 a.m. to 5.00 p.m. | \$2.17 |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday. | 3.25½ |

h) The rates of pay for working on ammonium nitrate fertilizer shall be \$2.37 per hour for the period between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All

A toute autre période de la journée (exception faite de celle des repas) ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi, le taux de salaire est de \$3.55½ l'heure. Ces taux doivent être payés à tous les débardeurs préposés à un vaisseau prenant charge d'un tel produit ou qui en est déjà chargé.

Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement."

L. DÉSILETS,
48398-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "B"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux charpentiers-doubleurs (navigation océanique) dans le port de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux charpentiers-doubleurs (navigation océanique) dans le port de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 843 du 15 août 1956, amendé par l'arrêté en conseil numéro 877-D du 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 843, soit modifié comme suit:

Les paragraphes "a", "e", "g" et "h" de l'article II sont remplacés par les suivants:

"II. *Taux de salaires et durée du travail:* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | | <i>Salaires horaires</i> |
|--|--|--------------------------|
| <i>Travail de jour:</i> | | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. | | \$2.02 |
| <i>Travail de nuit:</i> | | |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi. | | 3.03 |

A ces taux doit s'ajouter une contribution de vingt-trois cents (\$0.23) par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

other hour (except meal hours) and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday, shall be paid at the rate of \$3.55½ per hour. The foregoing rates shall be paid to all longshoremen employed in loading operations on vessel on which this commodity is being or has been loaded.

The above rates shall also be paid for handling any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a special pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities."

L. DÉSILETS,
48398-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "B"

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the shipliners (ocean navigation) in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shipliners (ocean navigation) in the Harbour of Montreal, rendered obligatory by the decree number 843 of August 15, 1956, amended by Order in Council No. 877-D of August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 843, be amended as follows:

Paragraphs "a", "e", "g" and "h" of article II are replaced by the following:

"II. *Rates of wages and duration of labour:* a) The hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

| <i>Distribution of the hours of labour:</i> | | <i>Hourly rates</i> |
|---|--|---------------------|
| <i>Day work:</i> | | |
| From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. | | \$2.02 |
| <i>Night work:</i> | | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday. | | 3.03 |

There shall be a contribution of twenty-three cents (\$0.23) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

| <i>Distribution des heures de travail:</i> | <i>Salaires horaires</i> |
|---|--------------------------|
| <i>Travail de jour:</i> | |
| De 8.00 a.m. à 5.00 p.m..... | \$2.12 |
| <i>Travail de nuit:</i> | |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi... | 3.18 |

| <i>Distribution of the hours of labour:</i> | <i>Hourly rates</i> |
|---|---------------------|
| <i>Day work:</i> | |
| From 8.00 a.m. to 5.00 p.m..... | \$2.12 |
| <i>Night work:</i> | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m., on Saturday..... | 3.18 |

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail, les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables."

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou du charbon en sacs, de la chaux en sacs, du ciment en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$2.17, de 8.00 a.m. à 5.00 p.m., et de \$3.25½ de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage (bleeding) de sacs de grain.

h) Lorsque les salariés sont employés sur un vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, le taux de salaire est de \$2.37 l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de la journée, exception faite de celle des repas ainsi que le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le taux de salaire est de \$3.55½ l'heure.

Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port, et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement."

L. DÉSILETS,

48398-o Greffier du Conseil Exécutif.

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in paragraph "a" of the present article.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which nitrate, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundle or losse, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$2.17 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and \$3.25½ per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and midnight and 5.00 a.m. and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of grain bags."

h) Where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded, the rates of pay shall be \$2.37 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All other hours (except meal hours) and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday to be paid at the rate of \$3.55½ per hour.

The differential shall also be paid in connection with other hazardous cargo which in accordance with Government regulations, has to be loaded at a specified pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities."

L. DÉSILETS,

48398-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "C"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux vérificateurs et tonneliers (navigation océanique) du port de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers (navigation océanique) du port de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 841 du 15 août 1956, amendé par l'arrêté en conseil numéro 877-E du 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "C"

Québec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the checkers and coopers (ocean navigation) in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the checkers and coopers (ocean navigation) in the Harbour of Montreal, rendered obligatory by the decree number 841 of August 15, 1956, amended by Order in Council number 877-E of August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 841, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"II. Heures de travail et aux de salaires: a) Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

| Distributeur des heures de travail: | Salaires horaires Vérificateurs et tonneliers |
|---|--|
| Travail de jour: | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m..... | \$1.89 |
| Travail de nuit: — | |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. lorsque requis, de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m..... | 2.83½ |

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.23 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

2° Le paragraphe "e" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"e) Lorsque les vérificateurs et les tonneliers sont employés sur ou près d'un vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal (aeroprills et nitraprills) ou de marchandises dangereuses dont le chargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du Port, et ce, en vertu des règlements établis par le Gouvernement, ils doivent être rémunérés sur la base suivante:

| | |
|---|--------|
| Travail de jour: | |
| De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m..... | \$2.24 |
| Travail de nuit: | |
| De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. (lorsque requis); de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. ainsi que le samedi de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.... | 3.36 " |

48398-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "D"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux débardeurs dans le port de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statut s-refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs dans le port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 844 du 15 août 1956, amendé par l'arrêté en conseil numéro 877-I du 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil une modification audit décret;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 841, be amended as follows:

1. Paragraph "a" of article II is replaced by the following:

"II. Hours of labour and rates of wages: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

| Distribution of hours of labour: | Hourly rates Checkers and Coopers |
|--|--|
| Day work: | |
| From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m..... | \$1.89 |
| Night work: — | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required), from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m..... | 2.83½ |

There shall be a contribution of twenty-three cents (\$0.23) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

2. Paragraph "e" of article IV is replaced by the following:

"e) When checkers and coopers are working on board or at ships' side in connection with a vessel on which ammonium nitrate fertilizer (aeroprills and nitraprills) is being or has been loaded, or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded at a special pier under special loading restrictions imposed by harbour authorities, the rate of any shall be as follows:

| | |
|--|--------|
| Day work: | |
| From 8.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m..... | \$2.24 |
| Night work: | |
| From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required); from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.; from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m..... | 3.36 " |

48398-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "D"

Québec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the longshoremen in the Harbour of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen in the Harbour of Québec, rendered obligatory by the decree number 844 of August 15, 1956, amended by Order in Council No. 877-I of August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 844, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"II. Taux de salaire et durée du travail: a) Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire de base est de \$1.92 l'heure.

Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., 7.00 p.m. et minuit et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré aux taux de salaire et demi; cependant entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. le samedi, le taux de salaire et demi doit également être payé.

Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils doivent recevoir salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m., seulement. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré à raison de salaire double.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.23 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds" afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

48398-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "E"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux vérificateurs (navigation océanique) dans le port de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs (navigation océanique) dans le port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 840 du 15 août 1956, amendé par l'arrêté en conseil numéro 877-K du 28 août 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 14 juin 1958;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 840, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. Taux de salaires: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.79 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.;

\$2.68½ l'heure entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., s'ils sont requis de travailler par l'employeur,

WHEREAS the said petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 7, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 844, be amended as follows:

Paragraph "a" of article II is replaced by the following:

"II. Rates of wages and duration of labour: a) The hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m. during which the basic wage rate shall be \$1.92 per hour.

All time worked between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and 1.00 a.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of time and one half; however, between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday, time and one half shall also be paid.

When the men are required to start work at 7.00 a.m., they shall receive double time between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. only. All time worked on Sunday shall be paid at the rate of double time.

There shall be a contribution of twenty-three cents (\$0.23) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada—I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

48398-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "E"

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the checkers, (ocean navigation), in the Harbour of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the checkers, ocean navigation, in the Harbour of Québec, rendered obligatory by the decree number 840 of August 15, 1956, amended by Order in Council No. 877-K of August 28, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 14, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 840, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:

"III. Rates of wages: The rates of wages of checkers shall be as follows:

\$1.79 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.;

\$2.68½ per hour between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., when required to work by the employer,

et entre 7.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m.:

\$2.68½ l'heure le samedi entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.23 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

2° Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (aeroprills et nitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation, imposées par les autorités du Port, le taux de base est de \$2.14 l'heure entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et de \$3.21 l'heure en tout autre temps excepté pendant les heures des repas."

L. DÉSILETS,
48398-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "F"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux débardeurs du port de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Trois-Rivières (navigation océanique), rendue obligatoire par le décret numéro 1138 du 21 novembre 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1138, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"II. Taux de salaires et durée du travail: a) Les heures régulières de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. et le taux de salaire est de \$1.70 l'heure; entre 7.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 6.00 a.m. le taux de salaire est de \$1.95 l'heure. De plus, les employeurs doivent verser, chaque semaine, à titre de boni de vacance et de bien-être, une somme additionnelle de \$0.08 l'heure à chaque salarié, ce qui fait un total de \$1.78 l'heure pour le travail de jour et de \$2.03 pour le travail de nuit."

L. DÉSILETS,
48398-o Greffier du Conseil Exécutif.

and between 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and between 1.00 a.m. and 7.00 a.m.;

\$2.68½ per hour on Saturday between 1.00 p.m. and 6.00 p.m.

There shall be a contribution of \$0.23 per man-hour worked, by all employees concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

2. Paragraph "b" of article VI is replaced by the following:

"b) When checkers are working on board or at ships' side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (aeroprills and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a specified pier, under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities, the basic rate is increased to \$2.14 per hour between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., and \$3.21 per hour at any other time except during meal hours."

L. DÉSILETS,
48398-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "F"

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Trois-Rivières (ocean navigation), rendered obligatory by the decree number 1138 of November 21, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS, the said petition has been published in the Québec Official Gazette, issue of June 7, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1138, be amended as follows:

Paragraph "a" of article II is replaced by the following:

"II. Rates of wages and duration of labour: a) Working hours shall be between 7.00 a.m. and 12.00 noon, and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. during which the rate of pay shall be \$1.70 per hour; between 7.00 p.m. and 12.00 midnight, and between 1.00 a.m. and 6.00 a.m., when the rate shall be \$1.95 per hour. In addition, the employers shall pay each week, as a vacation and welfare benefit, and additional \$0.08 per hour to each employee, making a total payment of \$1.78 per hour for day work and \$2.03 per hour for night work."

L. DÉSILETS,
48398-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816
Section "G"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de tavernes de la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de tavernes de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2714 du 30 novembre 1939, 793 du 1er avril 1942, 4460 du 31 octobre 1946, 1132-C du 1er septembre 1948, 183-A du 8 février 1950, 425-B du 19 avril 1951, 503-A du 7 mai 1952 et 826-A du 16 juillet 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 14 juin 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. Salaires: a) Dans le cas d'engagement à la semaine les taux minima de salaires sont les suivants:

| | <i>Par semaine</i> |
|-----------------------------------|--------------------|
| Commis de comptoir..... | \$50.00 |
| Assistant-commis de comptoir..... | 42.00 |
| Commis de table..... | 37.00 |
| Apprenti ou débutant..... | 30.00 |

Dans le cas où l'assistant-commis de comptoir, au cours d'une même semaine de travail, exécute les fonctions de commis de comptoir pendant quarante-deux (42) heures ou plus, le salaire minimum dudit salarié ci-dessus indiqué doit être augmenté de \$3.00 par semaine.

b) Dans le cas d'engagement à l'heure, le salaire de cinquante (50) heures de travail par semaine aux taux ci-dessus mentionnés est garanti et doit être payé aux employés réguliers de l'une ou l'autre de ces catégories, même si ces salariés ont été requis de travailler moins de cinquante (50) heures pendant une semaine.

| | <i>l'heure</i> |
|-----------------------------------|----------------|
| Commis de comptoir..... | \$1.02 |
| Assistant-commis de comptoir..... | 0.85 |
| Commis de table..... | 0.76 |
| Apprenti ou débutant..... | 0.64" |

2° Le paragraphe "e" de l'article V est remplacé par le suivant:

"e) Le commis de comptoir, les commis de tables, le commis surnuméraire et l'apprenti sont tenus au ménage journalier de la taverne, au lavage des verres, des tables, des planchers, des vitres, des chaises, des crachoirs, des urinoires et autres travaux similaires nécessaires à l'opération et à la bonne tenue de la taverne.

Ces travaux sont faits et exécutés sans rémunération additionnelle, pendant la durée de la semaine régulière de travail.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 816
Part "G"

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to tavern employees in the city of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to tavern employees in the city of Québec, rendered obligatory by decree number 695 of May 7, 1938, amended by Orders in Council Nos 2714 of November 30, 1939, 793 of April 1, 1942, 4460 of October 31, 1946, 1132-C of September 1, 1948, 183-A of February 8, 1950, 425-B of April 19, 1951, 503-A of May 7, 1952 and 826-A of July 16, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 14, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

1. Paragraphs "a" and "b" of article III are replaced by the following:

"III. Wages: a) In the case of employment by the week, the minimum wages shall be as follows:

| | <i>Per week</i> |
|-----------------------------|-----------------|
| Barman..... | \$50.00 |
| Assistant barman..... | 42.00 |
| Waiter..... | 37.00 |
| Apprentice or beginner..... | 30.00 |

Should an assistant barman work as barman during forty-two (42) hours or more in the course of a same work week, the minimum wages of such employee shall be increased by \$3.00 per week.

b) In cases of employment by the hour, the wages for 50 hours of work per week at the rates hereunder mentioned are guaranteed and shall be paid to regular employees of any one category, even if such employees work less than 50 hours during the week:

| | <i>hour</i> |
|-----------------------------|-------------|
| Barman..... | \$1.02 |
| Assistant barman..... | 0.85 |
| Waiter..... | 0.76 |
| Apprentice or beginner..... | 0.64" |

2. Paragraph "e" of article V is replaced by the following:

"e) Barman, waiters, occasional clerks and apprentices, may be required to clean the tavern daily, wash the glasses, tables, floors, windows, chairs, spittoons, urinals and other occupations required for the proper operation and upkeep of the tavern.

This work shall be done and carried out without extra pay during the standard work week.

Tous autres travaux requis par l'employeur de son employé, pendant les heures régulières de travail de son établissement, ne peuvent être exécutés que du consentement de ce dernier et sont rémunérés à temps simple du salaire de l'employé."

3° La deuxième alinéa de l'article VI-A est remplacé par le suivant:

"De plus, le mercredi des Cendres et le jour de la votation dans la circonscription territoriale où se tient toute élection générale, fédérale, provinciale ou municipale, sont fériés et doivent être rémunérés suivant le mode prévu pour les fêtes religieuses susdites.

L'employeur peut toutefois requérir au besoin les services de ses salariés le jour de la votation, après les heures de fermeture des polls jusqu'à l'heure régulière de fermeture de son établissement au taux régulier de salaire de ses dits employés pour telles heures supplémentaires de travail."

4° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Jours chômés*: Les jours de la Saint-Jean-Baptiste et de la fête du Travail sont des jours chômés et payés pour les employés réguliers au service des établissements assujettis.

Si les services desdits salariés sont requis des jours-là, l'employeur peut à son choix soit leur accorder une journée de congé dans le mois suivant la date dudit jour chômé, ou une compensation en argent équivalente à une journée normale de travail (9 heures) au taux régulier minimum prévu audit décret pour leurs fonctions ou reçu de l'employeur si le taux est supérieur."

5° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les présents amendements à partir du 3 mars 1958.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

48398-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 827

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Là Chambre de Construction de Montréal, Inc., (Section de la fabrication en métal en feuilles);

All other work required by the employer during the regular hours of work of his establishment shall only be executed with the consent of the employees and paid straight time based on the employee's rate of pay."

3. The second sub-paragraph of article VI-A is replaced by the following:

"Ash Wednesday and voting day in the territory where general, Federal Provincial or Municipal election is taking place shall not be worked and shall be paid as above provided for religious holidays.

Employers may, however, avail themselves of the services of their employees on a voting day after the closing time of the polls and until the regular closing time of their establishment, and shall pay the regular rate of pay of said employees for all such overtime hours."

4. Article X is replaced by the following:

"X. *Holidays*: St. Jean Baptiste Day and Labour Day shall be holidays with pay for regular employees in the employ of establishments hereby governed.

When the services of such employees are required on said days, the employer has the option of giving them a day off in the month following the date of said holiday or of giving a cash compensation equivalent to a regular day's work (9 hours) at the standard minimum rate provided in the decree for their functions or at the rate actually paid by the employer, whichever be the higher."

5. Article XI is replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until December 31, 1959. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day prior to January 1, of the year 1960 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The contracting parties are agreed to be bound by the present amendments from March 3, 1958.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

48398-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 827

Quebec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc. (Sheet Metal Fabricating Section),

Et, D'AUTRE PART:

"Sheet Metal Workers International Association, Local 116";
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1958;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1958.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application de cette convention, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

b) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter d'après les dessins toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

c) *Soudeurs*: 1° Le terme "compagnon soudeur" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression et approuvés par le United Pressure Vessels Code, édition 1943, doit être considéré comme un compagnon-soudeur.

2° Le terme "soudeur-spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

3° Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII et qui est promu soudeur spécialiste après le 4ème semestre d'emploi.

Il ne peut y avoir cependant plus d'un soudeur en série par chaque soudeur d'une classification supérieure dans un même établissement.

d) *Machiniste*: 1° Le terme "compagnon machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier.

2° Le terme "machiniste spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant ajuster et opérer l'une des machines suivantes employées dans l'atelier: tour, fraiseuse, scie (do-all), machine à

AND, ON THE OTHER PART:

Sheet Metal Workers International Association, Local Union No. 116,
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1958;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned, in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1958;

I. *Definitions*: For the purpose of enforcement of this decree, the following terms shall have the meaning hereinafter stated:

a) "Charge Hand" shall mean a mechanic in charge of the fabrication of a job and having a group of men working under his direction.

b) "Sheet Metal Mechanic" shall mean an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials products without direction from others.

c) *Welders*: 1. A "Journeyman Welder" shall be an employee with complete knowledge of either gas or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for carrying out the Pressure Vessels Act and as approved under the "Unfred Pressure Vessels Code, 1943 Edition" shall be classified as a journeyman welder.

2. "Welder Specialist" shall be an employee with knowledge of either gas or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

3. A "Production Welder" shall be a workman employed on routine welding operations, whose rate shall be increased automatically as indicated in Section VII, and who shall graduate as a Welder Specialist after the 4th six months of his employment.

Production welders may not, however, be employed at a ratio greater than one to every welder of a higher classification in each establishment.

d) *Machinistes*: 1. "Journeyman Machinist" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice, competent to work from drawings and specifications and able to carry out all operations of his trade.

2. A "Machinist Specialist" shall be an employee with a thorough knowledge of machine shop practice, and able to set and perform work on one of the major machines used in machine shop work, such as lathe, milling, Do-All, grin-

mouler, raboteur, machine à profiler et à façonner (à l'exception des machines manuelles et des machines d'établi). Il doit être capable de travailler sur plans et devis et savoir se servir de la règle et du micromètre.

e) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

f) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peindre les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

g) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salariés travaillant durant au moins 70% de son temps à peindre au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

h) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

i) Les mots "préposé aux machines" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming) — à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg — sont considérés comme préposés aux machines.

j) Les mots "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

k) Le terme "ouvrier de la production" désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

l) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

m) *Aides*: Les aides sont les salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

n) *Apprentis*: Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

o) *Garçons*: Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "i" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupa-

der, planer, shaper boring mill (except hand and bench machines). He shall also be able to work from drawings, and know the scale and micrometer reading.

e) A "Toolmaker" shall be an employee engaged in the fabricating of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing them from working drawings, or sketches, using standard tool room equipment, without direction from others.

f) A "Journeyman Painter" shall be an employee thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colours and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

g) A "Spray Painter" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

h) A "Blacksmith" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

i) A "Machine Operator" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as a machine operator.

j) "Assemblers and Specialists" shall be employees competent to carry out operations according to instructions, and shall be able to read detailed drawings and engage in work not requiring the skill of a journeyman.

k) "Production Workers" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

l) A "Leading Hand" shall be an employee (not a mechanic) in charge of a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

m) *Helpers*: shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

n) *Apprentices*: shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one. They shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Such book shall be properly filled by employers, crediting time worked at the trade.

o) *Boys*: between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rate set in section VII "i" until such time as they acquire the standard rate for helpers. "Routine operations" shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification he shall

tion de semblable nature. Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquantime des salariés de l'établissement.

p) *Divers*: Les salariés, employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir \$0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

q) Le terme "polisseur classe "A", désigne un salarié qui polit les métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhésives, choisit les différents abrasifs; form et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention comprend l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception de la municipalité de l'Assomption.

III. *Jurisdiction industrielle et professionnelle*: a) La convention s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille, y compris les opérations s'y rapportant. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage, soit en ruban, soit en feuille, refoulé ou sous toute autre forme dans les épaisseurs régies par le décret.

b) La convention ne s'applique pas aux établissements industriels ou aux salariés de ces établissements déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret en vertu de la loi de la convention collective; elle ne s'applique pas non plus à la fabrication de poêles et fournaies par des fonderies reconnues comme telles ni à la construction de navires, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: canettes en métal et ustensiles; chauffeuses et radiateurs électriques; réfrigérateurs et humidificateurs électriques pour usage domestiques, lampes, appareils et accessoires électriques.

IV. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail est de quarante heures (40). La durée journalière ne doit pas excéder huit (8) heures, sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard: horloge de présence à la minute*: Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois minutes par quart d'heure. Sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

c) *Horloge de présence au dixième d'heure*: Dans les établissements où ces horloges sont en usage, les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six (6) minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail, et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minu-

be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may not, however, be employed at a ratio greater than one to every 50 employees in the plant.

p) *Miscellaneous*: Workmen regularly employed as shippers, warehousemen, or stock keepers shall be paid \$0.05 per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of those departments shall be paid \$0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

q) Class "A" "Buffer and Polisher" shall be a workman who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasive wheels for uniformity of production.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, with the exception of the municipality of l'Assomption.

III. *Industrial and professional jurisdiction*: a) The decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which shall include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal, of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch, including all operations incidental thereto. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys whether in strips, sheets, extrusions or any other form within the thickness specified herein above.

b) The decree shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the said Act, nor does it apply to stoves or furnaces manufactured or fabricated by foundries, the construction of ships, aircraft or the manufacture and fabrication of the following products: cans and utensils; electric radiators and heaters; domestic electric refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and accessories.

IV. *Standard working hours*: a) The standard working week is one of forty (40) hours. The standard working day consists of eight (8) hours. There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions: Clocks punching minutes*: Late starting shall be penalized fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of hour. On clocks which punch in minutes, i.e. for lateness from four (4), to eighteen (18) minutes, the penalty shall be fifteen (15) minutes, from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty shall be one-half hour, etc.

c) *Clocks punching in tenths of hours*: On time clocks which punch in tenths of an hour, an employee's time must be punched one point (within six (6) minutes) before starting time, and one point (six (6) minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: Employees late one or two tenths of an hour (six to twelve minutes)

tes pour les retards d'un (1) ou deux (2) points, (6-12) minutes et une demi-heure pour les retards de trois (3), quatre (4) et cinq (5) points (18-24-30) minutes.

V. *Travail supplémentaires*: a) Le taux de salaire et demi doit être payé par tout travail exécuté en plus de huit (8) heures et jusqu'à douze (12) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement et pour les huit (8) premières heures travaillées le samedi.

b) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté en plus de douze (12) heures de travail du lundi au vendredi inclusivement et en plus de huit (8) heures le samedi ainsi que pour tout travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes statutaires suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Action-de-Grâces, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la demande de la majorité des salariés dans tout établissement et après entente avec l'employeur concerné, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de telles fêtes par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier au cours d'un ou plusieurs jours convenus mutuellement, pourvu que l'on obtienne l'approbation préalable du Comité paritaire concerné.

VI. *Congés payés*: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, le jour de la Confédération (1er juillet), la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le Jour d'Actions-de-Grâces et Noël sont des congés-payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Le jour de fête doit être payé au taux régulier d'une journée de travail s'il tombe un lundi, un mardi, un mercredi, un jeudi ou un vendredi.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours. Cependant si un employé est congédié (mais non si il est renvoyé pour cause ou laisse son emploi de son propre gré) et a rempli les conditions requises, il a droit à la rémunération pour tout congé tombant avant les prochains 15 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut de plus que les salariés ne soient pas absents le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite cependant des absences causées par:

- i. un décès dans la famille même du salarié;
- ii. la maladie;
- iii. une permission écrite de l'employeur;
- iv. la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

VII. *Salaires minima*: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérés. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

| Classifications | Taux horaires minima |
|-------------------------------------|-------------------------|
| a) Compagnons: | |
| Mécanicien en métal en feuille..... | \$1.96 |
| Chef d'équipe..... | 2.01 |

shall be penalized fifteen minutes; three, four and five tenths (eighteen, twenty-four and thirty minutes) shall be penalized one half hour.

V. *Overtime*: a) All time worked in excess of eight (8) hours in any one day shall be paid at the rate of time and one-half for the first four hours, and for the first eight (8) hours worked on Saturdays.

b) Overtime shall be paid at the rate of double-time for all work performed after twelve (12) hours of work. Mondays to Fridays inclusively, and after eight (8) hours on Saturdays and all time worked on Sundays and on the following Statutory Holidays New Year's Day, Good Friday, the Queen's Birthday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, or any day designated by statute or decree to be observed as one of the foregoing holidays.

However, if requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute an equivalent number of hours to be worked at regular rates on some other day or days to be mutually agreed upon, with the approval in advance of the appropriate Joint Committee.

VI. *Paid holidays*: New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates subject to the following conditions:

a) i. When a paid holiday falls on Sunday, the following Monday shall be declared a holiday with pay:

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rate of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify for payment; however if an employee is laid off (but not if he is dismissed for cause or leaves of his own accord) and has fulfilled the above requirement he shall be entitled to payment for any Holiday occurring within the next 15 days.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and following the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to:

- i. Death in the immediate family;
- ii. Illness;
- iii. Written permission from the employer; and
- iv. Jury duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

VII. *Minimum wage rates*: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. None of the provisions of the decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

| Classifications: | Hourly rates |
|---------------------------|-----------------|
| a) Journeymen: | |
| Sheet Metal Mechanic..... | \$1.96 |
| Charge Hand..... | 2.01 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| Compagnon soudeur..... | 1.96 | Journeyman Welder..... | 1.96 |
| Soudeur spécialiste..... | 1.72 | Welder Specialists..... | 1.72 |
| Soudeur en série: | | Production Welder: | |
| 1ère année..... | 1.51 | First year..... | 1.51 |
| 2ème année..... | 1.62 | Second year..... | 1.62 |
| Polisseur classe "A"..... | 1.80 | Buffer and Polisher Class "A"..... | 1.80 |
| Machiniste spécialiste..... | 1.72 | Machinist Specialist..... | 1.72 |
| Compagnon machiniste..... | 1.96 | Machinist Journeyman..... | 1.96 |
| Outilleur..... | 2.01 | Toolmaker..... | 2.01 |
| Peintre..... | 1.84 | Painter..... | 1.84 |
| Peintre au pistolet..... | 1.63 | Spray Painter..... | 1.63 |
| b) Forgeron..... | 1.86 | b) Blacksmith..... | 1.86 |
| c) Préposé au fonctionnement des machines..... | 1.62 | c) Machine Operator..... | 1.62 |
| d) Assembleur et ouvrier spécialisé..... | 1.72 | d) Assembler and Specialist..... | 1.72 |
| e) Ouvrier de production 1ère année..... | 1.46 | e) Production Worker (first year)..... | 1.46 |
| Après 1 an de service chez le même employeur..... | 1.51 | Production Worker (after one year's service with same employer)..... | 1.51 |
| Après 3 ans de service chez le même employeur..... | 1.57 | Production Worker (after 3 years service with same employer)..... | 1.57 |
| f) Aide..... | 1.40 | f) Helper..... | 1.40 |
| g) Chefs de groupes: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification. | | g) <i>Leading hands:</i> Leading hands shall receive \$0.10 per hour more than the minimum determined in the decree for their classification. | |

Les aides qui ont atteint le taux de \$1.45 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de production" si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

- Première année:
50% du taux du mécanicien.
- Deuxième année:
60% du taux du mécanicien.
- Troisième année:
70% du taux du mécanicien.
- Quatrième année:
85% du taux du mécanicien.

i) Les garçons de 16 à 18 ans commencent à \$0.94 l'heure et reçoivent une augmentation de cinq cents (\$0.05) l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tel.

j) *Divers:* Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt préposé à l'expédition et à la réception des marchandises: \$1.46.

k) Les salariés faisant partie d'équipes de nuit doivent recevoir sept cents (\$0.07) de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés.

VIII. *Taux pour équipes irrégulières:* Un boni de cinq cents (\$0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

IX. *Vacances payées:* a) Tous les salariés qui ont quinze (15) ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à trois (3) semaines de vacances payées à raison de 6% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

b) Tous les salariés qui ont cinq (5) ans ou plus de service pour le même employeur au 1er mai ont droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

c) Tous les salariés qui ont un (1) ou plus de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une (1) semaine de vacances payées à raison de 2% des heures régulières effectuées

h) Apprentice sheet Metal Mechanics shall be paid on the following basis:

- First year:
50% of the sheet metal mechanic's rate.
- Second year:
60% of the sheet metal mechanic's rate.
- Third year:
70% of the sheet metal mechanic's rate.
- Fourth year:
85% of the sheet metal mechanic's rate.

i) Boys from 16 to 18 years of age shall start at \$0.94 an hour with increase of five (\$0.05) cents an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) *Miscellaneous:* Truck driver, stock and store keeper, warehouseman, shipping and receiving: \$1.46.

k) Employees working on night shifts shall be paid seven cents (\$0.07) an hour in excess of the above rates.

VIII. *Irregular or off shift rates:* A premium of five cents (\$0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or off shift provided that the major portion of the time so worked falls outside of the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacation with pay:* a) All employees who have fifteen (15) or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to three (3) weeks vacation with pay based on 6% of the standard hours worked during the preceding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st, or at the time of taking vacation, whichever is the higher.

b) All employees who have five (5) or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to two (2) weeks vacation with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st, or at the time of taking vacation whichever is the higher.

c) All employees who have one (1) year or more service with the same employer at May 1st, shall be entitled to one (1) week's vacation with pay based on 2% of the standard hours

durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet, ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

d) Tous les salariés qui ont moins d'un (1) an de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une rémunération de vacances équivalente à 2% des heures régulières effectuées pendant la période comprise entre le 1er mai de l'année précédente et le 30 avril de l'année courante au taux en vigueur le 1er juillet de l'année courante ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

e) A la cessation de leur emploi, les salariés doivent recevoir la rémunération pour vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée par leurs temps de service pendant l'année courante, calculée à compter du 1er mai jusqu'à la date à laquelle ils quittent le service de leur employeur.

f) La rémunération de vacances doit être remise au salarié avant son départ pour vacances.

g) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible également d'échelonner les vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

h) Les vacances doivent être prises entre le premier mai et le trente septembre. Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut prendre ses vacances après le trente septembre.

X. *Apprentissage*: a) La période d'apprentissage est de quatre (4) ans; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre (4) années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un (1) apprenti tôlier par deux (2) mécaniciens de métal en feuille (tôlier) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

XI. *Retenues*: Les retenues sur les salaires, sauf celles requises par la Loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. *Classement*: Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classement convenablement remplie et signée. Cette carte est fournie par le Comité paritaire. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

XIII. *Griefs*: Toute mécontentement relative au décret et tout grief des salariés sont soumis, par le Comité d'atelier, au surintendant de l'établissement, à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'employeur concerné. Dans le cas où l'employeur et le Comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis par écrit au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Le présent décret abroge le décret numéro 355 du 4 avril 1957.

worked during the preceding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st or at the time of taking vacation whichever is the higher.

d) All employees with less than one (1) year service with the same employer at May 1st shall be entitled to vacation pay based on 2% of the standard hours worked during the period from May 1st of the preceding year to April 30th, of the current year at the actual rate in effect at July 1st of the current year or at the time of taking his vacation whichever is the higher.

e) On termination of employment, all employees shall receive any vacation pay which has been earned during the current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

f) Vacation pay shall be paid previous to the time the employee takes his vacation.

g) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period, or, at his option, may stagger vacation periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet with the wishes of employees in allocating vacation periods.

h) Vacation shall be taken between May 1st and September 30th. However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

X. *Apprenticeship*: a) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice should successfully complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four-year period if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one (1) sheet metal apprentice to every two (2) sheet metal mechanics, and the same ratio shall apply to apprentice machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the result of their examinations.

XI. *Deductions*: Deductions from wages except those required by law shall be made only on written authorization of the employee.

XII. *Rating*: The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such cards will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. *Disputes*: All disputes arising under the decree and all grievances of employees, shall be submitted by the Shop Committee or the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach agreement, the matter in dispute shall be submitted, in writing, to the Parity Committee administering the decree.

XIV. The present decree repeals the decree No. 355 of April 4, 1957.

XV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

XVI. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'une (1) année après cette date, sans reconduction.

48398-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 815
Section "D"

Québec, le 14 août 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux photographes professionnels dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux photographes professionnels dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 543 du 15 mai 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 novembre 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 543, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "b", "c", "m", "n" et "o" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"b) *Photographe commercial:* Le photographe commercial est celui qui, pour fins de rémunérations, exerce l'art, la profession ou l'occupation de la photographie professionnelle et qui a obtenu du bureau des examinateurs du Comité paritaire, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant "photographe commercial" et qui fait tout travail de photographie excepté la pose artistique du portrait.

c) *Photographe professionnel:* Le photographe professionnel est celui qui, pour fins de rémunérations, exerce l'art, la profession ou l'occupation de la photographie professionnelle, et qui a obtenu du bureau des examinateurs du Comité paritaire, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant "photographe professionnel", et qui fait tout travail de photographie commerciale et artistique.

Pour obtenir cette qualification, l'apprenti doit avoir complété un stage d'au moins six mois (6) dans un studio reconnu par le Comité paritaire.

XV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee.

Such new committee shall succeed the former one and shall be vested with all the assets and rights of the said former committee; it shall likewise assume all the liabilities of the former committee.

XVI. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain effective for a period of one (1) year thereof.

48398-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 815
Part "D"

Québec, August 14, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to professional photographers in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to professional photographers in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 543 of May 15, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 9, 1957;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, number 543, be amended as follows:

1. Paragraphs "b", "c", "m", "n" and "o" of article I are replaced by the following:

"b) *Commercial photographer:* A commercial photographer is one who, in consideration of payment, practices the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee, in pursuance of the provisions of its by-laws, as "commercial photographer" and who does any photographic work excepting artistic portrait pictures.

c) *Professional photographer:* A professional photographer is one who, in consideration of payment, practises the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee, in pursuance of the provisions of its by-laws, as "professional photographer" and who does any commercial and artistic photography work.

To obtain this qualification, apprentices must have worked at least six (6) months in a studio recognized by the Parity Committee.

m) *Apprenti*: Les mots "apprenti", "élève" ou "aspirant" désignent un apprenti photographe en stage d'apprentissage soit dans une école ou un studio de photographie reconnu par le Comité paritaire.

Les écoles spécialisées relevant du Département du Bien-Être Social et de la Jeunesse qui dispensent un cours de photographie sont reconnues par le comité paritaire.

n) *Employé régulier*: Le terme "employé régulier" signifie tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé ou pas moins de quarante (40) heures de travail par semaine et pas moins de cinq (5) jours.

o) *Employé à temps partiel*: Le terme "employé à temps partiel" signifie tout employé qui, embauché de façon intermittente, travaille moins de quarante (40) heures par semaine et moins de cinq (5) jours par semaine.

2° L'alinéa intitulé "Photofinisseur" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*Photographie commerciale*: Qualification d'apprenti 2ème année et en plus est préposé à tout travail de photographie, excepté la pose artistique du portrait."

3° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Salaires minima*: Les salaires minima sont les suivants:

| | Par semaine |
|----------------------------|-------------|
| Apprenti 1ère année..... | \$16.00 |
| Apprenti 2ème année..... | 22.00 |
| Photographe commercial: | |
| 1ère année..... | 35.00 |
| Après 1 an..... | 37.50 |
| Photographe professionnel: | |
| 1ère année..... | 48.00 |
| Après 1 an..... | 52.00 |
| Commis: | Heure |
| 1ère année..... | \$ 0.46 |
| Après 1 an..... | 0.50 |

Note: Tous les salaires et autres avantages supérieurs à ceux déterminés dans le décret ne peuvent être diminués.

4° Les paragraphes "c" et "d" de l'article VIII sont remplacés par les suivants:

"c) Tout salarié faisant moins de quarante (40) heures par semaine et moins de cinq (5) jours peut recevoir une rémunération horaire basée sur le salaire hebdomadaire de sa catégorie et tout salarié faisant plus de quarante (40) heures et cinq (5) jours et plus par semaine doit recevoir le salaire hebdomadaire de sa catégorie.

d) A l'occasion d'une fête religieuse d'obligation sur semaine, et des fêtes suivantes: La Saint-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet (Confédération) et la fête du Travail, le nombre d'heures de la semaine régulière doit être diminué du nombre d'heures qu'il y a dans une journée régulière de travail, et sans pour cela que la paie hebdomadaire soit réduite. Si le salarié est tenu de travailler à la demande de l'employeur les jours de fêtes chômées, il doit recevoir salaire double pour le nombre d'heures durant lesquelles il aura travaillé. Le salaire double doit être calculé d'après le salaire hebdomadaire payé en regard de la semaine normale de travail. Si la date de la célébration des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités municipales ou autres, ces fêtes seront décrétées fêtes chômées le jour choisi."

5° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Apprentissage*: L'enseignement du métier visé doit se donner aux apprentis soit à l'école, soit dans les studios suivant les dispositions ci-après énumérées:

m) *Apprentice*: The words "apprentice" or "student" or "candidate" mean any apprentice photographer serving his apprenticeship either in a school or in a photographer's studio recognized by the Parity Committee.

Specialized schools under the jurisdiction of the Welfare and Youth Department who give photography courses are recognized by the Parity Committee.

n) *Regular employee*: The words "regular employee" mean any employee who works the standard work week of the establishment where he is employed or works a minimum of forty (40) hours per week or a minimum of five (5) days per week.

o) *Part-time employee*: The words "part-time employee" mean any employee hired occasionally and working less than forty (40) hours per week and less than five (5) days per week."

2. The sub-paragraph headed "Photofinisher", contained in paragraph "a" of article IV, is replaced by the following:

Commercial photographer: Qualification of 2nd year apprentices including photographic work but excepting artistic portrait pictures.

3. Article V is replaced by the following:

"V. *Minimum wages*: The following shall be the minimum wages:

| | per week |
|----------------------------|----------|
| Apprentice, 1st year..... | \$16.00 |
| Apprentice, 2nd year..... | 22.00 |
| Commercial photographer: | |
| 1st year..... | 35.00 |
| After one year..... | 37.50 |
| Professional photographer: | |
| 1st year..... | 48.00 |
| After one year..... | 52.00 |
| Clerk: | per hour |
| 1st year..... | \$0.46 |
| After one year..... | 0.50 |

Note: Wages and other conditions more advantageous than those determined herein shall not be reduced or diminished.

4. Paragraph "c" and "d" of article VIII are replaced by the following:

"c) Every employee working less than forty (40) hours per week and less than five (5) days shall be paid an hourly rate based on the weekly wages of his category; every employee working more than forty (40) hours in five (5) or more days shall be paid the weekly wages of his category.

d) In the event of a religious of obligation falling on a week day and on the following holidays, namely: St John Baptist Day, July 1st (Confederation anniversary), and Labour Day, the standard work week shall be reduced by the number of hours of a regular work day without affecting the weekly pay. When so required by the employer, employees shall work on holidays and be paid at the rate of double time for all hours worked. Double time rates shall be computed on the basis of the weekly wages paid for the standard work week. Should the date of celebration of St. John the Baptist Day and Confederation Day be changed by municipal or other authorities, such holidays shall be observed on the day proclaimed by said authorities."

5. Article IX are replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship*: The trade hereby governed shall be taught either at the school or in studios, in accordance with the following provisions:

a) L'apprenti doit avoir seize (16) ans révolus et avoir terminé la 8ème année du cours primaire.

L'apprenti doit s'inscrire au comité paritaire, et fournir tous les renseignements jugés nécessaires.

Les élèves des écoles spécialisées du Département du Bien-Être Social et de la Jeunesse sont exempts de cette obligation. L'école devra cependant faire parvenir au comité paritaire la liste des noms des élèves et faire rapport de la durée du stage d'apprentissage.

b) Il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti de 1ère et de 2ème année employés par un même photographe professionnel ou photographe commercial.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) *Durée de l'apprentissage:* A l'école, l'apprentissage comporte une période d'enseignement de deux (2) ans suivie d'un stage de deux (2) mois dans un atelier reconnu par le comité paritaire pour être reconnu "photographe commercial" par le comité, et un stage de six (6) mois dans un atelier reconnu par le comité paritaire pour être reconnu "photographe professionnel" par le comité.

Les élèves qui ont un certificat des cours du soir sont crédités de trois (3) mois d'apprentissage pour chaque année de cours du soir suivi, mais leurs crédits ne devront jamais dépasser six (6) mois.

Dans un atelier de photographie, l'apprentissage comporte trois (3) ans de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel.

La période d'instruction à l'école doit comprendre au moins mille (1,000) heures d'enseignement théorique et pratique réparties durant chaque année scolaire.

L'année de travail pour fins d'apprentissage doit comprendre au moins deux mille (2,000) heures de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel muni d'un certificat de qualification.

Le programme d'enseignement comprend des cours de formation morale, sociale et professionnelle, ainsi que des cours spéciaux établis par l'école en collaboration avec le comité paritaire.

Pour l'examen final, l'apprenti doit conserver 60% des points alloués à chacune des matières.

Si son examen n'est pas jugé satisfaisant, l'apprenti est requis de continuer son stage d'apprentissage jusqu'à un perfectionnement suffisant pour lui permettre de passer son examen avec succès. Il a le droit de reprise par intervalle de six (6) mois.

e) Après chaque année d'apprentissage, l'apprenti doit se présenter au bureau des examinateurs du comité paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir sa promotion.

Pour ce qui est des élèves des écoles de photographie sous le contrôle des écoles spécialisées du Département du Bien-Être Social et de la Jeunesse qui auront passés leurs examens de fin d'année avec succès devant au moins deux (2) membres du bureau des examinateurs du Comité paritaire, ils recevront des crédits d'apprentissage correspondant aux études qu'ils ont faites et aux résultats de leurs examens ainsi que leur certificat de qualification.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de photographie. Toutefois, aucune école de photographie ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un studio de photographie.

a) Apprentices shall not be under 16 years of age and shall have completed the 8th year of the Primary Course.

Apprentices shall register with the Parity Committee and give all the information deemed necessary.

Pupils of specialized schools under the jurisdiction of the Social and Welfare Department are not subject to this obligation. However, the school shall submit to the Parity Committee a list of the names of pupils and report the duration of their apprenticeship period.

b) There shall not be more than one 1st year and one 2nd year apprentices in the employ of a same professional or commercial photographer.

c) Employers shall see to it that the apprentices be given the opportunity to work at and become skilled in all the operations of the trade.

d) *Duration of apprenticeship:* At the school, apprenticeship consists of a teaching period of two years followed by a period of two (2) months in a shop approved by the Parity Committee in order to qualify as "Commercial Photographer" and by a period of six (6) months in a shop approved by the Parity Committee in order to qualify as "Professional Photographer".

Candidates with night courses certificates are credited with three (3) months of apprenticeship for each year of night course attendance to the extent of a credit of six (6) months.

In a photographer's studio, apprenticeship consists of three (3) years of work under the direction of a professional photographer.

The period at the school shall comprise at least one thousand (1,000) hours of theoretical and practical teaching for every school year.

For apprenticeship purposes, one year of work shall comprise at least two thousand (2,000) hours of work under the direction of a certificated professional photographer.

The teaching programme shall include moral, social and professional formation courses as well as special courses drafted by the school in collaboration with the Parity Committee.

In the final examination, apprentices shall obtain a minimum of 60% of the points allowed for each subject-matter.

Should his examination not be deemed satisfactory, the apprentice will be required to continue his apprenticeship until he has improved enough to pass the examination. He may sit for another examination every six (6) months.

e) After every apprenticeship year, the apprentice shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for his examination in order to obtain his promotion.

In the case of pupils of photography schools under the control of the specialized schools of the Welfare and Youth Department who have passed successfully their year and examinations before at least two (2) members of the Board of Examiners of the Parity Committee, they shall be given apprenticeship credits corresponding to the studies they have made and to the result of their examinations and be awarded their certificate of qualification.

f) In the interest of the profession, the Parity Committee may recognize a school of photography. However, no school of photography may be operated jointly or together with a photographer's studio.

g) Aucune employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant un délégué du Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet ad hoc la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

i) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme photographe professionnel ou photographe commercial sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque atelier ou studio de photographie, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui pratique ou non la photographie professionnelle, il doit y avoir un photographe professionnel actif et permanent, employeur ou salarié porteur d'un certificat de qualification de photographe professionnel.

j) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il doit en donner avis au Comité paritaire."

6° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret*: Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1959.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 octobre de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

48398-o

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

g) No employer or other person may hire or have an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree, without first entering into an apprenticeship contract with the said apprentice, his parents or tutors, witnessed by the Parity Committee

h) In order to record the duration of apprenticeship and the transfer of apprentices from one concern to another, employers shall register in a special booklet the date of employment and of discharge of their apprentices

i) No one may obtain his certificate of competency as professional photographer and photographer without first complying with the present apprenticeship by-law

In every photographer's shop or studio owned by a company, an association, a corporation or a person who practices professional photography or not, there shall be a permanent professional photographer, (employer or employee) certificated as professional photographer

j) In the event where an employer wishes to discharge an apprentice who has been more than eight (8) days in his service, he shall so notify the Parity Committee "

6 Section XI is replaced by the following:

"XI *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1959

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before October 31, of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour "

48398-o

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÉGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministere du travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que certains règlements spéciaux du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 816-H du 14 août 1958, et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 729 du 9 juillet 1958 (Section 'F').

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

20° *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws of the Comité Paritaire des Barbiers-Coiffeurs de Hull, have been approved by Order in Council No. 816-H of August 14, 1958, and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council No. 729 of July 9, 1958 (Part "F").

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

20. *Keeping of a register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 387 of April 24, 1958, as amended, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work, the wages paid, with mention of the method and period

et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21° *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22° *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 387 du 24 avril 1958 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de trois (3) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de deux (2) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présents, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 815 du 14 août 1958, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. Cotisation

La période de cotisations s'étend du 1er septembre 1958 au 31 août 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro

of payment, including all other information deemed useful in the enforcement of the decree.

21. *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee obliges every professional employer governed by the decree No. 387 of April 24, 1958, as amended, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, giving the name in full and address of all employees in his employ, their classification or competency, the number of hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the month preceding. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms required to make the report.

22. *Certificate of competency*: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree No. 387 of April 24, 1958, as amended, for all employees governed by the said decree.

The Parity Committee forms a Board of Examiners of three (3) members to determine the qualification of employees and issue certificates. The quorum of these Boards shall be two (2) members.

The Committee may charge a fee not exceeding \$2.00 for the examination of a skilled worker, and \$1.00 for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 23, 1958. 38398-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31st, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 815 of August 14, 1958, part "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate thereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from September 1, 1958 to August 31st, 1959; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry governed by decree number 3003, and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for all male and female employees subject to the said decree.

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to 1/3 of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans of the shoe industry, governed by decree number 3003, and

3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujettis audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculée de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmis au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er septembre 1958 et le 31 août 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1958 et le 31 août 1959.

| | |
|---|--------------|
| <i>Recettes:</i> | |
| Cotisations (1/3 de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 52,000.00 |
| Salariés..... | 52,000.00 |
| | \$104,000.00 |
| <i>Déboursés:</i> | |
| Salaires..... | \$ 50,000.00 |
| Frais de déplacement des inspecteurs..... | 8,000.00 |
| Frais de déplacement des délégués y compris les sous-comités..... | 8,000.00 |
| Frais judiciaires et professionnels..... | 2,000.00 |
| Frais généraux..... | 900.00 |
| Assurance et frais de cautionnement..... | 800.00 |
| Impressions, papeterie et accessoires de bureau..... | 4,000.00 |
| Agios, intérêt et échange..... | 300.00 |
| Loyer, éclairage et taxes..... | 5,000.00 |
| Poste, téléphone et télégraphie..... | 2,000.00 |
| Assurance chômage et plan de pension..... | 3,000.00 |

amendments, working individually or in partnership, shall pay an assessment of 1/3 of 1% of their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall submit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remuneration paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments, calculated as above, and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between September 1, 1958, and August 31, 1959.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period between September 1, 1958 and August 31, 1959.

| | |
|--|--------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Assessments (1/3 of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 52,000.00 |
| Employees..... | 52,000.00 |
| | \$104,000.00 |
| <i>Disbursements:</i> | |
| Salaries..... | \$ 50,000.00 |
| Travelling expenses — inspectors.. | 8,000.00 |
| Travelling expenses of delegates, sub-committees included..... | 8,000.00 |
| Professional and judicial fees..... | 2,000.00 |
| General expenses..... | 900.00 |
| Insurance and security bond..... | 800.00 |
| Stationery, printing and office accessories..... | 4,000.00 |
| Agios, interest and exchange..... | 300.00 |
| Rent, electricity, taxes..... | 5,000.00 |
| Postage, telephone and telegraph... | 2,000.00 |
| Unemployment insurance and pension plan..... | 3,000.00 |

| | | | |
|---|---------------------|---|---------------------|
| Dépréciation-immeuble..... | 5,000.00 | Depreciation — Building..... | 5,000.00 |
| Commission d'Apprentissage de la Chaussure; Formation professionnelle; Service de renseignements. | 12,000.00 | Apprenticeship Commission of the Shoe Industry; Occupational training; Information Service..... | 12,000.00 |
| Comité de négociation..... | 3,000.00 | Negotiation Committee..... | 3,000.00 |
| | <u>\$104,000.00</u> | | <u>\$104,000.00</u> |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministre du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, August 23, 1958. 48398-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel établi en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 815 du 14 août 1958 (section "C") d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 602, of June 9th, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 815 of August 14, 1958, (part "C") in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1958 au 10 septembre 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from September 10, 1958, to September 10, 1959, and is applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the said decree No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

b) The artisans governed by the said decree, No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

c) The employees governed by the said decree, No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 to 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with own assessments.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le dixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

All reports be signed before they are sent to the Parity Committee. The said Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1958 et le 10 septembre 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1958 et le 10 septembre 1959.

| Recettes: | |
|--------------------------------|-------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$10,905.16 |
| Salariés..... | 10,905.16 |
| Artisans..... | 325.00 |
| Honoraire d'examens..... | 354.00 |
| Intérêts sur obligations..... | 2,071.25 |
| | <hr/> |
| | \$24,560.57 |

| Déboursés: | |
|-------------------------------|-------------|
| Administration générale: | |
| Salaires des employés..... | \$16,364.00 |
| Frais de déplacement..... | 2,500.00 |
| Jetons de présence..... | 675.00 |
| Poste et téléphone..... | 340.00 |
| Vérificateur..... | 120.00 |
| Bureaux des examinateurs..... | 520.00 |
| Papeterie..... | 250.00 |
| Assurance-chômage..... | 219.40 |
| Entretien des bureaux..... | 450.00 |
| Fonds de pension..... | 542.00 |
| Assurance..... | 273.48 |
| Divers..... | 2,306.69 |
| | <hr/> |
| | \$24,560.57 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 815 du 14 août 1958, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 août 1958 au 10 août 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1958 and September 10, 1959.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY
OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1958, and September 10, 1959.

| Receipts: | |
|-----------------------------|-------------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$10,905.16 |
| Employees..... | 10,905.16 |
| Artisans..... | 325.00 |
| Examination fees..... | 354.00 |
| Bonds interest..... | 2,071.25 |
| | <hr/> |
| | \$24,560.57 |

| Expenses: | |
|-----------------------------|-------------|
| General administration: | |
| Employees' salaries..... | \$16,364.00 |
| Travelling expenses..... | 2,500.00 |
| Attendance Fees..... | 675.00 |
| Postage and telephone..... | 340.00 |
| Auditor..... | 120.00 |
| Stationery..... | 520.00 |
| Board of Examiners..... | 250.00 |
| Unemployment insurance..... | 219.40 |
| Office maintenance..... | 450.00 |
| Pension fund..... | 542.00 |
| Insurance..... | 273.48 |
| Miscellaneous..... | 2,306.69 |
| | <hr/> |
| | \$24,560.57 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Québec, August 23, 1958. 48398-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district, formed under decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 815 of August 14, 1958, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from August 10, 1958, to August 10, 1959, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946, and amend-

amendements doivent verser au Comité paritaire un montant égal à ½ de 1% de leur liste de paye pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret, qui travaillent individuellement ou en société, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum que gagnerait un compagnon pour une semaine complète de travail, telle qu'établie pour la zone où l'artisan exerce son métier.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret numéro 3088 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette intention par le Comité paritaire, indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article 1 ci-dessus.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district pour la période se terminant le 10 août 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 août 1958 et le 10 août 1959.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

| | |
|---|---------------------|
| Employeurs professionnels, artisans et salariés | \$186,000.00 |
| Domages liquidés | 500.00 |
| Pénalités | 300.00 |
| Revenu-loyers | 27,500.00 |
| | <u>\$214,300.00</u> |

ments, shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their payroll for all persons, male or female, subject to the said decree.

b) All artisans working individually or in partnership and governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the minimum wages that would be earned by a journeyman for a complete work week, as established for the zone where the artisan plies his trade.

c) All male and female employees governed by the said decree No. 3088 and amendments, shall pay to the Parity Committee and amount equal to ½ of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a report (on forms furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ, subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district for the period ending August 10, 1959.

PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period beginning August 10, 1958 and ending August 10, 1959.

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

| | |
|--|---------------------|
| Professional employers, employees and artisans | \$186,000.00 |
| Liquidated damages | 500.00 |
| Penalties | 300.00 |
| Rent Income | 27,500.00 |
| | <u>\$214,300.00</u> |

| <i>Débourssés:</i> | | <i>Expenses:</i> | |
|--|--------------|---|--------------|
| Loyer de bureau..... | \$ 15,000.00 | Rent office..... | \$ 15,000.00 |
| Salaires: | | Salaries: | |
| Bureau..... | 45,000.00 | Office..... | 45,000.00 |
| Inspecteurs (ville)..... | 20,000.00 | Inspectors (town)..... | 20,000.00 |
| Inspecteurs (centres ruraux)..... | 4,500.00 | Inspectors (rural centers)..... | 4,500.00 |
| Papeterie et fournitures de bureau..... | 10,000.00 | Stationery and office equipment..... | 10,000.00 |
| Publications..... | 1,200.00 | Publications..... | 1,200.00 |
| Dépenses de voyage: | | Travelling expenses: | |
| Inspections (ville)..... | 2,000.00 | Inspection (town)..... | 2,000.00 |
| Inspections (centres ruraux)..... | 2,000.00 | Inspection (rural centers)..... | 2,000.00 |
| Frais légaux..... | 5,000.00 | Legal fees..... | 5,000.00 |
| Téléphone et télégrammes..... | 2,500.00 | Telephone and telegrams..... | 2,500.00 |
| Timbres poste..... | 1,600.00 | Postage..... | 1,600.00 |
| Vérification des livres..... | 540.00 | Audition of books..... | 540.00 |
| Intérêts sur frais de banque..... | 2,000.00 | Bank commissions..... | 2,000.00 |
| Frais généraux: | | General expenses: | |
| Loyer I.B.M..... | \$4,160.00 | Rent I.B.M..... | \$4,160.00 |
| Centre consultatif..... | 600.00 | Information Service..... | 600.00 |
| Frais généraux..... | 3,700.00 | General expenses..... | 3,700.00 |
| | 8,460.00 | | 8,460.00 |
| Jetons de présence aux délégués..... | 1,500.00 | Attendance fees to members..... | 1,500.00 |
| Frais de déplacement des délégués..... | 2,500.00 | Travelling expenses of members..... | 2,500.00 |
| Subvention Commission d'Apprentissage..... | 60,000.00 | Subvention — Apprenticeship Commission..... | 60,000.00 |
| Assurance-chômage..... | 600.00 | Unemployment insurance..... | 600.00 |
| Fonds de pension..... | 4,300.00 | Pension fund..... | 4,300.00 |
| Divers et imprévus..... | 4,000.00 | Miscellaneous expenses..... | 4,000.00 |
| Entretien de la propriété: | | Maintenance of Property: | |
| Service de concierge..... | 3,500.00 | Janitor service..... | 3,500.00 |
| Chauffage..... | 1,500.00 | Fuel..... | 1,500.00 |
| Électricité..... | 1,500.00 | Electricity..... | 1,500.00 |
| Taxes..... | 4,500.00 | Taxes..... | 4,500.00 |
| | | Miscellaneous and unforeseen expenses..... | 3,000.00 |
| Divers et imprévus..... | 3,000.00 | Insurance..... | 1,000.00 |
| Assurance..... | 1,000.00 | Interest on property..... | 4,300.00 |
| Intérêts sur la propriété..... | 4,300.00 | | |
| | \$212,000.00 | | \$212,000.00 |
| Surplus..... | 2,300.00 | Surplus..... | 2,300.00 |
| | \$214,300.00 | | \$214,300.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1958. 48398-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 246 du 26 février 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée:

Le paragraphe a) de l'article XV sera remplacé par le suivant:

"a) Zone I: *Mitaines et gants fins en cuir seulement:*

| <i>Métiers:</i> | <i>Taux à l'heure</i> | |
|-----------------------|-----------------------|--|
| Coupeur..... | \$1.35 | |
| Opératrice..... | 0.78 | |
| Bloqueur (homme)..... | 1.30 | |
| Examinatrice..... | 0.78 | |

| <i>Travaux généraux:</i> | <i>Homme Femme à l'heure</i> | |
|--------------------------|------------------------------|--------|
| 1er trimestre..... | \$0.65 | \$0.55 |
| 2ème trimestre..... | 0.75 | 0.60 |

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 246 of February 26, 1948, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree, as amended:

Paragraph "a" of article XV will be replaced by the following:

"a) Zone I: *Leather fine gloves and mitts only:*

| <i>Crafts:</i> | <i>rate per hour</i> | |
|----------------------|----------------------|--|
| Cutter..... | \$1.36 | |
| Female operator..... | 0.78 | |
| Blocker..... | 1.30 | |
| Female examiner..... | 0.78 | |

| <i>General hand:</i> | <i>per hour male Female</i> | |
|-----------------------|-----------------------------|--------|
| 1st three months..... | \$0.65 | \$0.55 |
| 2nd three months..... | 0.75 | 0.60 |

| | | | | | |
|---------------------|------|-------|-----------------------|------|-------|
| 3ème trimestre..... | 0.85 | 0.65 | 3rd three months..... | 0.85 | 0.65 |
| 4ème trimestre..... | 0.95 | 0.75 | 4th three months..... | 0.95 | 0.75 |
| 5ème trimestre..... | 1.10 | 0.78" | 5th three months..... | 1.10 | 0.78" |

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Boulangers de Montréal; "Christie's Bread Ltd."; Pain Suprême Ltée;

Et, D'AUTRE PART:

L'Union des Vendeurs de Produits Alimentaires, Vendeurs à Commission, Employés de Laiteries et de Crème Glacée, Local 973, affiliée à la Fraternité internationale des Conducteurs d'Attelage, Chauffeurs, Hommes d'Entrepôts et Aides d'Amérique (F.A.T.-C.O.I.); L'Union Internationale d'Amérique des Ouvriers de Boulangerie et de Confiserie, Local 55, affiliée au Congrès du Travail du Canada, Section des Chauffeurs et Vendeurs; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "employeur" désigne toute personne, association, corporation, compagnie, maison ou propriétaire d'une boulangerie.

b) Le mot "employé" désigne tous les vendeurs, livreurs, conducteurs et/ou chauffeurs employés par un employeur au transport, à l'expédition, à la livraison et/ou à la vente des produits de boulangerie.

c) Le terme "produits de boulangerie" désigne tout genre de pains, petits pains, produits sucrés à base de levure, gâteaux, tartes et beignes.

II. *Juridiction territoriale*: Le décret comprendra L'île de Montréal et l'île Jésus.

III. *Juridiction professionnelle*: Le décret s'appliquera à tous les employeurs et employés, ainsi qu'à tous les concessionnaires, représentants autorisés et/ou toutes autres personnes employées au transport, à l'expédition, à la livraison et à la vente des produits de boulangerie, que ces produits soient fabriqués ou non à l'intérieur de la juridiction territoriale du décret, et pourvu que tels transport, expédition, livraison et ventes soient effectués en deca de telle juridiction territoriale.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of his notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1958. 48398-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Montreal Bakers' Association, Christie's Bread Ltd., "Pain Suprême Ltée",

And, ON THE OTHER PART:

Food Drivers, Commission Salesmen, Dairy & Ice Cream Workers, Local 973, affiliated with the International Brotherhood of Teamsters, Chauffeurs, Warehousemen and Helpers of America (A.F.L.-C.I.O.); Bakery & Confectionery Workers' International Union of America, Local 55, affiliated with The Canadian Labour Congress, Drivers Salesmen Section; for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purpose of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) The term "employer" means any person, association, corporation, company, firm or owner of a bakery.

b) The term "employee" means all delivery salesmen, transport drivers and/or chauffeurs employed by an employer in the transportation, shipping, delivery and sales of bakery products.

c) The term "bakery products" means any type of bread, bread rolls, yeast raised sweet goods, cakes, pies and doughnuts.

II. *Territorial jurisdiction*: The decree will cover the Island of Montreal and Jesus Island.

III. *Professional jurisdiction*: The decree will apply to all employers and employees and to all jobbers, franchised operators and/or any other persons employed in the transportation, shipping, delivery and sales of bakery products, whether or not these products are manufactured within the territorial jurisdiction of the decree and provided such transportation, shipping, delivery and sales are made within such territorial jurisdiction.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le décret ne s'applique pas au transport et/ou à l'expédition de produits de boulangerie à travers ou en deca de la juridiction territoriale du décret, pourvu que lesdits produits de boulangerie soient en transit ou destinés à tout autre endroit qu'à un établissement de vente au détail ou pour consommation.

IV. *Salaires et/ou commissions*: Tout employé doit recevoir un salaire minimum de \$40.00 pour une semaine de travail de cinq (5) jours.

V. *Heures de travail*: La semaine régulière de travail est de cinq (5) jours et aucune livraison ne doit être faite le dimanche et le mercredi.

Dans toute semaine au cours de laquelle il y a un jour de fête chômé qui ne tombe pas le mercredi, ledit mercredi devient une journée régulière de travail.

VI. *Jours chômés*: Les jours suivants sont chômés: Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, le Lundi de Pâques, la Fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail, Noël et le lendemain de Noël.

VII. *Vacances payées*: Tout employé doit recevoir, à titre de rémunération de vacances, un minimum de 2% de son salaire lorsqu'il a complété douze (12) mois de service chez un employeur.

VIII. *Durée du décret*: Le décret sera valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'une année. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958.

48398-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 247 du 26 février 1948 et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret:

Le paragraphe "a" de l'article XIV sera remplacé par les suivants:

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, the decree shall not apply to the transportation and/or shipping, of bakery products through or within the territorial jurisdiction of this decree, provided that the said baking products are in transit or destined to any place other than a retail outlet.

IV. *Wages, and/or Commission*: Every employee shall receive a guaranteed minimum of \$40.00 for a five (5) day work week.

V. *Hours of work*: The normal work week shall consist of five (5) days and there shall be no delivery on Sunday and Wednesday.

In any week in which a holiday occurs other than on a Wednesday, the Wednesday shall become a regular working day.

VI. *Holidays*: The following days shall be kept as holidays: New Year's Day, the day after New Year's Day, Easter Monday, the Queen's Birthday, St Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Christmas Day and the day after Christmas Day.

VII. *Vacation with pay*: Every employee shall receive, as vacation pay, a minimum of 2% of his earnings after completing twelve (12) months service with an employer.

VIII. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force for a period of one year. It will then renew itself automatically from year to year, unless either one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the date of its expiration. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1958.

48398-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the working glove industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by decree number 247 of February 26th, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Paragraph "a" of article XIV will be replaced by the following:

"a) Zone I: Mitaines et gants de travail en cuir seulement:

| Métiers: | Taux à l'heure |
|-------------------------|----------------|
| Coupeur..... | \$1.36 |
| Opératrice (femme)..... | 0.81 |
| Tourneur (homme)..... | 1.30 |
| Bloqueur (homme)..... | 1.30 |
| Examinatrice..... | 0.83 |
| Emballleur (homme)..... | 1.30 |

| Travaux généraux: | Homme | Femme |
|---------------------|-----------|--------|
| | à l'heure | |
| 1er trimestre..... | \$0.65 | \$0.55 |
| 2ème trimestre..... | 0.75 | 0.60 |
| 3ème trimestre..... | 0.85 | 0.65 |
| 4ème trimestre..... | 0.95 | 0.75 |
| 5ème trimestre..... | 1.10 | 0.81" |

"a) Zone I: Work gloves and mitts, leather only:

| Crafts: | Rate per hour |
|------------------------|---------------|
| Cutter..... | \$1.36 |
| Operator (Female)..... | 0.81 |
| Turner (man)..... | 1.30 |
| Blocker (man)..... | 1.30 |
| Examiner..... | 0.83 |
| Packer (man)..... | 1.30 |

| General hand: | Male | Female |
|-----------------------|----------|--------|
| | per hour | |
| 1st three months..... | \$0.65 | \$0.55 |
| 2nd three months..... | 0.75 | 0.60 |
| 3rd three months..... | 0.85 | 0.65 |
| 4th three months..... | 0.95 | 0.75 |
| 5th three months..... | 1.10 | 0.81" |

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-0

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1958. 48398-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de Saint-François, rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil une modification audit décret savoir:

Les dispositions se rapportant à la zone A, apparaissant au paragraphe "a" de l'article VI, seront remplacés par les suivantes:

"ZONE A

Lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.
Mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. sans limite.
Mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Veille de fêtes chômées: mêmes heures que le vendredi.

Cependant, tout travail, excepté le samedi, commencé pendant les heures de travail spécifiées ci-haut, peut-être terminé, mais ce temps supplémentaire, ne doit jamais dépasser une demi-heure.

Cependant, les semaines où il y a un jour de fête chômé, les heures de travail le lundi sont de 9.00 a.m. à 6.00 p.m."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the barbering and hair-dressing trades in the district of St. Francis, rendered obligatory by the decree No. 255 of March 5th, 1953, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments, to the said decree, to wit:

The provisions concerning zone A, contained in paragraph "a" of article VI, will be replaced by the following:

"ZONE A

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.
Tuesday and Friday: 9.00 a.m.— no limit.
Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Holiday eves: same hours as on Friday.

However, except for Saturday, all work begun during the working hours mentioned above may be completed but such overtime work shall never exceed one half-hour.

However, in weeks where a holiday occurs, hours of work on Monday shall be from 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1958. 48398-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 23, 1958. 48398-o

Avis divers

(Sec. P. 416-58)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies Minières du Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Camflo Mattagami Mines Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débiteures et autres valeurs.

Le siège social, dans la province, est à ville de Malartic, (Boîte postale 298).

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Gordon Robert Houston Cameron, de ladite ville de Malartic.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48387 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Imprimerie", en date du 4 août 1958, dont le siège social est situé à Montmagny, comté de Montmagny, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept août 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48391-o JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

CITÉ DE POINTE CLAIRE

Avis est, par les présentes, donné que la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 76 (Statuts de Québec), charte de la cité de Pointe-Claire, a été sanctionnée le sixième jour du mois de février 1958 et qu'elle contient entre autres l'article suivant:

"9° L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Les rues, ruelles et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité ou indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la cité avant le premier janvier 1958 et non taxés depuis au moins trois ans sont censés être des rues, ruelles et chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la pré-

Miscellaneous Notices

(P. Sec. 416-58)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Camflo Mattagami Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at the town of Malartic (Post Office Box 298).

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Gordon Robert Houston Cameron, of the said town of Malartic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48387-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Imprimerie", under date of August 4, 1958, whereof the head office is at Montmagny, county of Montmagny, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48391 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

CITY OF POINTE CLAIRE

Notice is hereby given that the Act 6-7 Elizabeth II, chapter 76 (Quebec Statutes), charter of the city of Pointe Claire, has been assented to on the 6th of February 1958 and that it contains amongst others the following section:

"9. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the paragraph 1, the following:

"1a. The streets, lanes and public roads now open for the use of the public within the limits of the city or indicated as such on the official plan and book of reference of the registry office of Montreal and on the valuation roll of the city before the first of January, 1958 and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets, lanes and roads and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within

sente loi. La cité devra publier le présent paragraphe 1^a durant deux semaines dans l'année, à intervalle de six mois, en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal, ainsi que dans la *Gazette officielle de Québec*."

Montréal, le 14 août 1958.
Les Procureurs de la cité de Pointe-Claire,
48394-o LACROIX, VIAU & POUPART.

one year from the sanction of this act. The city must publish the present paragraph 1a, during two weeks in the course of the year, at an interval of six months, in French in a French newspaper and in English in an English newspaper of the district of Montreal and also in the *Quebec Official Gazette*."

Montreal, August 14, 1958.
LACROIX, VIAU & POUPART,
48394-o Attorneys for the city of Pointe Claire.

(P.G. 13013-57)
NESBITT, THOMSON AND COMPANY, LIMITED

Règlement vingt-huit

qui augmente le nombre des directeurs de seize à dix-huit.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que:

1^o Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de seize à dix-huit.

2^o Le règlement trois de la compagnie tel qu'amendé, est de plus, par les présentes, amendé en rayant les mot et chiffre "seize (16)" où ils paraissent dans son article 1er et en y substituant les mot et chiffre "dix-huit (18)".

Vraie copie certifiée du règlement vingt-huit de "Nesbitt, Thomson and Company, Limited" décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 26 juin 1958, et approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée et tenue aux fins de considérer ledit règlement vingt-huit, le 21 juillet 1958.

Montréal, P.Q., 21 juillet 1958.
(Sceau) L'Assistant-secrétaire,
48395 G. R. BROWNE.

(P.G. 7832-41)
MATAPEDIA COMPANY LIMITED

Règlement N^o 5

concernant l'augmentation des directeurs de 3 à 5.

"Que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de "Matapedia Company Limited", soit augmenté de 3 à 5, et que le quorum des Assemblées du bureau de direction soit de trois Directeurs."

Adopté ce 17 juin 1958.
Certifiée vraie copie.

Le Secrétaire,
48400-o MARCEL GILBERT.

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 31 juillet 1958, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité du canton de Villeneuve, comté de Papineau, en celui de "municipalité de Val-des-Bois".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.
Val-des-Bois, 18 août 1958.

Le Maire,
48419-o LAURIER PRESCOTT.
Le Secrétaire-trésorier,
J. THÉODORE MARION.

(A.G. 13013-57)
NESBITT, THOMSON AND COMPANY, LIMITED

By-law twenty-eight

to increase the number of directors from sixteen to eighteen.

Be it and it is hereby enacted that:

1. The number of the directors of the company is hereby increased from sixteen to eighteen.

2. By-law three of the company, as amended, is hereby further amended by deleting the word and figure "sixteen (16)" where they appear in article 1 thereof and substituting therefor the word and figure "eighteen (18)".

Certified to be a true copy of by-law twenty-eight of "Nesbitt, Thomson and Company, Limited" enacted at a meeting of directors of said company held on June 26th, 1958, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented in person or by proxy at a special general meeting of the shareholders of said company duly called and held for the purpose of considering said by-law twenty-eight on July 21st, 1958.

Montreal, P.Q., July 21st, 1958.
(Seal) G. R. BROWNE,
48395-o Assistant-secretary.

(A.G. 7832-41)
MATAPEDIA COMPANY LIMITED

By-law No. 5

concerning an increase in directors from 3 to 5.

"That the number of directors composing the Board of Directors of "Matapedia Company Limited", be increased from 3 to 5, and that quorum at meetings of the Board of Directors be formed of three directors."

Adopted this June 17, 1958.
Certified true copy.

MARCEL GILBERT,
48400 Secretary.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of July 31, 1958, an Order in Council in order to change the name of the municipality of the township of Villeneuve, county of Papineau, to that of "municipality of Val-des-Bois".

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.
Val-des-Bois, August 18, 1958.

LAURIER PRESCOTT,
Mayor.
48419 J. THÉODORE MARION,
Secretary-Treasurer.

Avis de rachat partiel

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-GRÉGOIRE
(Comté d'Iberville)

Émission de \$110,000.00 d'obligations à 3-3½-4% portant la date du 1er octobre 1955 et échéant en séries jusqu'au 1er octobre 1975 (résolution d'emprunt en date du 30 mai 1955, telle que modifiée).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Grégoire, comté d'Iberville, rachèteront par anticipation, au pair, le 1er octobre 1958, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt en date du 30 mai 1955, telle que modifiée, et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes de ladite émission:

- 1 x \$500 N° 19 échéant le 1er octobre 1974;
2 x \$1000 Nos 96 et 97 échéant le 1er octobre 1974;
3 x \$500 Nos 20, 21 et 22 échéant le 1er octobre 1975.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payées et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er octobre 1958, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er octobre 1958 attachés, au bureau de la banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Iberville, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er octobre 1958.

Donné à St-Grégoire, comté d'Iberville, ce 18 août 1958.

Vraie copie certifiée.

48420-o Le Secrétaire-trésorier,
FLORIDA LALANNE.

(P.G. 10562-54)

J. E. TANGUAY & FILS, INC.
St-Vallier, comté de Bellechasse, P.Q.

Règlement N° 3

concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "J. E. Tanguay & Fils Inc." est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

CERTIFICAT

Copie certifiée du règlement N° 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le dix-huitième jour de juillet 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

(Seau) Le Secrétaire,
48421-o CAMILLE TANGUAY.

(P.G. 11605-58)

PARIS ORIGINALS LTD.

Règlement N° 24

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Paris Originals Ltd." ce qui suit:

Notice of partial redemption

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-GRÉGOIRE
(County of Iberville)

An issue of \$110,000.00 of bonds at 3-3½-4%, bearing date of October 1st, 1955 and maturing serially up to October 1st, 1975 (Loan by-law dated May 30, 1955, as amended).

Public notice is hereby given that school commissioners for the municipality of the village of St-Grégoire, county of Iberville, shall redeem by anticipation, at par, on October 1st, 1958, in accordance with a redemption clause inserted in the loan resolution dated May 30, 1955, as amended, and appearing on the bonds, the following bonds of the said issue:

- 1 x \$500 No. 19 maturing on October 1st, 1974;
2 x \$1000 Nos. 96 and 97 maturing on October 1st, 1974;
3 x \$500 Nos. 20, 21 and 22 maturing on October 1st, 1975.

The said bonds shall become due and payable and shall be payable and redeemed, both principal and interest, on the above mentioned date, in legal Canadian currency, with accrued interest up to October 1st, 1958, on presentation and surrender thereof, with all interest coupons becoming due after October 1st, 1958, attached thereto, at the office of the Canadian National Bank at Montreal, Quebec, or at Iberville, according to the holder's choice.

The said bonds shall cease to bear interest from October 1st, 1958.

Given at St-Grégoire, county of Iberville, on August 18, 1958.

Certified true copy.

48420 FLORIDA LALANNE,
Secretary-Treasurer.

(A.G. 10562-54)

J. E. TANGUAY & FILS, INC.
St. Vallier, county of Bellechasse, P.Q.

By-law No. 3

concerning an amendment in the number of Directors.

The number of directors of the company "J. E. Tanguay & Fils Inc." is changed from three, its former number, to that of four and Company's By-law No. 1 is amended accordingly.

CERTIFICATE

Certified copy of By-law No. 3 duly adopted at a meeting of directors held the eighteenth day of July 1958, and confirmed at as special general meeting of the company held the same day by the shareholders holding between themselves (100%) of the shares represented at said meeting.

(Seal) CAMILLE TANGUAY,
48421 Secretary.

(A.G. 11605-58)

PARIS ORIGINALS LTD.

By-Law No. 24

Be it enacted, and it is hereby enacted as a By-law of "Paris Originals Ltd." as follows:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2. Deux directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décreté à Montréal, ce 27e jour de juin 1958.

Vraie copie certifiée.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
48423 I. KANTROWITZ.

(P.G. 12060-58)
BRYDGES TRANSPORTATION LIMITED

Règlement Spécial "A"

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs

Que le règlement N° II soit amendé en rayant le mot "trois" dans sa première ligne et en y substituant le mot "cinq", de manière que le règlement ainsi amendé se lise partiellement "Un bureau de cinq directeurs sera élu".

Montréal, 28 mai 1958.

BRYDGES TRANSPORTATION LIMITED,
Le Secrétaire,
48424 L. LALONDE.

(P.G. 12062-58)
TRANSPORT TERMINALS LIMITED

Règlement Spécial "A"

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs.

Que le règlement II de la compagnie soit amendé en rayant le mot "trois" dans sa première ligne et en y substituant le mot "cinq" de manière que le règlement tel qu'amendé se lise partiellement — "Un bureau de cinq directeurs sera élu annuellement."

TRANSPORT TERMINALS LIMITED,
Le Secrétaire,
48425 CLIFFORD J. EMBLEM.

(P.G. 43831-53)
PARAGON CONSTRUCTION CO. LTD.
PARAGON CONSTRUCTION CIE LTÉE

"Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois."

Montréal, 28 juillet 1958.

Vraie copie certifiée.
Le Secrétaire,
48426 MARGARET ASSALY.

1. That the number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from four to three, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of three Directors.

2. Two Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted at Montreal, this 27th day of June, 1958.

Certified a true copy.
(Seal) I. KANTROWITZ,
48423-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 12060-58)
BRYDGES TRANSPORTATION LIMITED

Special By-law "A"

A By-law to increase the number of Directors

That By-law No. II be amended by deleting the word "three" in the first line thereof and substituting the word "five" so that the By-law so amended will now read in part "A Board of five Directors shall be elected".

Montreal, 28th May, 1958.

BRYDGES TRANSPORTATION LIMITED,
L. LALONDE,
48424-o Secretary.

(A.G. 12062-58)
TRANSPORT TERMINALS LIMITED

Special By-law "A"

A By-law to increase the number of Directors.

That By-law II of the Company be amended by deleting the word "three" in the first line thereof and substituting the word "five" so that the By-law as amended will read in part — "A Board of five Directors shall be elected annually".

TRANSPORT TERMINALS LIMITED,
CLIFFORD J. EMBLEM,
48425-o Secretary.

(A.G. 43831-53)
PARAGON CONSTRUCTION CO. LTD.
PARAGON CONSTRUCTION CIE LTÉE

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of directors of this Company be and the same is hereby decreased from four to three".

Certified true copy.

Montreal, July 28th, 1958.
MARGARET ASSELY,
48426-o Secretary.

Chartes — Abandon de

DILECTA COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "Dilecta Company Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal,

Charters — Surrender of

DILECTA COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Dilecta Company Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply

P.Q. s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q. ce 12e jour d'août 1958.

48396 (Signé) J. WILSON CRAIG, Le Secrétaire,

CONCORD INVESTMENT CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Concord Investment Corp.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 9 juin 1955 demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 8 août 1958.

48397 Le Procureur de
Concord Investment Corp.,
IRVING L. ADESSKY.

to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of August, 1958.

48396-o (Signed) J. WILSON CRAIG,
Secretary.

CONCORD INVESTMENT CORP.

Notice is hereby given that "Concord Investment Corp." incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated June 9th, 1955, will make application for leave to surrender its charter under provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, August 8th, 1958.

48397-o IRVING L. ADESSKY,
Attorney for
Concord Investment Corp.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12832-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Maison Blain Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 octobre 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1958.

48387-o L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

(P.G. 11306-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Miners Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1958.

48387-o L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 12832-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Maison Blain Ltée", incorporated by letters patent dated October 25, 1935.

Notice is also given that from and after August fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August 1958.

48387 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11306-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Miners Inc.", incorporated by letters patent dated August 24, 1940.

Notice is also given that from and after August fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August 1958.

48387 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 2 juin 1958 par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval, comté de Montmorency N° 1, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 13 août 1958 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as petitioned by a resolution adopted on June 2, 1958 by the Municipal Council of the parish of Sainte-Brigitte de Laval, county of Montmorency No. 1, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has decreed, under date of August 13, 1958 that the publication of any public notices, regulations, resolution or

de la corporation de la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 13 août 1958.

Le Ministre des Affaires municipales,
48393-6 PAUL DOZOIS.

orders of the corporation of the parish of Sainte-Brigitte de Laval, save those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

The present notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 13, 1958.

PAUL DOZOIS,
48393 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 7 juillet 1958 par le conseil municipal du village de L'Annonciation, comté de Labelle, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 4 août 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de L'Annonciation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 4 août 1958.

Le Ministre des Affaires municipales,
48393-0 PAUL DOZOIS.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated July 7th, 1958, of the Municipal Council of the village of L'Annonciation, county of Labelle, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 4, 1958, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of L'Annonciation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 4, 1958.

PAUL DOZOIS,
48393 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 7 juillet 1958 par le conseil municipal de Saint-Nicéphore, comté de Drummond, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 15 août 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Saint-Nicéphore, comté de Drummond, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 15 août 1958.

Le Ministre des Affaires municipales,
48393-0 PAUL DOZOIS.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated July 7, 1958, of the Municipal Council of Saint-Nicéphore, county of Drummond, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 15, 1958, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Nicéphore, county of Drummond, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 15, 1958.

PAUL DOZOIS,
48393 Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 août 1958 par le conseil municipal de Saint-Guy, comté de Rimouski, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 19 août 1958 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Saint-Guy, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 19 août 1958.

Le Ministre des Affaires municipales,
48393-0 PAUL DOZOIS.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted August 4, 1958, by the Municipal Council of Saint-Guy, county of Rimouski, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 19, 1958, that the publication of any public notices, by-laws, resolutions or orders of the Corporation of Saint-Guy, save those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 19, 1958.

PAUL DOZOIS,
48393 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 507-55.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 juillet 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pointe à Boisvert, dans le comté de

No. 507-55.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July 31, 1958, to annex the present territory of the School Municipality of Pointe à

Saguenay, à celui de la municipalité scolaire de St-Paul-du-Nord, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 13 août 1958.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
48399 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 503-54.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Grégoire-de-Greenlay, dans le comté de Richmond, les lots 9b, 10, 11 et 12a du rang II du cadastre officiel de la paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-François-Xavier-de-Brompton, même comté.

Québec, le 14 août 1958.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
48413-34-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 59-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Jacques, dans le comté de Deux-Montagnes, à celui de la municipalité scolaire de St-Canut, même comté.

Québec, le 14 août 1958.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
48414-34-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Boisvert, in the county of Saguenay, to that of the School Municipality of St. Paul-du-Nord, same county.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, August 13, 1958.
O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 503-54.

Application is made to detach from the school municipality of St-Grégoire-de-Greenlay, in the county of Richmond, lots 9b, 10, 11 and 12a of range II of the official cadaster of the parish of St-François-Xavier-de-Brompton, to annex them to the school municipality of St-François-Xavier-de-Brompton, same county.

Quebec, August 14, 1958.
O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 59-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Jacques, in the county of Two-Mountains, to that of the school municipality of St-Canut, same county.

Quebec, August 14, 1958.
O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Pascal municipalité du village de St-Pascal division d'enregistrement de Kamouraska.

Avis est par la présente donné que le lot 255 est annulé et les lots 256 à 259, 268, 269, 273 à 275, 277, 280, 281 et 503 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 août 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48389-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St. Pascal municipality of the village of St. Pascal registration division of Kamouraska.

Notice is hereby given that lot 255 is cancelled and lots 256 to 259, 268, 269, 273 to 275, 277, 280, 281 and 503 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August the 7th, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
48389-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel de la ville de Joliette municipalité de la cité de Joliette division d'enregistrement de Joliette.

Avis est par la présente donné que le lot 589 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 août 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48389-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the town of Joliette municipality of the city of Joliette registration division of Joliette.

Notice is hereby given that lot 589 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August the 6th, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
48389-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme (municipalité de Lesage) division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 308-2 à 308-122 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 août 1958.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48389-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St-Jérôme (municipality of Lesage) registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 308-2 to 308-122 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 5, 1958.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
48389-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

ÉTAT SOMMAIRE

des Revenus et Dépenses, de la
Dette consolidée et des Dépôts de

LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 1958

ÉTAT SOMMAIRE DES REVENUS ET DES pour l'exercice

| REVENUS: — | | | |
|--|------------------|------------------|-------------------------|
| Provenant d'impôts et de droits: — | | | |
| Sur les corporations (capital) | \$ 19,306,202.28 | | |
| Sur les corporations (profits) | 80,103,563.44 | | |
| | | \$ 99,409,765.72 | |
| Sur la gazoline | | 84,743,940.95 | |
| Ventes | 59,517,667.33 | | |
| A déduire: Partie attribuée au fonds d'éducation ... | 29,350,623.25 | | |
| | | 30,167,044.08 | |
| Sur le revenu | | 41,293,923.79 | |
| Sur les successions | | 20,636,787.10 | |
| Sur le tabac | | 16,121,004.95 | |
| Sur transferts de valeurs mobilières | | 1,428,577.37 | |
| Loi de l'assistance publique: — | | | |
| Courses | 3,430,736.78 | | |
| Divertissements | 2,714,469.32 | | |
| Pour hôpitaux (sur repas) | 5,716,706.51 | | |
| | | 11,861,912.61 | |
| Pour la prévention des incendies | | 183,560.12 | |
| Mutations de propriétés | | 79,907.80 | |
| | | | \$305,896,424.49 |
| Provenant d'autres sources: — | | | |
| Ressources Naturelles: — | | | |
| Terres et Forêts | | 14,847,889.98 | |
| Mines | | 8,016,798.68 | |
| Ressources hydrauliques | | 5,041,546.15 | |
| Chasse et Pêche | | 1,761,104.41 | |
| Pêcheries Maritimes | | 11,402.96 | |
| Terres de colonisation | | 27,138.57 | |
| Attribué au Fonds d'Éducation: — | | | |
| Droits de coupe | 749,465.65 | | |
| Ressources hydrauliques | 5,384,061.14 | 6,133,526.79 | |
| | | | 35,839,407.54 |
| Licences et permis: — | | | |
| Véhicules automobiles | | 33,513,494.41 | |
| Hôtels, restaurants, etc | | 600,774.01 | |
| Loi de l'assistance publique | | 229,493.18 | |
| Divers | | 414,635.40 | |
| | | | 34,758,397.00 |
| Honoraires et divers: — | | | |
| Loi de l'assistance publique | | 1,000,000.00 | |
| Procureur général | | 1,433,134.51 | |
| Transports et Communications | | 635,764.56 | |
| Travail | | 1,037,546.94 | |
| Secrétariat de la province | | 239,032.03 | |
| Terres et Forêts | | 97,429.50 | |
| Divers | | 304,505.26 | |
| | | | 4,747,412.80 |
| Intérêts: — Placement des fonds d'amortissement | | | |
| | | 4,291,567.58 | |
| Divers comptes | | | |
| | | 1,752,850.89 | |
| | | | 6,044,418.47 |
| Fonds d'éducation | | | |
| | | 37,546,722.45 | |
| A déduire: Revenus figurant à la rubrique Ressources Naturelles | | | |
| | | 6,133,526.79 | |
| | | | 31,413,195.96 |
| Commission des liqueurs de Québec: — | | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31) | | 1,918,781.05 | |
| Permis et droits | | 11,604,005.85 | |
| Compte de commerce | 30,518,175.22 | | |
| A déduire: Octroi à l'assistance publique | 1,000,000.00 | 29,518,175.22 | |
| | | | 43,040,962.12 |
| Autres revenus: — | | | |
| Paiement de péréquation (moins remboursement à prévoir) | | 37,560,000.00 | |
| Subside canadien | | 3,173,408.60 | |
| Amendes, etc | | 1,055,922.05 | |
| Escompte sur achat de change étranger | | 64,788.50 | |
| Divers | | 17,242.94 | |
| | | | 41,871,362.09 |
| Total des revenus | | | \$503,611,580.47 |

DÉPENSES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

terminé le 31 mars 1958

| DÉPENSES ORDINAIRES: — | | |
|--|---------------|-------------------------|
| Affaires municipales..... | | \$ 5,212,034.71 |
| Agriculture..... | | 25,620,763.17 |
| Bien-être social et Jeunesse..... | | 67,916,596.74 |
| Chasse et Pêche..... | | 2,716,300.85 |
| Colonisation..... | | 9,820,818.66 |
| Conseil exécutif..... | | 7,384,528.59 |
| Finances..... | | 7,915,395.30 |
| Industrie et Commerce..... | | 1,697,522.99 |
| Instruction publique..... | | 88,353,641.19 |
| Législation..... | | 1,387,838.40 |
| Mines..... | | 2,830,653.82 |
| Pêcheries maritimes..... | | 3,052,919.30 |
| Procureur général..... | | 12,984,839.57 |
| Ressources hydrauliques..... | | 2,552,912.09 |
| Santé..... | | 63,519,435.41 |
| Secrétariat de la province..... | | 2,152,129.39 |
| Terres et Forêts..... | | 8,003,849.59 |
| Transports et Communications..... | | 696,652.83 |
| Travail..... | | 2,891,058.95 |
| Travaux publics..... | | 16,242,203.59 |
| Voirie..... | | 46,100,646.62 |
| Augmentation de la réserve pour comptes douteux..... | | 5,092,250.00 |
| | | \$384,144,991.76 |
| Dette publique: — | | |
| Intérêts (montant net)..... | 12,555,512.69 | |
| Commissions, etc..... | 45,645.85 | |
| Amortissement d'escompte et de prime sur emprunts..... | 673,680.33 | |
| Fonds d'amortissement (montant net)..... | 19,563,616.14 | |
| | | 32,838,455.01 |
| Total des Dépenses Ordinaires..... | | \$416,983,446.77 |
| EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ORDINAIRES..... | | 86,628,133.70 |
| DÉPENSES AU COMPTE DU CAPITAL: — | | |
| Agriculture..... | 33,690.00 | |
| Bien-être social et Jeunesse..... | 4,508,419.86 | |
| Chasse et Pêche..... | 650,000.00 | |
| Colonisation..... | 3,171,283.67 | |
| Instruction publique..... | 1,451,876.81 | |
| Mines..... | 1,921,935.85 | |
| Pêcheries maritimes..... | 475,000.00 | |
| Ressources hydrauliques..... | 3,813,393.56 | |
| Santé..... | 18,795.77 | |
| Secrétariat de la province..... | 85,000.00 | |
| Terres et Forêts..... | 111,195.23 | |
| Travaux publics..... | 17,704,083.58 | |
| Voirie..... | 52,410,444.68 | |
| Total des Dépenses au compte du Capital..... | | \$ 86,355,119.01 |

ÉTAT DE LA DETTE CONSOLIDÉE ET DES DÉPÔTS
au 31 mars 1958

| | | |
|--|------------------|-------------------------|
| Dette consolidée | \$465,733,782.00 | |
| Moins: Fonds d'amortissement | 135,593,026.61 | \$330,140,755.39 |
| Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la Loi 14 Geo. V, c. 3 (1924) | 15,000,000.00 | |
| Moins: Fonds d'amortissement | 11,193,230.98 | 3,806,769.02 |
| Dette consolidée nette | | \$333,947,524.41 |
| Dépôts judiciaires | | 3,532,805.23 |
| Dépôts en garantie et en fiducie, etc. | 23,451,936.97 | |
| Moins: Obligations détenues | 16,285,406.58 | 7,166,530.39 |
| Total | | \$344,646,860.03 |

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée Législative
du 11 décembre 1895

J.-A. VÉZINA,
Auditeur de la Province.

J. S. BOURQUE,
Ministre des finances.

J. H. BIELER,
Sous-ministre des finances.

Québec, le 23 août 1958.

48422-o

ABRIDGED STATEMENT

of Revenue and Expenditure,
Funded Debt and Deposits of

THE PROVINCE OF QUEBEC

for the fiscal year ended
March 31st, 1958

ABRIDGED STATEMENT OF REVENUE AND for the fiscal year

| REVENUE: — | | | |
|---|------------------|------------------|-------------------------|
| From Taxation and Duties: — | | | |
| Corporations (on Capital)..... | \$ 19,306,202.28 | | |
| Corporations (on Profits)..... | 80,103,563.44 | \$ 99,409,765.72 | |
| Gasoline..... | | 84,743,940.95 | |
| Sales..... | 59,517,667.33 | | |
| Less: Amount appropriated to Education Fund.... | 29,350,623.25 | | |
| Income..... | | 30,167,044.08 | |
| Successions..... | | 41,293,923.79 | |
| Tobacco..... | | 20,636,787.10 | |
| Security Transfers..... | | 16,121,004.95 | |
| | | 1,428,577.37 | |
| Public Charities Act: — | | | |
| Races..... | 3,430,736.78 | | |
| Amusements..... | 2,714,469.32 | | |
| For hospitals (on meals)..... | 5,716,706.51 | | |
| | | 11,861,912.61 | |
| Fire Prevention..... | | 153,560.12 | |
| Property Transfers..... | | 79,907.80 | |
| | | | \$305,896,424.49 |
| From other sources: — | | | |
| Natural Resources: — | | | |
| Lands and Forests..... | | 14,847,889.98 | |
| Mines..... | | 8,016,798.68 | |
| Hydraulic Resources..... | | 5,041,546.15 | |
| Fish and Game..... | | 1,761,104.41 | |
| Maritime Fisheries..... | | 11,402.96 | |
| Colonization lands..... | | 27,138.57 | |
| Appropriated to Education Fund: — | | | |
| Stampage Dues..... | 749,465.65 | | |
| Hydraulic Resources..... | 5,384,061.14 | 6,133,526.79 | |
| | | | 35,839,407.54 |
| Licenses and Permits: — | | | |
| Motor Vehicles..... | | 33,513,494.41 | |
| Hotels, Restaurants, etc..... | | 600,774.01 | |
| Public Charities Act..... | | 229,493.18 | |
| Miscellaneous..... | | 414,635.40 | |
| | | | 34,758,397.00 |
| Fees and Miscellaneous: — | | | |
| Public Charities Act..... | | 1,000,000.00 | |
| Attorney-General..... | | 1,433,134.51 | |
| Transportation and Communications..... | | 635,764.56 | |
| Labour..... | | 1,037,546.94 | |
| Provincial Secretary..... | | 239,032.03 | |
| Lands and Forests..... | | 97,429.50 | |
| Miscellaneous..... | | 304,505.26 | |
| | | | 4,747,412.80 |
| Interest: — Sinking Fund Investments..... | | | |
| | | 4,291,567.58 | |
| Various Accounts..... | | 1,752,850.89 | |
| | | | 6,044,418.47 |
| Education Fund..... | | | |
| | | 37,546,722.75 | |
| Less: Revenue shown under Natural Resources..... | | 6,133,526.79 | |
| | | | 31,413,195.96 |
| Quebec Liquor Commission: — | | | |
| Special Tax on Spirits (R.S.Q., 1941, c. 255, s. 31)..... | | 1,918,781.05 | |
| Permits and Duties..... | | 11,604,005.85 | |
| Trade Account..... | 30,518,175.22 | | |
| Less: Grant to Public Charities..... | 1,000,000.00 | 29,518,175.22 | |
| | | | 43,040,962.12 |
| Other Revenue: — | | | |
| Equalization Payment (Less foreseeable refund)..... | | 37,560,000.00 | |
| Subsidy by Canada..... | | 3,173,408.60 | |
| Fines, etc..... | | 1,055,922.05 | |
| Discount on purchases of foreign exchange..... | | 64,788.50 | |
| Miscellaneous..... | | 17,242.94 | |
| | | | 41,871,362.09 |
| Total Revenue..... | | | \$503,611,580.47 |

EXPENDITURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

ended March 31st, 1958

| ORDINARY EXPENDITURE: — | | |
|---|---------------|-------------------------|
| Municipal Affairs..... | | \$ 5,212,034.71 |
| Agriculture..... | | 25,620,763.17 |
| Social Welfare and Youth..... | | 67,916,596.74 |
| Fish and Game..... | | 2,716,300.86 |
| Colonization..... | | 9,820,818.66 |
| Executive Council..... | | 7,384,528.59 |
| Finance..... | | 7,915,395.30 |
| Trade and Commerce..... | | 1,697,522.99 |
| Education..... | | 88,353,641.19 |
| Legislation..... | | 1,387,838.40 |
| Mines..... | | 2,830,653.82 |
| Maritime Fisheries..... | | 3,052,919.30 |
| Attorney-General..... | | 12,984,839.57 |
| Hydraulic Resources..... | | 2,552,912.09 |
| Health..... | | 63,519,435.41 |
| Provincial Secretary..... | | 2,152,129.39 |
| Lands and Forests..... | | 8,003,849.59 |
| Transportation and Communications..... | | 696,652.83 |
| Labour..... | | 2,891,058.95 |
| Public Works..... | | 16,242,203.59 |
| Roads..... | | 46,100,646.62 |
| Increase in Reserve for Doubful Accounts..... | | 5,092,250.00 |
| | | \$384,144,991.76 |
| Public Debt: — | | |
| Interest charges (net amount)..... | 12,555,512.69 | |
| Commissions, etc..... | 45,645.85 | |
| Amortization of Discount and Premium on loans issued..... | 673,680.33 | |
| Sinking Funds (net amount)..... | 19,563,616.14 | |
| | | 32,838,455.01 |
| Total Ordinary Expenditure..... | | \$416,983,446.77 |
| EXCESS OF REVENUE OVER ORDINARY EXPENDITURE..... | | 86,628,133.70 |
| CAPITAL EXPENDITURE: — | | |
| Agriculture..... | 33,690.00 | |
| Social Welfare and Youth..... | 4,508,419.86 | |
| Fish and Game..... | 650,000.00 | |
| Colonization..... | 3,171,283.67 | |
| Education..... | 1,451,876.81 | |
| Mines..... | 1,921,935.85 | |
| Maritime Fisheries..... | 475,000.00 | |
| Hydraulic Resources..... | 3,813,393.56 | |
| Health..... | 18,795.77 | |
| Provincial Secretary..... | 85,000.00 | |
| Lands and Forests..... | 111,195.23 | |
| Public Works..... | 17,704,083.58 | |
| Roads..... | 52,410,444.68 | |
| Total Capital Expenditure..... | | \$ 86,355,119.01 |

●

STATEMENT OF THE FUNDED DEBT AND DEPOSITS
at March 31st, 1958

| | | |
|---|------------------|-------------------------|
| Funded Debt | \$465,733,782.00 | |
| Less: Sinking Funds | 135,593,026.61 | \$330,140,755.39 |
| Bonds issued to the National Canadian Bank under Act 14 Geo. V, c. 3 (1924) | 15,000,000.00 | |
| Less: Sinking Fund | 11,193,230.98 | 3,806,769.02 |
| Net Funded Debt | | \$333,947,524.41 |
| Judicial Deposits | | 3,532,805.23 |
| Security and Trust Deposits, etc. | 23,451,936.97 | |
| Less: Securities on deposit | 16,285,406.58 | 7,166,530.39 |
| Total | | \$344,646,860.03 |

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of December 11th, 1895

J. A. VÉZINA,
Provincial Auditor.

J. S. BOURQUE
Minister of Finance.

Quebec, August 23th, 1958.

J. H. BIELER,
Deputy Minister of Finance.

48422-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance et société dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1958 et finissant le 30 juin 1959;

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following insurance companies and associations have obtained the renewal of their licence and registration for the year beginning on the 1st day of July 1958 and ending on the 30th of June 1959;

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958

| Nom — Name | Nom — Name |
|--|---|
| Abeille (L), Compagnie Anonyme d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les accidents et les risques divers | Canadian Premier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La |
| Acadia Insurance Co., The | Canadian Provident, The — Prévoyants du Canada, Les (Vie) |
| Adriatic Insurance Company | Canadian Provincial Insurance Company, The — Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale, La |
| Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — Aeterna-Life Mutual Insurance Company | Canadian Reciprocal Insurers |
| Aetna Casualty and Surety Co., The | Canadian Reinsurance Company |
| Aetna Insurance Company | Canadian Surety Company, The |
| Aetna Life Insurance Company | Canadian Union Ins. Co., The — Union Canadienne (L) Compagnie d'Assurances |
| Affiliated F M Insurance Co. | Car and General Ins. Corporation, Ltd. |
| Affiliated Underwriters | Casualty Company of Canada, The |
| Agricultural Insurance Company | Central Mutual Ins. Co. |
| A Lion Insurance Company of Canada, The | Century Insurance Company, Ltd., The |
| Alliance Assurance Company Limited | Christiania Almindelige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand — Storebrand Insurance Company Limited |
| Alliance Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Alliance Mutual Life Insurance Company | Combined Insurance Company of America |
| Allstate Insurance Company | Commerce General Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La |
| Alpina Insurance Company Ltd. | Commercial Life Assurance Company of Canada, The |
| American Automobile Insurance Co. | Commercial Travelers Mutual Accident Association, The |
| American Credit Indemnity Co. of New-York | Commercial Union Assurance Co. Ltd. |
| American Equitable Assurance Co. of New-York | Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La — Canadian Mercantile Insurance Company, The |
| American Insurance Company, The | Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La — Canadian National Insurance Company, The |
| American Mutual Liability Insurance Company | Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale, La — Canadian Provincial Insurance Company, The |
| American National Fire Ins. Co. | Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie — Fire Insurance Company of Canada |
| American Reciprocal Insurers | Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec, La — Quebec Automobile Club Ins. Co. |
| American Union Ins. Co. of New York | Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal, La — Montreal Automobilists' Club Insurance Company |
| Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques | Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada — Fidelity Insurance Co. of Canada |
| Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd. | Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La |
| Arkwright Mutual Insurance Co. | Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie Limitée, La |
| Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal — Montreal Firemen's Benefit Association | Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La — Commerce General Insurance Co., The |
| Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal — Montreal Police Benevolent and Pension Society | Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville, La — Missisquoi and Rouville Ins. Co., The |
| Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L' | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés Lotbinière et Mégantic |
| Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L' | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du district de Bedford — Mutual Fire lighting and windstorm Insurance Company of the farmers of the district of Bedford |
| Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L' | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue, La |
| Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée, Les | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi, La |
| Assurance-Vie Desjardins, L' | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Arthabaska |
| Assurance-Vie du St-Laurent (L) — St. Lawrence Life Assurance Company | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté de Maskinongé |
| Atlas Assurance Company Limited | Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet |
| Aviation and General Insurance Company, Limited | Compagnie d'Assurance Mut. des Beurreries, des Fromageries des Comtés Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay |
| Baloise Fire Insurance Company of Canada, — Baloise (La). | Compagnie d'Assurance Provinces Unies, La — United Provinces Insurance Company, The |
| Compagnie d'Assurance contre l'Incendie au Canada | Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke, La — Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The |
| Baloise Marine Insurance Co. Ltd. The | Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La — Canadian Premier Life Insurance Company |
| Baltica Insurance Company Limited | Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est |
| Bankers and Shippers Ins. Co. of N.Y. | Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu — Equitable Fire Insurance Company |
| Bankers Life Company | Compagnie Française du Phénix — Phenix Fire Ins. Co., The |
| Beacon Insurance Co., Limited | Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La |
| Beaver Insurance Company | Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec |
| Belair Insurance Company | Confederation Life Association |
| Blackstone Mutual Insurance Co. | Connecticut Fire Insurance Co., The |
| Boiler Inspection and Insurance Co. of Can., The | Connecticut General Life Insurance Company |
| Boston Insurance Company | Consolidated Fire and Casualty Ins. Co. |
| Boston Manufacturers Mutual Ins. Co. | Continental Assurance Company |
| British America Assurance Company | Continental Casualty Company |
| British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The | Continental Insurance Company, The |
| British Aviation Insurance Co. Ltd., The | Continental Life Insurance Co., The |
| British Commonwealth Insurance Company Limited | Contingency Insurance Company Limited, The |
| British Crown Assurance Corporation Ltd., The | Cooperative Funeral Expense Society, The — Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée |
| British Empire Assurance Co., The | Copenhagen Reinsurance Company Ltd., The |
| British Law Insurance Co. Ltd. The | Cornhill Insurance Company, Limited. |
| British Merchants' Ins. Co. Ltd. | Credit Life Insurance Company, The |
| British Northwestern Ins. Co. | Crown Life Insurance Company, The |
| British Oak Insurance Company, Ltd., The | Cuna Mutual Insurance Society |
| British Traders' Insurance Company, Ltd. | |
| Buffalo Insurance Company | |
| Caisse de Retraite du Clergé, La | |
| Caisse Nationale d'Economie | |
| Caledonian Insurance Company | |
| Calvert Fire Insurance Company | |
| Cambrian Insurance Company, Limited, The | |
| Camden Fire Insurance Association, The | |
| Canada Accident and Fire Assurance Co., The | |
| Canada Health and Accident Assurance Corporation | |
| Canada Life Assurance Company, The | |
| Canada Security Assurance Company | |
| Canadian Commerce Insurance Co., The | |
| Canadian Equity Insurance Company, The | |
| Canadian Fire Insurance Company, The | |
| Canadian General Insurance Company | |
| Canadian Home Assurance Company | |
| Canadian Indemnity Company, The | |
| Canadian Mercantile Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La | |
| Canadian National Insurance Co. The — Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La | |

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958 (suite)

COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958 (continued)

| Nom — Name | Nom — Name |
|--|--|
| Dominion Insurance Corporation, The Dominion Life Assurance Co., The Dominion of Canada General Ins. Co., The | Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie — Lau- rentian Life Assurance Company, The Law Union and Rock Insurance Co. Ltd., The Lawyers Title Insurance Corporation |
| Eagle Fire Company of New York, The Eagle Star Insurance Company Limited Eaton Life Assurance Co. The T.—T. Eaton Life Ass. Co., The | Legal and General Ass. Society Ltd., The Liberty Mutual Fire Insurance Company Liberty Mutual Insurance Company |
| Economical Mutual Insurance Co., The Empire Life Insurance Company Employers' Liability Assurance Corp'n, Ltd. The Employers' Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin Employers' Reinsurance Corporation | Licenses and General Insurance Company Limited, The Liverpool and London and Globe Ins. Co. Ltd., The Liverpool-Manitoba Assurance Co., The Lloyd's, Non-Marine Underwriters Members of |
| English and American Insurance Company Limited Equitable Fire and Marine Ins. Co. Equitable Fire Insurance Co.— Compagnie Equitable d'Assu- rance contre le feu | Local Government Guarantee Society, Ltd., The Lombard Insurance Company Limited London and County Insurance Co., Ltd. London and Edinburgh Insurance Co. Ltd., The London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada, The |
| Equitable Life Assurance Society of the United States, The Equitable Life Insurance Co. of Canada, The Essex and Suffolk Insurance Co., Ltd., The Excessor Life Insurance Company, The Excess Insurance Company Limited | London and Lancashire Insurance Co., Ltd. London and Midland General Insurance Company — La Lon- don et Midland Compagnie d'Assurance Générale London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd., The London and Scottish Assurance Corp. Ltd. London Assurance, The |
| Federal Fire Insurance Co. of Canada Federal Insurance Company Federated Mutual Implement and Hardware Insurance Com- pany | London-Canada Insurance Company London Guarantee and Accident Co., Ltd. London Life Insurance Company Loyal Protective Life Insurance Co. Lumbermen's Mutual Casualty Co. Lumbermen's Underwriting Alliance |
| Fédération (La), Compagnie d'Assurance du Canada — Fede- ration Insurance Co. of Canada Fidelity and Casualty Co. of New-York, The Fidelity Insurance Co. of Canada — Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada | Manufacturers Life Insurance Co., The Manufacturers Mutual Fire Insurance Company Marine Insurance Company Limited, The Maritime Insurance Company, Limited Maryland Casualty Company |
| Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York Fire Insurance Company of Canada — Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie Fireman's Fund Insurance Company Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J. Firemen's Mutual Insurance Company | Massachusetts Mutual Life Insurance Company Médicale, (La) Compagnie d'Assurances Générales — Medical General Insurance Company, The Médicale, (La) Compagnie d'Assurance sur la vie — Medical Life Assurance Company, The |
| General Accident Assurance Company of Canada, The General Accident Fire and Life Assurance Corp., Ltd General Exchange Insurance Corporation General Reinsurance Corporation General Security Assurance Corporation of New York General Security Insurance Co. of Canada — Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada | Mercantile and General Reinsurance Company Limited, The Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Ltd., The Mercantile Insurance Company Merchants and Manufacturers Ins. Co. of New York Merchants Fire Assurance Corporation of New York Merchants Fire Insurance Company Merchants Marine Insurance Company Ltd., The Merit Insurance Company |
| Great Falls Insurance Company Global General Insurance Company Global Life Insurance Company Global Reinsurance Company Globe Indemnity Co. of Canada, The Granite State Fire Insurance Company Great American Indemnity Company Great American Insurance Company Great Eastern Insurance Co. The Great Lakes Reinsurance Co. The Great-West Life Assurance Co., Ltd., The Greenwich Life Assurance Society, Limited Guarantee Company of North America, The Guardian Assurance Company, Limited Guardian Insurance Co. of Canada, The Guildhall Insurance Company Limited, | Minnesota Mutual Life Insurance Company, The Missisquoi and Rouville Insurance Company, The — Comp. d'Ass. Missisquoi et Rouville, La Monarch Insurance Company of Ohio, The Monarch Life Assurance Company, The Montreal Automobilists' Club Insurance Company — Com- pagnie d'Assurances du Club des Automobilistes de Montréal, La |
| Halifax Insurance Company, The Hanover Insurance Company, The Hartford Accident and Indemnity Co. Hartford Fire Insurance Company Hartford Live Stock Insurance Co. Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurances contre l'Incendie — Helvetia Swiss Fire Inc. Co. Ltd. Holland Life Insurance Society Limited — Hollandsche So- cieteit Van Levensverzekeringen N.V. Home Fire and Marine Ins. Co. Home Insurance Company, The Hudson Bay Insurance Company, The | Mutual Benefit Health and Accident Association Mutual Boiler and Machinery Insurance Company Mutual Fire Ins. Co. of the County of Beauharnois Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The Mutual Life Assurance Company of Canada, Mutual Life Insurance Company of New York, The Mutuelle des Employés Civils, La, Cie Mutuelle d'Assurance- Vie Mutuelle-Vie de l'U.C.C., La |
| Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The Imperial Insurance Office Imperial Life Ass. Co. of Canada Indemnity Insurance Company of North America Indemnity Marine Assurance Co. Ltd., The Industrial Life Insurance Company, The — Industrielle (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie Industrial Mutual Insurance Co. Insurance Company of North America Insurance Corporation of Ireland Limited, The | Montreal Firemen's Benefit Association — Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal Montreal Life Insurance Company Montreal Police Benevolent and Pension Society — Associa- tion de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal Motor Union Insurance Company Ltd., The Motors Insurance Corporation Munich Reinsurance Company |
| Jefferson Insurance Co. of New York Jersey Insurance Company of New York John Hancock Mutual Life Insurance Company | National Ben Franklin Insurance Company of Pittsburg, Pa. Nationale (La), Compagnie d'Assurance Incendie et Risques divers — National Fire and Casualty Insurance Company The National Fire Ins. Co. of Hartford National Insurance Society — Société Nationale d'Assurances National Life Ass. Co. of Canada, The National Provincial Insurance Co. Ltd. National Union Fire Ins. Co. of Pittsburg, Pa.— N.V. The Netherlands Insurance Company Est. 1845 Newfoundland American Insurance Co., Ltd. New Hampshire Fire Insurance Co. |

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958 (fin)

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958 (concluded)

| Nom — Name | Nom — Name |
|---|--|
| <p>New India Ins. Co. Ltd. The New York Fire Insurance Company New York Life Insurance Company New York Underwriters Ins. Co. New Zealand Insurance Company Ltd., The Niagara Fire Insurance Company Non-Marine Underwriters Members of Lloyd's Nordiak Reinsurance Company Limited, The North American Accident Insurance Co., The North American Life and Casualty Company North American Life Assurance Co. North American Reassurance Company North American Reinsurance Corporation North British and Mercantile Insurance Company Ltd. Northern Assurance Company Ltd. Northern Life Ass. Co. of Canada, The North Pacific Insurance Company, Limited North River Insurance Company, The Northwestern National Ins. Co., of Milwaukee, Wisconsin North West Fire Insurance Co., The Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd. Norwich Union Life Insurance Society</p> | <p>Sécurité, (La) Compagnie d'Assurances Générales du Canada— General Security Insurance Co. of Canada Security Insurance Co. of New Haven Security Mutual Casualty Company Security National Insurance Company Service Fire Insurance Company of New York Skandia Insurance Company Limited Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings— Aktieselskabet "Skandinavia" Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée, — Coopera- tive Funeral Expense Society, The Société d'Assurance des Caisses Populaires, La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society Société provinciale d'assurances générales, La — Provincial General Insurance Society Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie South British Insurance Co., Ltd., The Sovereign Life Assurance Company of Canada, The Springfield Fire and Marine Ins. Co. Standard Life Assurance Company, The Standard Marine Insurance Company Limited Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The — Com- pagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke, La State Assurance Company Limited, The Sterling Insurance Company of Canada St. Lawrence Life Assurance Company — Assurance-Vie du St-Laurent (L') Storebrand Insurance Company Limited — Christiania Almi- delige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales — Switzerland General Ins. Co. Ltd., The Sun Insurance Office Limited Sun Life Assurance Company of Canada Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie Svea-Nornan Insurance Company Limited Switzerland General Ins. Co. Ltd. — Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales</p> |
| <p>Occidental Fire Insurance Co., The Occidental Life Insurance Company of California Ocean Accident and Guarantee Corporation Ltd., The Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The Old Colony Ins. Co. Old Republic Insurance Company Old Republic Life Insurance Company Orion Insurance Company Limited, The</p> | <p>Taxi Owners Reciprocal Insurance Association T. Eaton Life Assurance Co., The Toronto General Insurance Company Toronto Mutual Life Ins. Co. Traders General Insurance Company Transcontinental Insurance Company Transportation Insurance Company Travelers Indemnity Company, The Travelers Insurance Company, The Trois-Rivières & St-Maurice Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu Truck Insurance Exchange</p> |
| <p>Pacific Coast Fire Insurance Co., The Pacific Insurance Company of New York "La Paix", Compagnie Anonyme d'assurances à primes fixes contre les accidents, l'incendie, le vol et autres risques divers "La Paix", Compagnie d'Assurances Générales du Canada — "La Paix", General Insurance Company of Canada Palatine Insurance Company, Limited, The Patriotic Assurance Company, Ltd. The Paul Revere Life Insurance Company, The Pearl Assurance Company Ltd. Perth Mutual Fire Insurance Co., The Phenix Fire Ins. Co. of Paris, France, The — Compagnie Fran- çaise du Phénix (La) Philadelphia Fire and Marine Ins. Co. Philadelphia Manufacturers Mutual Ins. Co. Phoenix Assurance Company Limited Phoenix Insurance Company, (Hartford, Conn.), The Pilot Insurance Company Planet Assurance Company Limited, The Prévoyance, Compagnie d'assurances, La — Provident Assu- rance, Co., The Prévoyants du Canada, Les — (Vie) The Canadian Provident Prévoyants du Canada, Les — (Fonds de Pension) Protection Mutual Insurance Co. Protective Association of Canada, The Providence, Compagnie d'Assurances contre l'Incendie, La Providence Washington Insurance Co. Provident Assurance Co. The — Prévoyance, Compagnie d'as- surances, La Provident Life and Accident Insurance Company Provincial Insurance Company Limited Provincial General Insurance Society — Société provinciale d'assurances générales, La Prudential Assurance Co. Ltd., The Prudential Ins. Co. of America, The</p> | <p>Union Assurance Society Limited Union Canadienne (L') Compagnie d'Assurance — Canadian Union Insurance Company (The) Union du Commerce. — Union of Commerce Union Insurance Society of Canton, Ltd. Union (L') Vie, Cie Mutuelle d'Assurance — Union Life Mutual Insurance Company, The Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The Union Mutual Life Insurance Company Union Reinsurance Company United Benefit Life Insurance Company United British Insurance Company Limited United Provinces Insurance Company, The — Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La United States Fidelity and Guaranty Company United States Fire Insurance Company Unity Fire and General Insurance Company, The Universal Reinsurance Company Limited</p> |
| <p>Quebec Automobile Club Insurance Company — Compagnie d'Assurance du club Automobile de Québec, La Quebec Fire Assurance Company</p> | <p>Veritas Insurance Company of Sweden, The Victoria Insurance Company of Canada Victory Insurance Company Limited, The</p> |
| <p>Railway Passengers Assurance Company Reinsurance Corporation Ltd., The Reliance Insurance Company of Canada Reliance Insurance Company "of Philadelphia" Reliance Marine Insurance Company Limited, The Royal Exchange Assurance, The Royal Guardians, The Royal Insurance Company, Limited Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The</p> | <p>Wawanesa Mutual Insurance Co., The Wellington Fire Insurance Company Westchester Fire Insurance Company Western Assurance Company, The Westminster Fire Office, The World Marine & General Insurance Company Limited, The Yorkshire Insurance Company Ltd., The</p> |
| <p>St. Paul Fire and Marine Ins. Co. Sauvegarde, La Scottish Canadian Assurance Corporation Scottish Insurance Corporation Limited Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd. Scottish Union and National Insurance Company, The Sea Insurance Company, Limited, The</p> | <p>Zénith (La) Compagnie d'Assurances Générales, — Zenith Ge- neral Insurance Company Zurich Ins. Co.</p> |

TABLE IX — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES
AU 1er JUILLET 1958

TABLE IX — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION LICENSED AND REGISTERED AS
AT JULY 1st, 1958

| Nom — Name | Nom — Name |
|--|--|
| Alcan Shawinigan Works Employers' Mutual Benefit Association, The | Maccabees, The |
| Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses | Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal |
| Association Canada-Américaine | Mutuelle Bond (La) — Bond Mutual (The) |
| Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec — Quebec Firemen's Benefit and Pension Association | Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel — Archange et ses annexes (La) |
| Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec | Mutuelle des Secrétaires, |
| Association de Secours Mutuels des Employés de J.-J. Joubert, Ltée | North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of Mtl |
| Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral — Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association | Northern Electric Firemen Benevolent Association |
| Association des Infirmières diplômées de l'Hôpital Notre-Dame | Ordre, L' des Italo-Canadiens, — Order of Italo-Canadians, The |
| Association d'Hospitalisation du Québec — Quebec Hospital Service Association | Order of United Commercial Travelers of America, The |
| Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec | Order Sons of Italy in Canada, The |
| Barwick & Son Limited Employee's Mutual Benefit Association, The | Pension Fund Society of Canada Packers Ltd. |
| Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, The | Porters Mutual Benefit Association |
| Benevolent Mortuary Association of Montreal — Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal | Prossedans Mutual Benefit Association |
| Bond Mutual (The) — Mutuelle Bond (La) | Quebec Firemen's Benefit and Pension Association — Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec |
| Borden's Employees' Mutual Benefit Society | Quebec Health Services — Services de Santé du Québec, Les |
| Caisse de Bénéfices de l'Ordre des Moose de Québec | Quebec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec |
| Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association | Railway Employees Cooperative Protection Association |
| Canadian Hebrew Sick Benefit Association | Reliable Life Insurance Society, The |
| Canadian Order of Foresters | Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association |
| Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society | St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society |
| Canadian Railways Benefit Society | Secours Mutuel du Facteur, Le |
| Canadian Woodmen of the World, The | Services de Santé du Québec, Les — Quebec Health Services |
| Canpak Mutual Benefit Association | Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est |
| Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society | Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull |
| Caserta Mutual Aid Society | Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal |
| Catholic Order of Foresters | Société des Artisans, (La) |
| Croatian Fraternal Union of America | Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri" |
| Daughters of England Benevolent Society | Société de Secours Mutuels des Citoyens de Cassacalenda |
| Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association — Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral | Société l'Assomption |
| Dominion Commercial Travellers' Association | Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec |
| Dominion Hebrew Sick Benefit Association | Société St-Jean-Baptiste de Masson |
| Fonds de Secours Forestiers Catholiques de la province de Québec | Société St-Jean-Baptiste de Richmond |
| Hebrew Protective Association, The | Sons of England Benefit Society |
| Hebrew Sick Benefit Association of Montreal | Sons of Scotland Benevolent Association |
| Hungarian Sick Benefit Association | Steinberg's Employees Mutual Benefit Association |
| Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal | Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada, The |
| Independent Order of Foresters, The | Supreme Council of the Royal Arcanum |
| Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec | Toilet Laundries Social and Benevolent Fund |
| Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal district | Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Mtl. |
| King Edward Benefit Association of Montreal | Troy Sick and Dividing Society |
| King George Sick Benefit Association | Ukrainian National Association |
| Knights of Columbus | Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal |
| Ladies' Catholic Benevolent Association, The | Union St-Joseph à St-Roch de Québec |
| Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Assoc. of Mtl. | Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport |
| Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association | Union St-Joseph du Canada |
| | United Sho Machinery Co. Mutual Relief Assoc. of Canada |
| | Victoria Hebrew Sick Benefit Association |
| | Woman's Benefit Association |
| | Women's Catholic Order of Foresters |
| | Workmen's Circle, The |
| | Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association |

TABLE X — SOCIÉTÉS CHARITABLES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES
AU 1er JUILLET 1958

TABLE X — CHARITABLE ASSOCIATIONS LICENSED AND REGISTERED AS
AT JULY 1st, 1958

| Nom — Name | Nom — Name |
|--|---|
| Anciens Combattants Français (Les) | Montreal Children's Library |
| Assistance Maternelle, Montréal | Montreal Day Nursery |
| Association Québécoise de la Goutte de Lait | Montreal Diet Dispensary |
| Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal | Montreal Dispensary |
| Canadian Christmas Tree League | Montreal Hebrew Old People and Sheltering Home |
| Catholic Benevolent Society of the county of Pontiac | Montreal Hebrew Orphans' Home |
| Catholic Sailors Club | Montreal Ladies Benevolent and Protestant Orphans Society |
| Child Health Association of Montreal | Montreal Protestant Home |
| Child Welfare Clinic of Sherbrooke | Montreal Sailors' Institute |
| Children's Service Centre | Montreal Soldiers' Wives' League |
| Chinese Benevolent Society | Mount Sinai Sanatorium |
| Chin Wing Chun Tong Association | Oeuvre de la Protection des Jeunes Filles |
| Christian Homes for Children | Polish-Canadian Welfare Institute |
| Church of England Female Orphan Asylum | Quebec Playground Association |
| Concicok Masonic Association | Quebec Society for the Protection of Women and Children |
| Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe | St. Andrew's Society of Montreal |
| Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur | St. Andrew's Society of Quebec |
| Family Welfare Association of Montreal | St. George's Society of Montreal |
| Federation of Jewish Community Services of Montreal | St. George's Society of Quebec |
| Friendly Home for Young Women | Secrétariat de l'Enfance, Le |
| Girls Cottage School | Social Service Council of Quebec City |
| Hellenic Ladies Benevolent Society | Société Amicale des Aveugles |
| Hebrew Consumptive Aid Association | Société de Bienfaisance de Bonaventure |
| Hebrew Ladies Relief Society of Montreal | Society for the Protection of Women and Children |
| Hervy Institute | Union National Française |
| Herrl Health Service Centre | Welcome Hall Mission |
| Irish Protestant Benevolent Society | Women's Social Service Organization |
| Lachine Benevolent Association | Wong Wun Sun Association |
| | Young Hebrews Malbish Arumim Association of Montreal |

TABLE XI — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS
ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958

TABLE XI — MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED
AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958

| Nom — Name | Nom — Name |
|---------------------------------------|-------------------------------------|
| Auckland | St-Alexandre-d'Iberville |
| Bonaventure | St-Anselme |
| Clifton (Partie Est-East Part) | St-Antoine-sur-Richelieu |
| Contrecoeur | St-Athanase-de-DeBleury |
| Hereford | St-Augustin-de-Desmaures |
| Lambton | St-Barnabé |
| Louis-Joliette | St-Bernard, (Partie Sud-South Part) |
| Newport | St-Brigide |
| Notre-Dame Auxiliatrice-de-Buckland | St-Catherine-de-Hatley |
| Notre-Dame-de-Bon-Secours, (Rouville) | St-Claire-de-Joliette |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | St-Denis-de-la-Bouteillerie |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel, (St-Jean) | St-Edouard-de-Frampton |
| Rivière-Ouelle | St-Edouard-de-Gentilly |
| | St-Edwidge-de-Clifton |
| | St-Eustache |
| | St-Fortunat-de-Wolfestown |
| | St-Gérard |
| | St-Germaine-du-lac-Etchemin |
| | St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir |
| | St-Hénédine |

**COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS
ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958 (fin)**

**MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED
AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958 (concluded)**

| Nom — Name | Nom — Name |
|------------------------------|------------------------------|
| St-Hyacinthe-le-Confesseur | St-Rose-de-Watford |
| St-Jacques-le-Mineur | St-Sabine, (Missisquoi) |
| St-Jean-Baptiste-de-Rouville | St-Sébastien, (Frontenac) |
| St-Jérôme, Rivière-du-Nord | St-Sébastien, (Iberville) |
| St-Joseph-de-Maskinongé | St-Simon-de-Bonaventure |
| St-Joseph-de-Soulanges | St-Télesphore, (Soulanges) |
| St-Judes-de-St-Ours | St-Théodoric-Calixa-Lavallée |
| St-Justin | St-Thomas-d'Aquin |
| St-Justine-de-Newton | St-Ursule |
| St-Lazare | St-Valérien-de-Milton |
| St-Marguerite-de-Joliette | St-Vallier |
| St-Marie-de-la-Beauce | St-Victoire |
| St-Marthe | Varennes |
| St-Mathias | Vaudreuil |
| St-Odilon-de-Cranbourne | Verchères |
| St-Philémon | Wotton (Township) |
| St-Pierre-du-Lac | |
| St-Polycarpe | |
| St-Trospier | |

**TABLE XII — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS
ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958**

**TABLE XII — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED
AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958**

| Nom — Name | Nom — Name |
|---|---------------------------------|
| Belœil | St-Anne-d'Yamachiche |
| Berthier (en bas) | St-Antoine de la Baie du Febvre |
| Boucherville | St-Augustin (Deux-Montagnes) |
| Cap St-Ignace | St-Barbe |
| Charlesbourg | St-Barthélemi |
| Château-Richer | St-Basile |
| Chicoutimi | St-Benoît-Labre |
| Compton | St-Bernard, (Dorchester) |
| Granby | St-Bernard-de-Beauchastel |
| Kingsey | St-Blaise |
| Lacadie | St-Brigitte-des-Saults |
| L'Annonciation | St-Bruno, (Chambly) |
| La Présentation | St-Bruno (Lac St-Jean) |
| L'Assomption | St-Camille-de-Cookshire |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | St-Camille-de-Wolfe |
| L'Épiphanie | St-Cécile-de-Matham |
| Lew | St-Cécile-du-Bic |
| Notre-Dame-de-Bon-Secours (L'Islet) | St-Césaire |
| Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette | St-Charles, (St-Hyacinthe) |
| Notre-Dame-d'Hébertville | St-Clément-de-Beauharnois |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel, (Champlain) | St-Clet |
| Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement de Ferme-Neuve | St-Cœur-de-Marie |
| Roxton | St-Côme-de-Kennebec |
| Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce) | St-Constant |
| Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay) | St-Croix, (Lac St-Jean-Est) |
| St-Agapit-de-Beaurivage | St-Croix (Lotbinière) |
| St-Aimé | St-Cuthbert |
| St-Alban | St-Cyprien-de-Léry |
| St-Alexandre (Kamouraska) | St-Cyrille-de-Normandin |
| St-Alexis-de-Matapédia | St-Damas |
| St-Alexis-de-Montcalm | St-David (Yamaska) |
| St-Ambroise-de-Kildare | St-David-d'Escourt |
| St-André-Avellin | St-Denis |
| Sainte-Ange | St-Dominique-de-Bagot |
| St-Anne-de-Danville | St-Dominique-de-Jonquière |
| St-Anne-de-la-Pérade | St-Edmond-de-Couticook |
| St-Anne-de-la-Pocatière | St-Edouard-de-Napierville |
| St-Anne-des-Plaines | St-Élisabeth |
| St-Anne-de-La-Rochelle | St-Éléazar |
| | St-Ephrem-de-Tring |
| | St-Ephrem-d'Upton |
| | St-Féprit |
| | St-Étienne, (Beauharnois) |

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS
ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1958 (suite)

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED
AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1958 (continued)

| Nom — Name | Nom — Name |
|----------------------------------|----------------------------------|
| St-Etienne-de-la-Malbaie | St-Marc, (Verchères) |
| St-Eugène-de-Grantham | St-Marc-des-Carrières |
| St-Eugène-de-L'Islet | St-Marie-de-Monnoir |
| St-Famille-du-Cap-Santé | St-Marie-de-Sayabec |
| St-Félicien | St-Marie-Madeleine |
| St-Félix-de-Valois | St-Marie-Salomé |
| St-François, (Beauce) | St-Martin |
| St-François-de-Sales, (Portneuf) | St-Martine |
| St-François-du-Lac | St-Maurice |
| St-Frédéric-de-Beauce | St-Méthode-d'Adetock |
| St-Gabriel-de-Brandon | St-Michel, (Bellechasse) |
| St-Geneviève, (Jacques-Cartier) | St-Michel-Archange |
| St-Geneviève-de-Berthier | St-Michel-d'Yamaska |
| St-Georges-de-Beauce | St-Monique |
| St-Georges-de-Clarenceville | St-Narcisse |
| St-Georges-de-Henryville | St-Nassaire-d'Acton |
| St-Georges-de-Windsor | St-Nérée |
| St-Gervais | St-Nicolas |
| St-Guillaume d'Upton | St-Octave-de-Métis |
| St-Hélène-de-Bagot | St-Ours |
| St-Henri-de-Lévis | St-Pamphile |
| St-Henri-de-Mascouche | St-Patrice-de-Beaurivage |
| St-Hermas | St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup |
| St-Herménégilde | St-Patrice-de-Sherrington |
| St-Hilaire, (Rouville) | St-Paul-de-Senneterre |
| St-Hilarion | St-Philippe-de-Laprairie |
| St-Honoré-de-Shenley | St-Philomène |
| St-Hubert | St-Pie |
| St-Hughes | St-Pierre-Baptiste |
| St-Hyacinthe | St-Pierre-de-Broughton |
| St-Ignace-du-Côteau-du-Lac | St-Pierre-de-Durham |
| St-Isidore, (Dorchester) | St-Pierre-de-la-Patrie |
| St-Isidore, (d'Auckland) | St-Pierre-Isle-d'Orléans |
| St-Isidore-de-Laprairie | St-Pierre-les-Becquets |
| St-Jacques-de-l'Achigan | St-Raphaël |
| St-Jacques-de-Leeds | St-Raymond |
| St-Jacques-de-Parissville | St-Rémi |
| St-Jacques-le-Majeur | St-Robert |
| St-Janvier | St-Roch-de-l'Achigan |
| St-Jean, (Comté de St-Jean) | St-Roch-des-Aulnaies |
| St-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte | St-Roch-d'Orford |
| St-Jean-Baptiste-de-Nicolet | St-Rosalie |
| St-Jean-Christophe | St-Rose, (Laval) |
| St-Jean-de-Wicham | St-Rose-du-déglé |
| St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso | St-Samuel |
| St-Jeanne-de-Neuville | St-Scholastique |
| St-Jean-Port-Joli | St-Séverin |
| St-Jérôme, (Lac St-Jean-Est) | St-Simon |
| St-Jérôme-de-Matane | St-Stanislas (Champlain) |
| St-Jérusalem d'Argenteuil | St-Stanislas-de-Kostka |
| St-Joseph-de-Beauce | St-Sylvestre |
| St-Joseph-de-Godmanchester | St-Thède |
| St-Joseph-de-Lanoraie | St-Théodore-d'Acton |
| St-Julie | St-Théophile-d'Ély |
| St-Julien-de-Wolfestown | St-Thérèse-de-Blainville |
| St-Julienne | St-Thomase-de-Montmagay |
| St-Justine, (Dorchester) | St-Thuribe |
| St-Lambert | St-Tite |
| St-Léon-de-Standon | St-Ubald |
| St-Liboire | St-Urbain-Premier |
| St-Lin-des-Laurentides | St-Valentin |
| St-Louis, (Lévis) | St-Victor-de-Tring |
| St-Louis-de-Chambord | St-Zacharie |
| St-Louis-de-Gonzague | St-Zéphirin-de-Courval |
| St-Louis-de-l'Île-aux-Coudres | St-Zotique |
| St-Louis-de-Lotbinière | Shawville |
| St-Luc-de-Champlain | Splauding & Ditchfield |
| St-Luc-de-St-Jean | Stoke |
| St-Luce-de-Diaraéli | Très Saint-Cœur-de-Marie |
| St-Lucie-d'Albanel | Weedon |
| St-Madeleine-de-Rigaud | Windsor |
| St-Magloire | |
| St-Malachie, (Dorchester) | |
| St-Malachie-d'Ormstown | |

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941), le 1er juillet 1958.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48388-0

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941), the 1st of July 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48388-0

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" tenue le 10 juillet 1958, il a été résolu que la compagnie cesse de faire affaires;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire-trésorier le 2 août 1958, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait aucun passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" sont annulés à compter du 10 juillet 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48351-33-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Whereas at a special general meeting of the members of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" held on the 10th of July 1958, it has been resolved that the company cease to do business;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary-treasurer on the 2nd of August 1958, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély" are cancelled as from the 10th of July 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 6th of August 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48351-33-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord", comté de Wolfe, a cessé de faire affaires;

Attendu qu'un règlement portant le numéro 246 a été adopté par le conseil municipal de cette municipalité le 3 septembre 1957, au fins d'annuler le règlement de formation de cette compagnie;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord" sont annulés à compter du 11 août 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48351-33-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord", county of Wolfe, has ceased to do business;

Whereas a by-law bearing number 246 has been adopted by the municipal council of this municipality on the 3rd of September 1957, in order that the by-law of incorporation of this company might be cancelled;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité du Canton de Ham-Nord" are cancelled as from the 11th of August, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48351-33-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford", comté de Compton, a cessé de faire affaires;

Attendu qu'un règlement a été adopté par le conseil municipal de cette municipalité le 12 décembre 1957, aux fins d'annuler le règlement de formation de cette compagnie;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford" sont annulés à compter du 12 août 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48351-33-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford", county of Compton, has ceased to do business;

Whereas a by-law has been adopted by the municipal council of this municipality on the 12th of December 1957, in order that the by-law of incorporation of this company might be cancelled;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Venant-de-Hereford" are cancelled as from the 12th of August 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48351-33-2-o

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Jefferson Insurance Company of New York", dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, a respectivement réassuré tous ses contrats en vigueur dans la province de Québec auprès de "Springfield Fire and Marine Insurance Company", dont le siège social est situé à Springfield, Massachusetts, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 13 août 1958, et confié le règlement de tous ses sinistres en cours à "Adriatic Insurance Company", dont le siège social est situé à Milan, Italie, en vertu d'un contrat d'administration intervenu le 5 août 1958;

Attendu que "Jefferson Insurance Company of New York" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "Jefferson Insurance Company of New York" est annulé à compter du 20 août 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 20 août 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,

48433-34-2-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "Jefferson Insurance Company of New York", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, has respectively reinsured all its contracts in force in the Province of Quebec with "Springfield Fire and Marine Insurance Company", whose head office is situate in Springfield, Massachusetts, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies the 13th of August 1958, and transferred the settlement of all its outstanding claims to "Adriatic Insurance Company", whose head office is situate in Milan, Italy, according to a management agreement entered into the 5th of August 1958;

Whereas "Jefferson Insurance Company of New York" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of "Jefferson Insurance Company of New York" is cancelled as from the 20th of August, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 20th of August, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,

48433-34-2-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 24 juillet 1958.

M. Louis Sideleau, de Coaticook: régistrateur de la division d'enregistrement de Coaticook et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Stanstead, à Coaticook.
48387-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, July 24, 1958.

Mr. Louis Sideleau, of Coaticook: Registrar of the Registry Division of Coaticook and Clerk of the Magistrate's Court of the electoral district of Stanstead, at Coaticook.
48387

Sièges sociaux

UNITED ADJUSTMENT BUREAU LTD.

Avis est donné que la compagnie "United Adjustment Bureau Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 avril 1958 et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1215 Place Gilles Hockuart.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ème jour de mai 1958.

48392-o La Secrétaire-trésorière,
DENISE CORRIVEAU.

Canada—Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de: ALPHA LAURENTIAN INVESTMENT CORPORATION

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Alpha Laurentian Investment Corpora-

Head Offices

UNITED ADJUSTMENT BUREAU LTD.

Notice is hereby given that "United Adjustment Bureau Ltd." incorporated by letters patent under the date of April 8th, 1958, and having its head office in the city of Montreal, has established its principal office in the said city at 1215 Place Gilles Hockuart.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1958.

DENISE CORRIVEAU,
Secretary-Treasurer.

Canada—Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of: ALPHA LAURENTIAN INVESTMENT CORPORATION.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Alpha Laurentian Investment Corporation", incorporated under

tion", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25e jour de juin 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 733 rue William, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 14e jour de juillet 1958.

(Sceau)
48401

Le Secrétaire-trésorier,
HEDI C. FUERST.

Avis du changement d'adresse du bureau principal de la compagnie

"STANDARD HOME APPLIANCES LTD"

Avis est donné que la compagnie "Standard Home Appliances Ltd" constituée en corporation par lettres patentes en date du 10ième jour du mois d'octobre 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où il avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 6766 avenue Papineau l'a transporté au N° 9500 du Boulevard St-Laurent en les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce 12ième jour du mois d'août 1958.

(Sceau)
48402-o

Le Secrétaire,
GAËTAN CHABOT.

(P.G. 43831-53)

PARAGON CONSTRUCTION CO. LTD.
PARAGON CONSTRUCTION CIE LTÉE

Changement du siège social

Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu que la principale place d'affaires de la compagnie soit et elle est, par les présentes, transportée de 511 rue Main, Lachute, Québec, à 11465 Laforest, Montréal 12, Québec.

Montréal, 28 juillet 1958.

Vraie copie certifiée.

48426

Le Secrétaire,
MARGARET ASSALY.

(P.G. 13806-56)

LA CIE DE PUBLICATION GAMMA

Règlement N° 1

amendé pour changer le siège social de la compagnie de Montréal à Pont-Viau.

Bureau principal

1° Le bureau principal de la compagnie sera situé à 250 rue Forget, à Pont-Viau, dans la province de Québec. La Compagnie pourra établir des bureaux subsidiaires à tels endroits qui pourront être déterminés de temps à autre par les directeurs.

Certificat

Je, soussignée, Pauline St-Aubin, domiciliée et résidant au N° 5792, 2e avenue, Rosemont, district de Montréal, présidente de la compagnie ci-haut mentionnée, certifie que le présent règlement a été régulièrement adopté par les directeurs

the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 25th day of June, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 733 William Street, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 14th day of July, 1958.

(Seal)
48401-o

HEDI C. FUERST,
Secretary-Treasurer.

Notice of change of address of the head office of the company

"STANDARD HOME APPLIANCES LTD"

Notice is hereby given that the company "Standard Home Appliances Ltd" incorporated by letters patent dated the 10th day of the month of October, 1957 and having its head office in the city of Montreal, its head office being situated up to the present date at No. 6766 Papineau Avenue, has transferred it to No. 9500 St-Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal this 12th day of the month of August, 1958.

(Seal)
48402

GAËTAN CHABOT,
Secretary.

(A.G. 43831-53)

PARAGON CONSTRUCTION CO. LTD.
PARAGON CONSTRUCTION CIE LTÉE

Change of Head Office

Upon motion duly made, seconded, and unanimously carried, it was resolved that the chief place of business of the company be and the same is hereby changed from 511 Main Street, Lachute, Québec, to 11465 Laforest, Montreal 12, Québec.

Montreal, July 28th, 1958.

Certified true copy.

48426-o

MARGARET ASSALY,
Secretary.

(A.G. 13806-56)

LA CIE DE PUBLICATION GAMMA

By-Law No. 1

amended in order to move the head office of the Company from Montreal to Pont-Viau.

Head office

1. The head office of the Company shall be located at 250 Forget Street, at Pont-Viau, in the Province of Quebec. The Company may establish additional offices at such places as may be determined, from time to time, by the Directors.

Certificate

I, the under signed, Pauline St-Aubin, domiciled and residing at No. 5792, 2nd Avenue, Rosemont, district of Montreal, president of the Company mentioned hereinabove, certify that the present by-law has been duly adopted by the

à une assemblée du bureau de direction tenue le 25 juillet 1958, et qu'il a été dûment approuvé le 25 juillet 1958, à l'unanimité, par tous les actionnaires détenant toutes les actions souscrites du capital autorisé de la compagnie.

Et j'ai signé à Montréal, ce 25 juillet 1958.

48428-o

PAULINE ST-AUBIN.

directors at a meeting of the Board of Directors held July 25, 1958, and that it has been duly confirmed on July 25, 1958 by a unanimous vote of all the shareholders holding all the subscribed shares of the Company's authorized capital.

And I have signed at Montreal, this July 25, 1958.

48428

PAULINE ST-AUBIN.

AVIS DE CHANGEMENT DE S'ÈGE SOCIAL

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

Avis est donné, par les présentes, que le Lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté N° 824, en date du 14 août 1958, a changé le siège social de "La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company", de la cité de Montréal à la ville de Québec, à compter du 14 août 1958, en conformité des dispositions de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec.

Donné en la ville de Montréal, au siège social de la compagnie, le 15 août, 1958.

(Seau).

48427-o

Le Secrétaire,
DELPHIS ROY.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in council, by the order No. 824, dated the 14th of August, 1958, has changed the head office of "The Zenith General Insurance Company — La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales" from the city of Montreal, to the city of Quebec, as from the 14th of August, 1958, in accordance with the provisions of section 93 of the Quebec Insurance Act.

Given in the city of Montreal, at the head office of the company, the 15th of August, 1958.

(Seal).

48427-o

DELPHIS ROY,
Secretary.

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Aspirants à l'étude de l'agronomie — Candidates to the study of Agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

| Noms et prénoms Names and surnames | Domicile Residence | Age | Institutions |
|---------------------------------------|--|-----|---|
| Alarie, Violette | Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska. | 18 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Alary, Jean-Guy | Luskville, comté de Gatineau | 25 | Collège Ste-Marie. |
| Apedaile, Léonard Petry | Isle Maligne, P. Q. | 19 | Quebec High School. |
| Bayard, Florent | Marieville, R. R. 1, comté de Rouville. | 24 | Séminaire de St-Jean d'Iberville. |
| Bédard, Henri-Louis | Ste-Justine, comté de Dorchester | 20 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Bélair, Yvon | St-Joseph du Lac, comté des Deux-Montagnes. | 21 | Séminaire de Ste-Thérèse. |
| Bélanger, Jean-Marc | St-Vallier, comté de Bellechasse | 23 | Séminaire de Québec. |
| Bellin, Émile | 4759 Victoria Ave, Montréal | 21 | West Hill & Sir George Williams High School. |
| Belisle, Gilbert | Amqui, comté de Matapédia | 19 | Institut Agricole d'Oka. |
| Bernard, Louis-André | 267, rue St-Antoine Nord, Granby | 18 | Granby High School. |
| Bhéret, Jacques | 7924, rue Henri-Julien, Montréal | 23 | Institut Agricole d'Oka. |
| Blouin, Raoul | R. R. 2, Lac Mégantic, comté de Frontenac. | 21 | Grand Séminaire des SS. Apôtres de Sherbrooke. |
| Boutin, Luc | 730, rue St-Pierre, Québec | 17 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Brisson, Jules | 30, Bergeronne, Saguenay | 19 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Cayne, Ronald | 4655 Grosvenor Ave, Montréal | 17 | Northmount High School. |
| Couture, Gilles | Lauzon, comté de Lévis | 21 | Collège de Lévis. |
| Devaux, Alain Louis | 9870 DeLaroche St., Montréal | 21 | The Abbey School, Mt. St. Benedict, Trinidad. |
| Dubuc, Yvon | Ste-Martine, comté de Château-guay. | 20 | Collège Beauharnois. |
| Dutton, Lawrence | 650, 17th Avenue, Lachine, Montréal | 16 | Montreal West High School. |
| Gendron, Guy | Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska. | 24 | Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Giasson, Robert | 10594, Boul. St-Michel, Montréal | 20 | École Supérieure Louis-Hébert. |
| Guilbault, Jean | 4702, Coolbrook, Montréal | 18 | Collège Mont-St-Louis. |
| Jobin, Luc | Buckingham, comté de Papineau | 23 | Institut Agricole d'Oka. |
| Joyal, Robert | 1625, William-David, Montréal | 18 | Ecole Secondaire Chomedey-de-Maisonnette. |
| Lacoursière, Jacques | Authier, comté d'Abitibi | 20 | Collège de Rouyn. |
| Laliberté, Fernand | St-Irénée, comté de Charlevoix | 18 | Ecole Supérieure La Malbaie. |
| Lavigne, Pierre | 1429, rue Davidson, Montréal | 22 | Collège Ste-Marie. |
| LeBlanc, Hugues | 6691, 25ième Ave, Rosemont, Montréal | 19 | Ecole Secondaire Chomedey-de-Maisonnette. |
| Lessard, Paul-Eusèbe | St-Frédéric, comté de Beauce | 22 | Collège de Lévis. |
| Létourneau, Marcel | St-Roch-des-Aulnaies, L'Islet | 28 | Université Laval. |
| Lussier, Gaétan | Marieville, comté de Rouville | 17 | Collège Mont-St-Louis de Montréal. |

| Noms et prénoms Names and surnames | Domicile Residence | Age | Institutions |
|---------------------------------------|--|-----|---|
| Meunier, Jean | 5738, rue Waverly, Montréal | 20 | Collège Ste-Marie. |
| Morissette, Jacques | Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska. | 20 | Académie Sacré-Cœur de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Pâquet, Jean-Marc | Amqui, comté de Matapédia | 19 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Parent, Marc | Authier, comté d'Abitibi | 21 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Pelletier, Henri | St-Louis du Hà ! Hà !, comté de Témiscouata. | 23 | Institut Agricole d'Oka. |
| Réverseau, Jean-Marie | 2901, Boul. Gouin est, Montréal | 24 | Collège St-Julien, Angers, France. |
| Rolland, Jacques | 67A, St-Charles Ouest, Longueuil | 19 | Institut Agricole d'Oka. |
| Rompé, Marc | Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain. | 21 | Séminaire de Québec. |
| Routhier, Roger | 3333 Chemin Ste-Foy, Québec | 17 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Roux, Gilles | St-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet. | 18 | Académie De-La-Salle de Trois-Rivières. |
| Sabourin, Jean-Paul | 18 Marengère, Pte Gatineau | 22 | École d'Agriculture Ste-Martine. |
| Sauvé, Paul | St-Timothée, comté de Beauharnois. | 18 | École Secondaire de Beauharnois. |
| Soucy, Roland | St-Basile, comté de Madawaska | 22 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Tartier, Félix J. | St-Jérôme, comté de Terrebonne | 17 | École Secondaire de St-Jérôme. |
| Théberge, Gaétan | St-Georges, comté de Beauce | 22 | Noviciat Marianiste de Lévis. |
| Thériault, Jacques | 49, rue Verret, Loretteville | 19 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Thiffault, Léo-Paul | Hérouxville, Trois-Rivières | 19 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Toupin, Jean-Lévis | 943, Ste-Marthe, Cap-de-la-Madeleine. | 18 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Vincent, Errol | 3220, avenue Maplewood, app. 2, Montréal. | 22 | École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. |
| Vinet, Guy | 2634, rue Bourbonnière, Montréal. | 18 | École Secondaire Chomedey-de-Maisonnette. |

Montréal 1, le 19 août 1958 — Montreal 1, August 19, 1958.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.
48434-34-2-o RENÉ MONETTE.

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-ANNE-DES-PLAINES N° 1
(Comté de Terrebonne)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-ANNE-DES-PLAINES No. 1
(County of Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Origène Duclos, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 9 septembre 1958, pour l'achat de \$180,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-des-Plaines N° 1, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Origène Duclos, Secretary-Treasurer, Ste-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne, until 8.00 p.m. Tuesday, September 9, 1958, for the purchase of an issue of \$180,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Ste-Anne-des-Plaines, No. 1, county of Terrebonne, dated August 1, 1958 and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 9 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une école de garçons.

Loan resolution dated June 9, 1958, as amended — construction of a boys' school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$180,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|---------------|--------------|
| 1er août 1959 | x\$33,000.00 |
| 1er août 1960 | x 34,500.00 |
| 1er août 1961 | x 36,000.00 |
| 1er août 1962 | 3,000.00 |

Table of redemption — \$180,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|------------------|--------------|
| August 1st, 1959 | x\$33,000.00 |
| August 1st, 1960 | x 34,500.00 |
| August 1st, 1961 | x 36,000.00 |
| August 1st, 1962 | 3,000.00 |

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|----------|
| 1er août 1963..... | 3,000.00 | August 1st, 1963..... | 3,000.00 |
| 1er août 1964..... | 3,000.00 | August 1st, 1964..... | 3,000.00 |
| 1er août 1965..... | 3,500.00 | August 1st, 1965..... | 3,500.00 |
| 1er août 1966..... | 3,500.00 | August 1st, 1966..... | 3,500.00 |
| 1er août 1967..... | 4,000.00 | August 1st, 1967..... | 4,000.00 |
| 1er août 1968..... | 4,000.00 | August 1st, 1968..... | 4,000.00 |
| 1er août 1969..... | 4,000.00 | August 1st, 1969..... | 4,000.00 |
| 1er août 1970..... | 4,500.00 | August 1st, 1970..... | 4,500.00 |
| 1er août 1971..... | 4,500.00 | August 1st, 1971..... | 4,500.00 |
| 1er août 1972..... | 5,000.00 | August 1st, 1972..... | 5,000.00 |
| 1er août 1973..... | 5,000.00 | August 1st, 1973..... | 5,000.00 |
| 1er août 1974..... | 5,500.00 | August 1st, 1974..... | 5,500.00 |
| 1er août 1975..... | 5,500.00 | August 1st, 1975..... | 5,500.00 |
| 1er août 1976..... | 6,000.00 | August 1st, 1976..... | 6,000.00 |
| 1er août 1977..... | 6,000.00 | August 1st, 1977..... | 6,000.00 |
| 1er août 1978..... | 6,500.00 | August 1st, 1978..... | 6,500.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$103,575.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$34,525.00 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle du collège, école Christ-Roi, Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Plaines, (Comté de Terrebonne), ce 18 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ORIGÈNE DUCLOS.

Ste-Anne-des-Plaines,
(Terrebonne), P.Q.

Téléphone :

Maison privée: TALbot 3-7825;
Bureau: TALbot 3-3701. 48403-0

Province de Québec

CANTON DE STOKE
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Rosario Phaneuf, secrétaire-trésorier, Stoke-Centre, comté de Richmond, jusqu'à 8.30 heure du soir, lundi, le 8 septembre 1958, pour

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$103,575.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$34,525.00 each, from 1959 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the College Hall, Christ-Roi School, Ste-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-des-Plaines, (County of Terrebonne), August 18, 1958.

ORIGÈNE DUCLOS,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-des-Plaines,
(Terrebonne), P.Q.

Telephone :

Private house: TALbot 3-7825;
Bureau: TALbot 3-3701. 48403

Province of Quebec

TOWNSHIP OF STOKE
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Rosario Phaneuf, Secretary-Treasurer, Stoke-Centre, county of Richmond, until 8.30 o'clock p.m., Monday, September 8, 1958, for the purchase of an issue

l'achat de \$45,000.00 d'obligations du canton de Stoke, comté de Richmond, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 160 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|-------------|
| 1er août 1959..... | \$ 1,500.00 |
| 1er août 1960..... | 1,500.00 |
| 1er août 1961..... | 1,500.00 |
| 1er août 1962..... | 1,500.00 |
| 1er août 1963..... | 1,500.00 |
| 1er août 1964..... | 1,500.00 |
| 1er août 1965..... | 2,000.00 |
| 1er août 1966..... | 2,000.00 |
| 1er août 1967..... | 2,000.00 |
| 1er août 1968..... | 2,000.00 |
| 1er août 1969..... | 2,000.00 |
| 1er août 1970..... | 2,500.00 |
| 1er août 1971..... | 2,500.00 |
| 1er août 1972..... | 2,500.00 |
| 1er août 1973..... | 2,500.00 |
| 1er août 1974..... | 3,000.00 |
| 1er août 1975..... | 3,000.00 |
| 1er août 1976..... | 3,000.00 |
| 1er août 1977..... | 3,500.00 |
| 1er août 1978..... | 3,500.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 septembre 1958, à 8.30 heures du soir, dans la salle du couvent, Stoke-Centre, comté de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Stoke-Centre, (Comté de Richmond), ce 18 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ROSARIO PHANEUF.

Stoke-Centre, (Richmond), P.Q.,
Téléphone: 2 sonnez 21.

48404-0

of \$45,000.00 of bonds of the township of Stoke, county of Richmond, dated August 1st, 1958 and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% from 1959 to 1968 inclusively, not less than 4½% from 1969 to 1978 inclusively, and not more than 5% from 1959 to 1978 inclusively, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 160 — work on Roads Department.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|-----------------------|-------------|
| August 1st, 1959..... | \$ 1,500.00 |
| August 1st, 1960..... | 1,500.00 |
| August 1st, 1961..... | 1,500.00 |
| August 1st, 1962..... | 1,500.00 |
| August 1st, 1963..... | 1,500.00 |
| August 1st, 1964..... | 1,500.00 |
| August 1st, 1965..... | 2,000.00 |
| August 1st, 1966..... | 2,000.00 |
| August 1st, 1967..... | 2,000.00 |
| August 1st, 1968..... | 2,000.00 |
| August 1st, 1969..... | 2,000.00 |
| August 1st, 1970..... | 2,500.00 |
| August 1st, 1971..... | 2,500.00 |
| August 1st, 1972..... | 2,500.00 |
| August 1st, 1973..... | 2,500.00 |
| August 1st, 1974..... | 3,000.00 |
| August 1st, 1975..... | 3,000.00 |
| August 1st, 1976..... | 3,000.00 |
| August 1st, 1977..... | 3,500.00 |
| August 1st, 1978..... | 3,500.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 8, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at the Convent Hall, Stoke-Centre, county of Richmond.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Stoke-Centre, (County of Richmond), August 18, 1958.

ROSARIO PHANEUF,
Secretary-Treasurer.

Stoke-Centre, (Richmond), P.Q.,
Telephone: 2 ring 21.

48404

Province de Québec

VILLE DE LOUISEVILLE
(Comté de Maskinongé)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Me Rémi Paul, greffier, Hôtel de Ville, 4, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 8 septembre 1958, pour l'achat de \$700,000.00 d'obligations de la ville de Louiseville, comté de Maskinongé, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968, inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 266 — construction d'une usine de filtration et d'une station de pompage, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$700,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|------------------|-------------|
| 1er octobre 1959 | \$11,000.00 |
| 1er octobre 1960 | 11,000.00 |
| 1er octobre 1961 | 12,000.00 |
| 1er octobre 1962 | 12,000.00 |
| 1er octobre 1963 | 13,000.00 |
| 1er octobre 1964 | 13,000.00 |
| 1er octobre 1965 | 14,000.00 |
| 1er octobre 1966 | 15,000.00 |
| 1er octobre 1967 | 16,000.00 |
| 1er octobre 1968 | 16,000.00 |
| 1er octobre 1969 | 17,000.00 |
| 1er octobre 1970 | 18,000.00 |
| 1er octobre 1971 | 19,000.00 |
| 1er octobre 1972 | 20,000.00 |
| 1er octobre 1973 | 21,000.00 |
| 1er octobre 1974 | 22,000.00 |
| 1er octobre 1975 | 23,000.00 |
| 1er octobre 1976 | 24,000.00 |
| 1er octobre 1977 | 25,000.00 |
| 1er octobre 1978 | 378,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Louiseville, comté de Maskinongé.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt;

Province of Quebec

TOWN OF LOUISEVILLE
(County of Maskinongé)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Rémi Paul, town clerk, 4 St-Marc Street, Louiseville, county of Maskinongé, until 8.00 p.m., Monday, September 8, 1958, for the purchase of an issue of \$700,000.00 of bonds of the town of Louiseville, county of Maskinongé, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% from 1959 to 1968 inclusively, not inferior to 4½% from 1969 to 1978 inclusively, and not more than 5% from 1959 to 1978 inclusively, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law: No. 266 — construction of a filtration plant and of a fire-station, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$700,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|-------------------|-------------|
| October 1st, 1959 | \$11,000.00 |
| October 1st, 1960 | 11,000.00 |
| October 1st, 1961 | 12,000.00 |
| October 1st, 1962 | 12,000.00 |
| October 1st, 1963 | 13,000.00 |
| October 1st, 1964 | 13,000.00 |
| October 1st, 1965 | 14,000.00 |
| October 1st, 1966 | 15,000.00 |
| October 1st, 1967 | 16,000.00 |
| October 1st, 1968 | 16,000.00 |
| October 1st, 1969 | 17,000.00 |
| October 1st, 1970 | 18,000.00 |
| October 1st, 1971 | 19,000.00 |
| October 1st, 1972 | 20,000.00 |
| October 1st, 1973 | 21,000.00 |
| October 1st, 1974 | 22,000.00 |
| October 1st, 1975 | 23,000.00 |
| October 1st, 1976 | 24,000.00 |
| October 1st, 1977 | 25,000.00 |
| October 1st, 1978 | 378,000.00 |

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds, or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Louiseville, county of Maskinongé.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before October 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, and not before October 1st, 1966, inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds and not before October 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in

cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 4 rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Louiseville, (Comté de Maskinongé), ce 13 août 1958.

Le Greffier,
Me REMI PAUL.

Adresse postale: C.P. 238,
Hôtel de Ville, 4 rue St-Marc,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.
Téléphone: C.A.P.I.T.A.L. 8-2775. 48405-0

Province de Québec

VILLE DE HAUTERIVE
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gilbertt Moffatt, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Hauterive, comté de Saguenay, jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 10 septembre 1958, pour l'achat de \$475,000.00 d'obligations de la ville de Hauterive, comté de Saguenay, datées du 1er juillet 1958 et remboursables par séries du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 32 — construction d'un réservoir d'eau, d'un hôtel de ville, d'un poste de pompiers, travaux d'aqueduc et d'égouts, de pavages, achat d'équipement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$475,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-----------------------|-------------|
| 1er juillet 1959..... | \$15,000.00 |
| 1er juillet 1960..... | 16,000.00 |
| 1er juillet 1961..... | 18,000.00 |
| 1er juillet 1962..... | 19,000.00 |
| 1er juillet 1963..... | 20,000.00 |
| 1er juillet 1964..... | 21,000.00 |
| 1er juillet 1965..... | 21,000.00 |
| 1er juillet 1966..... | 22,000.00 |
| 1er juillet 1967..... | 22,000.00 |
| 1er juillet 1968..... | 23,000.00 |
| 1er juillet 1969..... | 24,000.00 |
| 1er juillet 1970..... | 25,000.00 |
| 1er juillet 1971..... | 26,000.00 |
| 1er juillet 1972..... | 26,000.00 |
| 1er juillet 1973..... | 27,000.00 |
| 1er juillet 1974..... | 28,000.00 |
| 1er juillet 1975..... | 28,000.00 |
| 1er juillet 1976..... | 29,000.00 |
| 1er juillet 1977..... | 30,000.00 |
| 1er juillet 1978..... | 35,000.00 |

case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 8, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 4 St-Marc St., Louiseville, county of Maskinongé.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Louiseville, (County of Maskinongé), August 13, 1958.

Me REMI PAUL,
Town Clerk.

Postal address: P.O.B., 238,
Town Hall, 4 St-Marc Street,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.,
Telephone: C.A.P.I.T.A.L. 8-2775. 48405

Province of Quebec

TOWN OF HAUTERIVE
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilbertt Moffatt, Secretary-Treasurer, Town Hall, Hauterive, county of Saguenay, until 7.30 o'clock p.m. Wednesday, September 10, 1958, for the purchase of an issue of \$475,000.00 of bonds of the town of Hauterive, county of Saguenay, dated July 1st, 1958 and redeemable serially from July 1st, 1959 to July 1st, 1978, inclusively, with interest at a rate not less than 4% from 1959 to 1968 inclusively, not less than 4½% from 1969 to 1978 inclusively, and not more than 5% from 1959 to 1978 inclusively, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution No. 32 — construction of a water reservoir, a town hall, a fire station, work on aquaduct and sewers, paving purchase of equipment, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be charged as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$475,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|---------------------|-------------|
| July 1st, 1959..... | \$15,000.00 |
| July 1st, 1960..... | 16,000.00 |
| July 1st, 1961..... | 18,000.00 |
| July 1st, 1962..... | 19,000.00 |
| July 1st, 1963..... | 20,000.00 |
| July 1st, 1964..... | 21,000.00 |
| July 1st, 1965..... | 21,000.00 |
| July 1st, 1966..... | 22,000.00 |
| July 1st, 1967..... | 22,000.00 |
| July 1st, 1968..... | 23,000.00 |
| July 1st, 1969..... | 24,000.00 |
| July 1st, 1970..... | 25,000.00 |
| July 1st, 1971..... | 26,000.00 |
| July 1st, 1972..... | 26,000.00 |
| July 1st, 1973..... | 27,000.00 |
| July 1st, 1974..... | 28,000.00 |
| July 1st, 1975..... | 28,000.00 |
| July 1st, 1976..... | 29,000.00 |
| July 1st, 1977..... | 30,000.00 |
| July 1st, 1978..... | 35,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 septembre 1958, à 7.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Hauterive, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive, (Comté de Saguenay), ce 14 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
GILBERT MOFFATT.

Hôtel de Ville.

Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: Bureau: LU-9-2481;
Maison: LU-9-2390.

48406-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ D'ASCOT CORNER
(Comté de Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Jean-Guy Blais, secrétaire-trésorier, Ascot Corner, comté de Sherbrooke, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 8 septembre 1958, pour l'achat de \$89,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Ascot Corner, comté de Sherbrooke, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 juillet 1958 — construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Hauterive, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before July 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, and not prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and not prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, September tenth, 1958, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall, Hauterive, county of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive, (County of Saguenay), August 14, 1958.

GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall.

Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Telephone: Office: LU-9-2481;
House: LU-9-2390.

48406

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ASCOT CORNER
(County of Sherbrooke)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Blais, Secretary-Treasurer, Ascot Corner, county of Sherbrooke, until 8.00 p.m., Monday, September 8, 1958, for the purchase of an issue of \$89,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Ascot Corner, county of Sherbrooke, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on October 1st and April 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 9, 1958 — erection of a school in the village.

For purposes of adjudication only, interest will be charged as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$89,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$89,000.00 — 20 years

| Année | Capital | Year | Capital |
|-----------------------|---------------|------------------------|---------------|
| 1er octobre 1959..... | x \$17,000.00 | October 1st, 1959..... | x \$17,000.00 |
| 1er octobre 1960..... | x 18,000.00 | October 1st, 1960..... | x 18,000.00 |
| 1er octobre 1961..... | x 19,000.00 | October 1st, 1961..... | x 19,000.00 |
| 1er octobre 1962..... | 1,500.00 | October 1st, 1962..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1963..... | 1,500.00 | October 1st, 1963..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1964..... | 1,500.00 | October 1st, 1964..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1965..... | 1,500.00 | October 1st, 1965..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1966..... | 1,500.00 | October 1st, 1966..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1967..... | 1,500.00 | October 1st, 1967..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1968..... | 2,000.00 | October 1st, 1968..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1969..... | 2,000.00 | October 1st, 1969..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1970..... | 2,000.00 | October 1st, 1970..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1971..... | 2,000.00 | October 1st, 1971..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1972..... | 2,000.00 | October 1st, 1972..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1973..... | 2,500.00 | October 1st, 1973..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1974..... | 2,500.00 | October 1st, 1974..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1975..... | 2,500.00 | October 1st, 1975..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1976..... | 2,500.00 | October 1st, 1976..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1977..... | 3,000.00 | October 1st, 1977..... | 3,000.00 |
| 1er octobre 1978..... | 3,000.00 | October 1st, 1978..... | 3,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$55,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$18,334.00 et les deux autres de \$18,333.00 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ascot Corner, comté de Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, à la salle paroissiale, Ascot Corner, comté de Sherbrooke.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ascot Corner, (Comté de Sherbrooke), ce 13 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BLAIS.

Adresse postale: C.P. 35,
Ascot Corner, (Comté de Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: L'Orraine 7-6462. 48407-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-JOACHIM-DE-SHEFFORD
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sou-

The letters "x" indicates the years during which annual payments of a total amount of \$55,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments the first of which is of \$18,334.00 and the other two of \$18,333.00 each, from 1959 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ascot Corner, county of Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemed by anticipation before October 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on September 8, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial hall, Ascot Corner, county of Sherbrooke.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ascot Corner, (County of Sherbrooke), August 13, 1958.

JEAN-GUY BLAIS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 35,
Ascot Corner, (County of Sherbrooke), P.Q.
Telephone: L'Orraine 7-6462. 48407

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-JOACHIM-DE-SHEFFORD
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

missions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Marois, secrétaire-tresorier, St-Joachim, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 10 septembre 1958, pour l'achat de \$169,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Joachim-de-Shefford, comté de Shefford, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 juillet 1958, telle que modifiée — construction d'une école centrale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$169,500.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-------------------------|--------------|
| 1er septembre 1959..... | x\$29,000.00 |
| 1er septembre 1960..... | x 30,500.00 |
| 1er septembre 1961..... | x 32,000.00 |
| 1er septembre 1962..... | x 33,500.00 |
| 1er septembre 1963..... | 2,000.00 |
| 1er septembre 1964..... | 2,000.00 |
| 1er septembre 1965..... | 2,000.00 |
| 1er septembre 1966..... | 2,000.00 |
| 1er septembre 1967..... | 2,500.00 |
| 1er septembre 1968..... | 2,500.00 |
| 1er septembre 1969..... | 2,500.00 |
| 1er septembre 1970..... | 2,500.00 |
| 1er septembre 1971..... | 3,000.00 |
| 1er septembre 1972..... | 3,000.00 |
| 1er septembre 1973..... | 3,000.00 |
| 1er septembre 1974..... | 3,000.00 |
| 1er septembre 1975..... | 3,500.00 |
| 1er septembre 1976..... | 3,500.00 |
| 1er septembre 1977..... | 3,500.00 |
| 1er septembre 1978..... | 4,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$131,760.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$32,940.00 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'Adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera

received by the undersigned Donat Marois, Secretary-Treasurer, St-Joachim, county of Shefford, until 8.00 p.m., Wednesday, September 10, 1958, for the purchase of an issue of \$169,500.00 of bonds of the School Commissioners of the parish of St-Joachim-de-Shefford, county of Shefford, dated September 1st, 1958 and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 3, 1958, as amended — erection of a central school.

For purposes of adjudication only, interest shall be charged as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$169,500.00 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------------|--------------|
| September 1st, 1959..... | x\$29,000.00 |
| September 1st, 1960..... | x 30,500.00 |
| September 1st, 1961..... | x 32,000.00 |
| September 1st, 1962..... | x 33,500.00 |
| September 1st, 1963..... | 2,000.00 |
| September 1st, 1964..... | 2,000.00 |
| September 1st, 1965..... | 2,000.00 |
| September 1st, 1966..... | 2,000.00 |
| September 1st, 1967..... | 2,500.00 |
| September 1st, 1968..... | 2,500.00 |
| September 1st, 1969..... | 2,500.00 |
| September 1st, 1970..... | 2,500.00 |
| September 1st, 1971..... | 3,000.00 |
| September 1st, 1972..... | 3,000.00 |
| September 1st, 1973..... | 3,000.00 |
| September 1st, 1974..... | 3,000.00 |
| September 1st, 1975..... | 3,500.00 |
| September 1st, 1976..... | 3,500.00 |
| September 1st, 1977..... | 3,500.00 |
| September 1st, 1978..... | 4,000.00 |

The letter "x" indicates the years during which annual payments of a total amount of \$131,760.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$32,940.00 each, from 1959 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemed by anticipation before September 1st, 1968, inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held

tenue mercredi, le 10 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, St-Joachim, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joachim, (Comté de Shefford), ce 14 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT MAROIS.

St-Joachim, (Shefford), P.Q.

Téléphone: 544-W-1.

48408-0

on Wednesday, September 10th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Joachim, county of Shefford.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joachim, (County of Shefford), August 14, 1958.

DONAT MAROIS,
Secretary-Treasurer.

St-Joachim, (Shefford), P.Q.

Telephone: 544-W-1.

48408

Province de Québec

CITÉ DE THETFORD MINES

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, Fernand Poiré, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 144 sud, rue Notre-Dame, Thetford Mines, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 9 septembre 1958, pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations de la cité de Thetford Mines, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 538 — travaux d'aqueduc et d'égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$200,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-------------------------|-------------|
| 1er septembre 1959..... | \$10,000.00 |
| 1er septembre 1960..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1961..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1962..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1963..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1964..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1965..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1966..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1967..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1968..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1969..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1970..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1971..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1972..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1973..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1974..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1975..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1976..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1977..... | 10,000.00 |
| 1er septembre 1978..... | 10,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'aux succursales de ladite banque dans la cité de Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212

Province of Quebec

CITY OF THETFORD MINES

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Poiré, Secretary-Treasurer, City Hall, 144 Notre-Dame Street, South, Thetford Mines, until 8.00 p.m. Tuesday, September 9, 1958, for the purchase of an issue of \$200,000.00 of bonds of the city of Thetford Mines, dated September 1st, 1958 and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest not less than 4% from 1959 to 1968 inclusively, not less than 4½% from 1969 to 1978 inclusively, and not more than 5% from 1959 to 1978 inclusively, per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 538 — work on aqueduct and sewers, roads, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$200,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|--------------------------|-------------|
| September 1st, 1959..... | \$10,000.00 |
| September 1st, 1960..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1961..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1962..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1963..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1964..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1965..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1966..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1967..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1968..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1969..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1970..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1971..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1972..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1973..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1974..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1975..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1976..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1977..... | 10,000.00 |
| September 1st, 1978..... | 10,000.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the branches of the said bank in the city of Toronto.

The said bonds will not be redeemed by anticipation before September 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of

des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 144 sud, rue Notre-Dame, Thetford Mines.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines, ce 19 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND POIRÉ.

Adresse postale: C.P. 489,
Hôtel de Ville, 144 sud, rue Notre-Dame,
Thetford Mines, P.Q.
Téléphone: FEderal 5-6135. 48429-0

Province de Québec

PAROISSE DE STE-ROSE DU NORD
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, David Girard, secrétaire-trésorier, Ste-Rose du Nord, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 9 septembre 1958, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Rose du Nord, comté de Chicoutimi, datées du 1er septembre 1958 et remboursables par séries du 1er septembre 1959 au 1er septembre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 27 — construction d'un réseau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$70,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|-------------|
| 1er septembre 1959 | \$ 5,000.00 |
| 1er septembre 1960 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1961 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1962 | 5,500.00 |
| 1er septembre 1963 | 5,500.00 |
| 1er septembre 1964 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1965 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1966 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1967 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1968 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1969 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1970 | 1,000.00 |
| 1er septembre 1971 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1972 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1973 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1974 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1975 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1976 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1977 | 1,500.00 |
| 1er septembre 1978 | 26,500.00 |

Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 144 Notre-Dame Street, South, Thetford Mines.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines, August 19, 1958.

FERNAND POIRÉ,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: P.O.B. 489,
City Hall, 144 Notre-Dame Street, South,
Thetford Mines, P.Q.
Telephone: FEderal 5-6135. 48429

Province of Québec

PARISH OF STE. ROSE DU NORD
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, David Girard, Secretary-Treasurer, Ste. Rose du Nord, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, September 9, 1958, for the purchase of an issue of \$70,000.00 of bonds of the parish of Ste. Rose du Nord, county of Chicoutimi, dated September 1st, 1958 and redeemable serially from September 1st, 1959 to September 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% from 1959 to 1968 inclusive, nor less than 4½% from 1969 to 1978 inclusive, and not over 5% from 1959 to 1978 inclusive, per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 27 — building of a water-works system.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$70,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|---------------------|-------------|
| September 1st, 1959 | \$ 5,000.00 |
| September 1st, 1960 | 5,000.00 |
| September 1st, 1961 | 5,000.00 |
| September 1st, 1962 | 5,500.00 |
| September 1st, 1963 | 5,500.00 |
| September 1st, 1964 | 1,000.00 |
| September 1st, 1965 | 1,000.00 |
| September 1st, 1966 | 1,000.00 |
| September 1st, 1967 | 1,000.00 |
| September 1st, 1968 | 1,000.00 |
| September 1st, 1969 | 1,000.00 |
| September 1st, 1970 | 1,000.00 |
| September 1st, 1971 | 1,500.00 |
| September 1st, 1972 | 1,500.00 |
| September 1st, 1973 | 1,500.00 |
| September 1st, 1974 | 1,500.00 |
| September 1st, 1975 | 1,500.00 |
| September 1st, 1976 | 1,500.00 |
| September 1st, 1977 | 1,500.00 |
| September 1st, 1978 | 26,500.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$25,000.00, accordé par le Département des Travaux publics et payable en cinq versements de \$5,000.00 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle du couvent, Ste-Rose du Nord, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose du Nord, (Comté de Chicoutimi), ce 19 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID GIRARD.

Ste-Rose du Nord, (Chicoutimi), P.Q.,
Téléphone: 127. 48430-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE VILLENEUVE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Grenier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 h. 30 du soir à 1229 Boul. des Chutes, Villeneuve, ou jusqu'à 8.00 heures du soir au couvent Marguerite Bourgeoys, 41 rue Tanguay, Villeneuve, mardi, le 9 septembre 1958, pour l'achat de \$156,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$25,000.00, granted by the Department of Public Works and payable in five instalments of \$5,000.00 each, from 1959 to 1963 inclusive, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1965 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, September 1st, 1966 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds and prior to September 1st, 1968 inclusive, if issued as twenty-year short-term bonds, after which dates, the said bonds may under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., in the Convent Hall, Ste. Rose du Nord, county of Chicoutimi.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Rose du Nord, (County of Chicoutimi), this August 19, 1958.

DAVID GIRARD,
Secretary-Treasurer.

Ste. Rose du Nord, (Chicoutimi), P.Q.,
Telephone: 127. 48430

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VILLENEUVE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Grenier, secretary-Treasurer, until 7.30 p.m., at 1229 des Chutes Blvd., Villeneuve, or until 8.00 p.m. at the Marguerite Bourgeoys Convent, 41 Tanguay St., Villeneuve, Tuesday, September 9, 1958, for the purchase of an issue of \$156,000.00 of bonds of the municipality of Villeneuve, county of Quebec dated August 1st, 1958 and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 21 juin 1958, telle que modifiée — construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$156,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|--------------|
| 1er août 1959..... | x\$22,500.00 |
| 1er août 1960..... | x 23,500.00 |
| 1er août 1961..... | x 25,000.00 |
| 1er août 1962..... | 3,500.00 |
| 1er août 1963..... | 3,500.00 |
| 1er août 1964..... | 3,500.00 |
| 1er août 1965..... | 4,000.00 |
| 1er août 1966..... | 4,000.00 |
| 1er août 1967..... | 4,000.00 |
| 1er août 1968..... | 4,500.00 |
| 1er août 1969..... | 4,500.00 |
| 1er août 1970..... | 5,000.00 |
| 1er août 1971..... | 5,000.00 |
| 1er août 1972..... | 5,500.00 |
| 1er août 1973..... | 5,500.00 |
| 1er août 1974..... | 6,000.00 |
| 1er août 1975..... | 6,000.00 |
| 1er août 1976..... | 6,500.00 |
| 1er août 1977..... | 7,000.00 |
| 1er août 1978..... | 7,000.00 |

Loan resolution dated June 21, 1958, as amended — erection of a boys' school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$156,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|-----------------------|--------------|
| August 1st, 1959..... | x\$22,500.00 |
| August 1st, 1960..... | x 23,500.00 |
| August 1st, 1961..... | x 25,000.00 |
| August 1st, 1962..... | 3,500.00 |
| August 1st, 1963..... | 3,500.00 |
| August 1st, 1964..... | 3,500.00 |
| August 1st, 1965..... | 4,000.00 |
| August 1st, 1966..... | 4,000.00 |
| August 1st, 1967..... | 4,000.00 |
| August 1st, 1968..... | 4,500.00 |
| August 1st, 1969..... | 4,500.00 |
| August 1st, 1970..... | 5,000.00 |
| August 1st, 1971..... | 5,000.00 |
| August 1st, 1972..... | 5,500.00 |
| August 1st, 1973..... | 5,500.00 |
| August 1st, 1974..... | 6,000.00 |
| August 1st, 1975..... | 6,000.00 |
| August 1st, 1976..... | 6,500.00 |
| August 1st, 1977..... | 7,000.00 |
| August 1st, 1978..... | 7,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$68,393.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$22,797.74 et les deux autres de \$22,797.73 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, au couvent Marguerite Bourgeoys, 41 rue Tanguay, Villeneuve, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 19 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD GRENIER.

Adresse postale:
1229, Boul. des Chutes,
Villeneuve, (Québec), P.Q.
Téléphone: MO-3-9675.

48431-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$68,393.20, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, the first of which will be \$22,797.74 and the other two of \$22,797.73 each, from 1959 to 1961 inclusively will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemed by anticipation before August 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Marguerite Bourgeoys Convent, 41 Tanguay Street, Villeneuve, county of Quebec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Quebec), August 19, 1958.

GÉRARD GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
1229, des Chutes Blvd.,
Villeneuve, (Quebec), P.Q.
Telephone: MO-3-9675.

48431

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-MARTINE
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Flavien Bergevin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 du soir à 17 rue St-Pierre, Ste-Martine, ou jusqu'à 8.00 heures du soir à l'édifice du Bureau d'Enregistrement, Ste-Martine, mercredi, le 10 septembre 1958, pour l'achat de \$280,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Martine, comté de Châteauguay, datées du 1er octobre 1958 et remboursables par séries du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 juillet 1958, telle que modifiée — construction et agrandissement d'une école élémentaire de dix-sept classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$280,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-----------------------|--------------|
| 1er octobre 1959..... | x\$36,500.00 |
| 1er octobre 1960..... | x 38,500.00 |
| 1er octobre 1961..... | x 40,000.00 |
| 1er octobre 1962..... | x 42,000.00 |
| 1er octobre 1963..... | 5,000.00 |
| 1er octobre 1964..... | 5,500.00 |
| 1er octobre 1965..... | 5,500.00 |
| 1er octobre 1966..... | 6,000.00 |
| 1er octobre 1967..... | 6,500.00 |
| 1er octobre 1968..... | 6,500.00 |
| 1er octobre 1969..... | 7,000.00 |
| 1er octobre 1970..... | 7,500.00 |
| 1er octobre 1971..... | 7,500.00 |
| 1er octobre 1972..... | 8,000.00 |
| 1er octobre 1973..... | 8,500.00 |
| 1er octobre 1974..... | 9,000.00 |
| 1er octobre 1975..... | 9,500.00 |
| 1er octobre 1976..... | 10,000.00 |
| 1er octobre 1977..... | 10,000.00 |
| 1er octobre 1978..... | 11,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$154,229.60, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$38,557.40 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de la présente émission.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Martine, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refundus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE. MARTINE
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Flavien Bergevin, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 17 St. Peter Street, Ste. Martine, or until 8.00 o'clock p.m., at the Building of the Registry Office, Ste. Martine, Wednesday September 10, 1958, for the purchase of an issue of \$280,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Ste. Martine, county of Châteauguay, dated October 1st, 1958 and redeemable serially from October 1st, 1959 to October 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 3, 1958, as amended — erection of and extension to an elementary school of seventeen class-rooms.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$280,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|------------------------|--------------|
| October 1st, 1959..... | x\$36,500.00 |
| October 1st, 1960..... | x 38,500.00 |
| October 1st, 1961..... | x 40,000.00 |
| October 1st, 1962..... | x 42,000.00 |
| October 1st, 1963..... | 5,000.00 |
| October 1st, 1964..... | 5,500.00 |
| October 1st, 1965..... | 5,500.00 |
| October 1st, 1966..... | 6,000.00 |
| October 1st, 1967..... | 6,500.00 |
| October 1st, 1968..... | 6,500.00 |
| October 1st, 1969..... | 7,000.00 |
| October 1st, 1970..... | 7,500.00 |
| October 1st, 1971..... | 7,500.00 |
| October 1st, 1972..... | 8,000.00 |
| October 1st, 1973..... | 8,500.00 |
| October 1st, 1974..... | 9,000.00 |
| October 1st, 1975..... | 9,500.00 |
| October 1st, 1976..... | 10,000.00 |
| October 1st, 1977..... | 10,000.00 |
| October 1st, 1978..... | 11,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$154,229.60 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$38,557.40 each, from 1959 to 1962 inclusive, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste Martine, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1968 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 septembre 1958, à 8.00 heures du soir, à l'édifice du Bureau d'Enregistrement, Ste-Martine, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Martine, (Comté de Châteauguay), ce 20 août 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
FLAVIEN BERGEVIN.

Adresse postale:

17, rue St-Pierre,
Ste-Martine, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 173. 48432-0

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 10, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the building of the Registry Office, Ste. Martine, county of Châteauguay.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste Martine, (County of Châteauguay), this August 20, 1958.

FLAVIEN BERGEVIN,
Secretary-Treasurer.

P.O. Address:

17, St. Peter Street,
Ste. Martine, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 173. 48432

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 428 419, Antonio Gratton, demandeur, vs Francis Beauchamp et al, défendeurs, et Auguste Dufresne, mi sen cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable Juge François Caron de la Cour Supérieure, le 9 mai 1958, dans une cause dans laquelle Antoine Gratton, agent d'assurance, de Ville St-Martin, district de Montréal, est demandeur, et Francis Beauchamp, de Providence, Rhode-Island, l'un des États-Unis d'Amérique; Alice Laurin, épouse d'Omer Dubois, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Gabrielle Laurin, épouse de Roland Sigouin, de l'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Cécile Laurin, épouse de Maurice Desrochers, de ville Lasalle, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Jacqueline Laurin, épouse de Lucien Desrochers, de ville Lasalle, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Simone Laurin, épouse de Henri Léonard, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Jean Charles Girard, Maurice Girard, Marcel Girard, Jeannine Girard, épouse de Donat Quirion, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la cité et du district de Montréal; Pauline Girard, épouse de René Prieur, de ville de St-Vincent de Paul, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Joseph et Arthur Lahaise, tous deux de ville St-Martin, district de Montréal; Francis Lahaise, de ville St-Vincent, de Paul, district de Montréal; Cécile Lahaise épouse de G.C.C. Timlin, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Lucienne Lahaise, épouse de Joseph Guinois, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et Eva Lahaise, épouse de R. Marleau, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse, sont défendeurs; et Auguste Dufresne, avocat, en sa qualité de registrateur du bureau

Sales by Licitacion

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 428 419, Antonio Gratton, plaintiff, vs Francis Beauchamp et al, defendants, and Auguste Dufresne, mis en cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice François Caron of the Superior Court, on the 9th day of May, 1958, in a case in which Antonio Gratton, Insurance agent, of ville St. Martin, district of Montreal, is plaintiff, and Francis Beauchamp, of Providence, Rhode-Island, one of the United States of America; Alice Laurin, wife of Omer Dubois, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Gabrielle Laurin, wife of Roland Sigouin, of l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Cécile Laurin, wife of Maurice Desrochers, of ville Lasalle, district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Jacqueline Laurin, wife of Lucien Desrochers, of ville Lasalle, district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Simone Laurin, wife of Henri Léonard, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Jean Charles Girard, Maurice Girard, Marcel Girard, Jeannine Girard, wife of Donat Quirion, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, all of the city and district of Montreal; Pauline Girard, wife of René Prieur, of ville de St. Vincent de Paul, district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Joseph and Arthur Lahaise, both of ville St. Martin, district of Montreal; Francis Lahaise, of ville St. Vincent de Paul, district of Montreal; Cécile Lahaise, wife of G.C.C. Timlin, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Lucienne Lahaise, wife of Joseph Guinois, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; and Eva Lahaise, wife of R. Marleau, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, are defendants; and Auguste Dufresne,

d'enregistrement du comté de Laval, est mis en cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la ville de St-Martin, comté de Laval, ayant front sur la rue St-Thomas, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quarante-six (446) au cadastre officiel de la paroisse de St-Martin.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE 1958, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de huit cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 14 août 1958.

Les Procureurs du demandeur,
PIGEON, TOURANGEAU,
MALO & LÉGER.

48415-34-2-o

advocate, in his quality as registrar for the registry office of the county of Laval, is mis en cause, ordering the licitation of the immovable described as follows:

An emplacement situated in the town of St. Martin, county of Laval, fronting on St. Thomas street, known and designated as being lot number four hundred and forty-six (446) on the official cadastre of the parish of St. Martin.

As the whole now subsists with all the rights, members and appurtenances attached to the said immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIFTH OF SEPTEMBER 1958, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of eight hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, August 14th, 1958.

PIGEON, TOURANGEAU,
MALO & LÉGER,
Attorneys for Plaintiff.

48415-34-2-o

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 9798. Dame Agnès Goyette, épouse de Georges Hébert, ce dernier partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse et l'y autorisant de fait, domiciliée à Sabrevois, dans le district d'Iberville, demanderesse; vs Adhemar Goyette *et al*, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 9798. Dame Agnès Goyette, wife of Georges Hébert, the latter being a party to these presents to authorize his said wife in effect, domiciled at Sabrevois, in the district of Iberville, plaintiff; vs Adhemar Goyette *et al*, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 16 mai, 1958, dans une cause dans laquelle dame Agnès Goyette, épouse de Georges Hébert, ce dernier partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse et l'y autorisant de fait, domiciliée à Sabrevois, dans le district d'Iberville, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignées comme suit, savoir:

"Une terre située en la paroisse de St-Athanase, composée de la partie sud du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept et de la totalité du lot numéro cent quatre-vingt-seize des plan et livre de renvois officiels de ladite paroisse de St-Athanase, le tout avec bâtisses y érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-HUIT OCTOBRE, 1958, à ONZE heures de l'avant-midi (11 hres a.m.), Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Saint-Jean, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in St. Johns, in the district of Iberville, on May 16, 1958, in a case in which Dame Agnès Goyette, wife of Georges Hébert, the latter being a party to these presents to authorize his said wife in effect, domiciled at Sabrevois, in the district of Iberville, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

"A farm situated in the parish of St-Athanase, composed of the southern part of lot number one hundred and ninety-seven and of the totality of lot number one hundred and ninety-six on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Athanase, the whole with buildings thereon erected."

The above designated immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on OCTOBER TWENTY-EIGHTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon (11.00 o'clock a.m.) the Court sitting, in the Court Room of the Court House of St. Johns, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw

licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclores du droit de le faire.

Saint-Jean, le 7 août, 1958.

Copie conforme.

Les avocats de la demanderesse,
48416-34-2-o (Signé) CARTIER & CARTIER

to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary at least twelve days before the date set for the adjudication; all opposition to payment shall be the deposited within six days after the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the prescribed limits, they shall be foreclosed from so doing.

St. Johns, August 7, 1958.

True copy.

(Signed) CARTIER & CARTIER.
48416-34-2 Petitioners for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour de Magistrat, { DR. LIONEL PAIE-
à Val d'Or, MENT, médecin-
N° 13,162. } chirurgien, domicilié en la
cité de Rouyn, district de
Rouyn-Noranda, régulièrement inscrit comme
membre du Collège des Médecins-Chirurgiens
de la province de Québec, ayant payé ses cotisations
audit Collège, demandeur; vs FERNAND
NORMANDIN, résidant à 1033 rue Lévis,
à Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot N° 143 de la subdivision du lot originaire N° 61, rang 8, canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Fatima, à Val d'Or, le TROIS SEPTEMBRE 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
J. A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, ce 25 juillet 1958. 48278-31-2lo

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { DAME LILIAN WATT,
N° 2345. } ménagère, de la cité de
Verdun, district de Montréal,
épouse commune en biens de Birger Marinius,
Engerud, de Athelston, R.R.1, comté d'Huntingdon,
district de Beauharnois, demanderesse; vs
BIRGER MARINIUS ENGERUD, d'Athelston,
R.R.1, comté d'Huntingdon, district de
Beauharnois, défendeur.

A savoir:

"Cette ferme située dans le deuxième rang, canton de Hinchinbrooke, comté de Huntingdon, connue comme étant le lot numéro trente-cinq B (35 B), aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, contenant cent huit acres (108) en superficie, plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Joseph d'Huntingdon, district de Beauharnois, le JEUDI, QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ERNEST POIRIER.
ce 23ième jour de juillet 1958. 48277-31-2-o

[Première publication: le 2 août 1958]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Québec — District of Abitibi
Magistrate's Court, { DR. LIONEL PAIE-
at Val d'Or, MENT, physician-
No. 13,162. } surgeon, domiciled in the
city of Rouyn, district of
Rouyn-Noranda, regularly inscribed as member
of the College of Physicians and Surgeons of the
Province of Québec, having paid his dues to the
said College, plaintiff; vs FERNAND NOR-
MANDIN, residing at 1033 Levis St., at Val
d'Or, district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being a part of lot No. 143 of the subdivision of the original lot No. 61, range 8, township Dubuisson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fatima, at Val d'Or, on SEPTEMBER THIRD, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff of Abitibi.

Sheriff's Office,
Amos, July 25, 1958. 48278-31-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { MRS. LILIAN WATT,
No. 2345. } housewife, of the city
of Verdun, district of Mont-
real, wife common as to property of Birger Marinius
Engerud of Athelston, R.R.1, county of
Huntingdon, district of Beauharnois, plaintiff,
vs BIRGER MARINIUS ENGERUD, of
Athelston, R.R.1, county of Huntingdon, district
of Beauharnois, defendant.

To wit:

"That farm situate in the second range, township of Hinchinbrooke, county of Huntingdon, known as lot number thirty-five B (35 B), on the official plan and book of reference of said township, containing one hundred and eight acres (108), more or less in superficies, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Joseph d'Huntingdon, district of Beauharnois, THURSDAY SEPTEMBER FOURTH, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Salaberry de Valleyfield, Sheriff.
July 23, 1958. 48277-31-2

[First insertion: August 2, 1958]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 23,908. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur; vs CHARLES et CHARLES-EUGÈNE
LAROCHE, de Larouche, comté de Chicouti-
mi, défendeurs.

Les lots de terre connus et désignés sous les
numéros cinquante-quatre, cinquante-cinq et
cinquante-six (Nos. 54, 55 et 56) du cadastre
officiel pour le troisième rang de la décharge, can-
ton Kénogami, dans le comté de Chicoutimi, avec
les bâtisses dessus construites, appartenances et
dépendances, sauf à distraire du lot numéro
cinquante-six (N° 56) la partie vendue à Joseph
Arthur Voisine par acte enregistré sous le N°
39,672.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de
l'église paroissiale de St-Gérard de Magella de
Larouche, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME
jour du mois de SEPTEMBRE 1958, à TROIS
heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 18 août 1958. 48412-34-2-0

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { J. D. STEPHENSON, com-
N° 6937. { merçant, domicilié et ré-
sidant à Wright, district de
Hull, demandeur vs CECIL MONETTE, de
Gracefield, district de Hull, défendeur.

"Un immeuble étant le lot 26-16, rang 5, dans
le canton de Wright, avec bâtisses dessus érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
La Visitation, à Gracefield, le CINQUIÈME
jour de SEPTEMBRE 1958, à TROIS
heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 28 juillet, 1958. 48300-31-2-0

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { ARMAND SYLVESTRE
N° 13 861. { & ANDRÉ DA-
VIAULT, tous deux domiciliés
à Berthierville, avocats régulièrement inscrits au
Barreau des Laurentides et exerçant leur profes-
sion à Berthierville, sous la raison de Sylvestre &
Davault, demandeurs vs ÉMILE MEILLEUR,
plombier, demeurant à Lavaltrie, district de
Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Lavaltrie,
au nord-ouest du chemin public Montréal-Qué-
bec, connue et désignée aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Lavaltrie comme étant
le lot numéro vingt et comme faisant partie des
lots numéros dix-huit, dix-neuf et vingt-et-un
(20 pties de 18, 19, 21) avec une boutique dessus
érigée, contenant une largeur de quatre arpents
sur une profondeur d'environ dix-neuf à vingt
arpents, ainsi bornée: en front, vers le sud-est, au
chemin public, en profondeur, vers le nord-ouest,
par les Nos 162-164, d'un côté, vers le nord-est,
au lot 17, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, au

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 23,908. { DIT BUREAU, a body
politic and corporate, having
its head office at Quebec, plaintiff; vs CHARLES
and CHARLES-EUGÈNE LAROCHE, of La-
rouche, county of Chicoutimi, defendants.

Lots of land known and designated under
numbers fifty-four, fifty-five and fifty-six (Nos.
54, 55 and 56) of the official cadaster for the
third range of the discharge, Kenogami town-
ship, in the county of Chicoutimi, with the
buildings thereon erected, appurtenances and
dependencies, save to withdraw from lot num-
ber fifty-six (No. 56) that part sold to Joseph
Arthur Voisine by registered deed under No.
39,672.

To be sold "in block" at the parochial church
door of St-Gérard de Magella de Larouche,
THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of
the month of SEPTEMBER, 1958, at THREE
o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, August 18, 1958. 48412-34-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { J. D. STEPHENSON, tra-
No. 6937. { desman, domiciled and
residing at Wright, district
of Hull, plaintiff vs CECIL MONETTE, of
Gracefield, district of Hull, defendant.

"An immovable being lot 26-16, range 5, in
the township of Wright, with buildings thereon
erected".

To be sold at the parochial church door of
the church of La Visitation, at Gracefield, on the
FIFTH day of SEPTEMBER, 1958, at THREE
o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
July 28, 1958. 48300-31-2

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { ARMAND SYLVESTRE
No. 13 861. { & ANDRÉ DA-
VIAULT, both domiciled at
Berthierville, advocates, regularly incribed at
the Bar of the Laurentides and practicing their
profession at Berthierville, under the style of
Sylvestre & Davault, plaintiffs, vs ÉMILE
MEILLEUR, plumber, residing at Lavaltrie,
district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm situated in the parish of Lavaltrie,
on the northwest of the public road Montréal-
Quebec, known and designated on the official
plan and in the book of reference of the parish of
Lavaltrie as being lot number twenty and as
forming part of lots numbers eighteen, nineteen
and twenty-one (20 Pts. 18, 19, 21) with a work-
shop thereon erected, containing a width of four
arpents by a depth of about nineteen to twenty
arpents, thus bounded: in front, on the south-
east, by the public highway, in depth, on the
northwest, by Nos. 162-164, on one side, on the
northeast, by lot 17, and on the other side, on

lot 24; à distraire cependant de ladite terre soit des lots 18, 19, 21, les portions ci-après, savoir:

a) Celle vendue à Peter DeLeemans, aux termes d'un acte de vente en date du dix-sept mai mil neuf cent cinquante-cinq, devant le notaire soussigné, enregistré à Berthier sous N° 89726, ayant front sur le chemin public mais au sud-ouest de ladite terre, contenant une largeur de cent quatre-vingt pieds sur une profondeur de cent vingt pieds, plus amplement décrite audit acte;

b) Une autre portion située en profondeur de celle ci-dessus, étant partie du lot 21, contenant une largeur de cent quatre-vingts pieds sur une profondeur de deux cent quarante pieds, mesure anglaise, avec bâtisse dessus érigée, ainsi bornée: d'un bout, au sud-est, à la portion ci-dessus mentionnée comme vendue à Peter DeLeemans, à l'autre bout, vers le nord-ouest, et d'un côté, vers le nord-est, au reste dudit lot 21, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, au lot N° 24, avec droit de passage tant à pieds qu'en voitures, en tout temps à perpétuité et gratuitement pour communiquer de ladite portion de terrain au chemin public, dans un chemin privé établi par le débiteur, longeant ladite portion de terrain.

c) Une autre portion de terrain, étant aussi partie dudit lot 21, ayant front sur le chemin public, ayant une largeur de cent vingt pieds, mesure anglaise, comptée d'une ligne parallèle à la ligne nord-est de la portion vendue audit Peter DeLeemans, sise à une distance de trente-six pieds de cette dite ligne n.-e du terrain de Peter DeLeemans, sur une profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise, bornée: en front, vers le sud-est, au chemin public, en profondeur, vers le nord-ouest, et des deux côtés, vers le nord-est et le sud-ouest, au reste dudit lot 21.

d) Une autre portion sur laquelle est érigé un garage-station de Service, affectée en faveur de McColl Frontenac Co. Ltd., ayant front sur le chemin public, contenant une largeur de cent cinquante pieds sur une profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise, ainsi bornée: en front, vers le sud-est, audit chemin public, en profondeur et des deux côtés, au reste de ladite terre présentement hypothéquée, comme icelle portion est présentement occupée comme garage et station de service.

e) Cette portion vendue à Dame Maurice Venne, avec bâtisse dessus érigée, contenant environ quatre-vingt-seize pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds mesure anglaise, plus ou moins, plus amplement décrite dans un acte de vente en faveur de ladite Dame Maurice Venne, en date du premier octobre mil neuf cent cinquante-quatre, devant le notaire soussigné, enregistré à Berthier, sous N° 88853.

Pour être vendues à la porte de l'église du village de Lavaltrie, le MERCREDI, TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT.**
Joliette, ce 29 juillet 1958. 48301-31-2-0

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { **BERTHIER BOX & LUM-**
N° 13570. { **BER LTD,** corps poli-
tique duement incorporé,
ayant sa principale place d'affaires à Berthier-
ville, district de Joliette, demeurant et **ÉMILE**
MEILLEUR, bourgeois, demeurant à Lavaltrie,
district de Joliette, défendeur.

the southwest, by lot 24; to withdraw, however, from the said land, from lots 18, 19, 21 the portions hereinafter given, to wit:

a) That sold to Peter DeLeemans, on the terms of a deed of sale dated May seventeenth, one thousand nine hundred and fifty-five, before the undersigned Notary, registered at Berthier under No. 89726, having frontage on the public highway but on the southwest of the said land, containing a width of one hundred and eighty feet along a depth of one hundred and twenty feet, more amply described in the said deed;

b) Another portion situated on the depth of the one above mentioned, being part of lot 21, containing a width of one hundred and eighty feet along a depth of two hundred and forty feet, English measure, with building thereon erected, thus bounded: at one end, on the southeast, in the portion above mentioned, as sold to Peter DeLeemans, at the other end, on the northwest, and on one side, on the northeast by the remainder of the said lot 21, and on the other side, on the southwest, by lot No. 24, with right of way as much on foot as by carriage, at all times in perpetuity, and freely to communicate with the said portion of land to the public highway, in a private road established by the debtor, alongside the said portion of land.

c) Another portion of land, being also part of the said lot 21, having frontage on the public highway, having a width of one hundred and twenty-feet, English measure, counted from a line parallel to the northeast line of the portion sold to the said Peter DeLeemans, situated at a distance of thirty-six feet from the said line N.E. of the land of Peter DeLeemans, on a depth of one hundred and twenty-feet, English measure, bounded: in front, on the southeast, by the public road, in depth, on the northwest, and on both sides, on the northeast and on the southwest, to the remainder of the said lot 21.

d) Another portion on which is erected a garage service station, run by the McColl Frontenac Co. Ltd., having frontage on the public highway, containing a width of one hundred and fifty feet on a depth of one hundred and twenty-feet, English measure, thus bounded: in front, on the southeast, by the said public highway, in depth, and on both sides, by the remainder of the said land presently mortgaged, as is the portion which is presently occupied as a garage and service station.

e) This portion sold to Dame Maurice Venne, with building thereon erected, containing about ninety-six feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, English measure, more or less, more amply described in a deed of sale in favor of the said Dame Maurice Venne, dated October first, one thousand nine hundred and fifty-four, before the undersigned Notary, registered at Berthier, under No. 88853.

To be sold at the church door of the village of Lavaltrie, WEDNESDAY, SEPTEMBER THIRD, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, July 29, 1958. 48301-31-2

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { **BERTHIER BOX & LUM-**
No. 13570. { **BER LTD,** a body poli-
tic and duly incorporated,
having its head office at Berthierville, district of
Joliette, plaintiff and **ÉMILE MEILLEUR,**
gentleman, residing at Lavaltrie, district of
Joliette, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

"Les parties de lots dix-huit et dix-neuf (Pts 18 et 19) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lavaltrie, ainsi bornés: au nord, par la Route Nationale N° 2; au sud, par le fleuve St-Laurent; à l'ouest, par le lot N° 21; à l'est par le lot N° 17.

A distraire cependant les parties de lots suivants:

a) Un terrain situé dans la paroisse de Lavaltrie, au sud-est du chemin public, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lavaltrie comme faisant parties des lots Nos dix-huit, dix-neuf et vingt et un (pts 18, 19 et 21) avec les constructions dessus érigées, contenant la largeur existant entre la ligne de division des lots Nos 17 et 18 et un chemin privé établi par ledit lot N° 21, sur une profondeur de deux cents pieds, mesure anglaise, soit la profondeur existant entre le chemin public et le bas d'une pente existant sur lesdits lots, ainsi borné: en front, vers le nord-ouest, audit chemin public; en profondeur vers le sud-est, au reste desdits lots 18, 19 et 21; vers le nord-est, au lot N° 17 et de l'autre côté, vers le sud-ouest, audit chemin privé.

b) Un emplacement situé dans la paroisse de Lavaltrie et composé des lots de terre connus et désignés sous le N° 1 de la subdivision officielle du lot originaire N° 18 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lavaltrie et droit de passage sur le résidu du lot N° 18."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Lavaltrie, le MERCREDI, VINGT-QUATRE SEPTEMBRE 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 15 août 1958. 48411-34-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { POLYCARPE OUEL-
N° 2464. { LET, cultivateur de
{ St-Marc du Lac Long, plain-
tiff, vs GEORGES CHOUINARD, de Les
Étroits, défendeur.

Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot 37 du cadastre officiel du canton Packington rang II, les Étroits, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église, de Les Étroits, (St-Marc du Lac Long) comté de Témiscouata, district de Kamouraska, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1958 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Député Shérif pour le
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.
le 16 août 1958. 48410-34-2-o

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { ALPHONSE LABELLE,
N° 4142. { bourgeois de St-Jérôme,
district de Terrebonne,
demandeur vs CAMILLE PILON, de la Con-
ception, comté de Labelle, défendeur.

As belonging to the defendant:

"Parts of lots eighteen and nineteen (Pts. 18 and 19) on the official plan and in the official book of reference for the parish of Lavaltrie, bounded as follows: on the north, by the National Highway No. 2; on the south, by the St. Lawrence River; on the west, by lot No. 21; on the east, by lot No. 17.

To withdraw, however, parts of the following lots:

a) A lot of land situated in the parish of Lavaltrie, on the southeast of the public road, known and designated on the official plan of the parish of Lavaltrie as forming part of lots Nos. eighteen, nineteen and twenty-one (parts 18, 19 and 21), with the buildings thereon erected, containing the width existing between the dividing line of lots Nos. 17 and 18 and a private road established by the said lot No. 21, on a depth of two hundred feet, English measure, i.e. the depth existing between the public road and the lower part of a slope existing on the said lots, thus bounded: in front, on the northwest, by the said public road; in depth, on the southeast, by the remainder of the said lots 18, 19 and 21; on the northeast, by lot No. 17 and on the other side, on the southwest, by the said private road.

b) An emplacement situated in the parish of Lavaltrie and composed of lots of land known and designated under No. 1 of the official subdivision of the original lot No. 18 on the official plan and in the book of reference of the parish of Lavaltrie and right-of-way on the residue of lot No. 18."

To be sold at the door of the parish church of Lavaltrie, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1958, at ELEVEN in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, August 15, 1958. 48411-34-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { POLYCARPE OUEL-
No. 2464. { LET, farmer, of St-
{ Marc, Lake Long, plain-
tiff, vs GEORGES CHOUINARD, of Les
Étroits, defendant.

All the rights which the defendant has and may have on lot 37 of the official cadaster for the township of Packington, range II, Les Étroits, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Les Étroits, (St-Marc of Lake Long) county of Temiscouata, district of Kamouraska, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff for the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
August 16, 1958. 48410-34-2

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { ALPHONSE LABELLE,
No. 4142. { gentleman of St. Jérôme,
District of Terrebonne,
plaintiff vs CAMILLE PILON, of La Concep-
tion, County of Labelle, defendant.

1. Un lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre b (24b), rang trois (3) du Canton de Clyde aux plan et livre de renvoi officiel dudit Canton de Clyde, sans bâtisses;

2. Une partie de terrain située dans la municipalité du Canton Clyde, comté de Labelle, connue et désignée comme étant le lot de terre désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot vingt-quatre, (partie 24-1) du rang Ouest au cadastre officiel du Canton Clyde, division d'enregistrement de Labelle, exception faite des parties suivantes dudit lot, savoir:

a) Une partie de terrain située dans ladite municipalité du Canton Clyde, comté de Labelle, du lot de terre désigné sous le numéro un de ladite subdivision officielle dudit lot vingt-quatre (partie 24-1) du rang Ouest, au cadastre officiel du Canton Clyde, division d'enregistrement de Labelle, contenant une superficie de cent vingt-deux mille sept cent vingt-cinq pieds carrés (122,725 p.c.) mesure anglaise, soit trois arpents et trois cent quarante-quatre millièmes d'arpents carrés (3,344 p.c.), plus amplement désigné et spécifié dans un acte de vente par le défendeur Camille Pilon à Sa Majesté Georges VI, Roi du Canada, par acte de vente du 30 juin 1948 devant Me Roger Munn, notaire, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Labelle sous le numéro 35,268 et plan préparé par Narcisse J. A. Vermette, arpenteur-géomètre le 2 août 1947 et rédigé le 26 janvier 1948, dont copie est annexée audit acte de vente;

b) Un lopin de terre situé au nord de l'hôtel Lauzon à la Conception, faisant partie dudit lot originaire vingt-quatre (24) rang Ouest de la Rivière Rouge, des plan et livre de renvoi officiel du Canton Clyde, mesurant quatre arpents et demi (4½) en largeur sur une profondeur de huit arpents (8) et désigné sous le numéro subdivision un, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze et quinze, (1, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15) du lot originaire numéro vingt-quatre (24) du rang Ouest de la Rivière Rouge, Canton Clyde, avec bâtisses tel que plus amplement décrit dans un acte de vente par ledit défendeur Camille Pilon à Alphonse Labelle, en date du 3 août 1947, passé devant Me Guy Villeneuve, Notaire, sous le numéro 1855 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Labelle sous le numéro 29,560, et du rapport de l'arpenteur expert Jacques Poulin, dûment nommé par la Cour arpenteur juré, produit au dossier d'une cause numéro 4220 des dossiers de la Cour Supérieure du district de Labelle, dans laquelle Camille Pilon est demeuré et Alphonse Labelle défendeur, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du district de Labelle, et jugement en date du 13 juin 1958 homologuant ledit rapport et dûment enregistré audit bureau, et comprenant les parties dudit lopin de terre qui ont été vendues par ledit Alphonse Labelle à Dame Plourde Carrière et M. Léo Bigras, et subséquemment vendues à d'autres personnes, tel qu'il appert aux actes de vente et dation en paiement subséquents, lesquels ont été dûment enregistrés audit bureau d'enregistrement de la division de Labelle sous les numéros 39,007, 39,962, 40,560, 41,105, 41,788, 46,850, 46,924 et 48,196.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la Conception dans le district de Labelle, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1958 à SIX heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 23 juillet 1958. 48274-31-2-o

1. A plot of land known and designated as being lot number twenty-four b (24b), range three (3) of the township of Clyde of the official plan of reference of said Township of Clyde, without buildings;

2. A piece of land situated in the Municipality of the Township of Clyde, county of Labelle, known and designated as being lot of land designated under number one of the official subdivision of lot twenty-four (Part 24-1) of Range West of the official cadastre of the Township of Clyde, Registry Division of Labelle, save and except the following parts of said land, to wit:

a) A piece of land situated in said Municipality of the Township of Clyde, county of Labelle, part of lot of land designated under number one of said official subdivision of said lot twenty-four (Part 24-1) Range West, of the official cadastre of the Township of Clyde, Registry Division of Labelle, containing an area of one hundred and twenty-two thousand seven hundred and twenty-five square feet (122,725 s. ft.) English measure, that is three arpents and three hundred and forty-four thousandths square arpents (3,344 s.a) further designated and specified in a deed of sale by the defendant Camille Pilon to His Majesty George VI, King of Canada, by deed of sale dated June 30, 1948 before Me Roger Munn, Notary, and duly registered at the Registry Office of the County of Labelle under number 35,268 and plan prepared by Narcisse J. A. Vermette, Land Surveyor, on August 2, 1947 and drawn up January 26, 1948, copy of which is annexed to said deed of sale;

b) A plot of land situated north of the Lauzon Hotel at La Conception, forming part of said original lot twenty-four (24) Range West of Rouge River, of the official plan and book of reference of the Township of Clyde, measuring four arpents and a half (4½) wide by a depth of eight arpents (8) and designated under subdivision number one, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen and fifteen, (1, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15) of original lot number twenty-four (24) Range West of River Rouge, Township of Clyde with buildings such as further described in a deed of sale by the said defendant Camille Pilon to Alphonse Labelle, dated August 3, 1947, passed before Me Guy Villeneuve, Notary, under number 1855 of his minutes and registered at the Registry Office of the County of Labelle under number 29,560 and the report of expert Surveyor Jacques Poulin, duly appointed by the Court, sworn surveyor, produced in the file of a case number 4220 of the Records of the Superior Court of the District of Labelle, in which Camille Pilon is demeuré and Alphonse Labelle, defendant, and duly registered at the Registry Office of the district of Labelle, and Judgment dated June 13, 1958 homologating the said report and duly registered at said office, and comprising the parts of said plot of land which have been sold by the said Alphonse Labelle to Dame Plourde Carrière and Mr. Léo Bigras, and subsequently sold to other persons, as it appears in the deeds of sale and dation in subsequent payments, which have been duly registered at said Registry Office of the Division of Labelle under number 39,007, 39,962, 40,560, 41,105, 41,788, 46,850, 46,924 and 48,196.

To be sold "en bloc" at the door of the Parochial Church of La Conception in the district of Labelle, the FIFTH day of SEPTEMBER, 1958 at SIX o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, July 23, 1958. 48274-31-2

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 5210. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, deman-
deur vs GABRIEL & JOSEPH FORTIN, au-
trefois domicilié à 304, 75ième Avenue, L'Abord
à Plouffe, comté de Laval, et maintenant domi-
cilié à Gabriel Fortin, 10889 Poitras, Montréal
Nord et Joseph Fortin, 255, 81ième Avenue
Abord à Plouffe, Montréal, défendeur.

"Une terre connue et désigné comme étant
les lots numéros quatre-vingt-deux-A, quatre-
vingt-deux-B, quatre-vingt-trois et quatre-vingt-
quatre (Nos 82-A, 82-B, 83 et 84) du rang
Sud-Est de la rivière Rouge, des plan et livre de
renvoi officiels du canton Marchand, comté de
Labelle, de la contenance de quatre cent quinze
acres en superficie, plus ou moins; avec maison
et dépendances y érigés".

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église
paroissiale de L'Annonciation dans le district
de Labelle, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE
1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, 23 juillet 1958. 48275-31-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 5210. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
head office in Quebec, Plaintiff vs GABRIEL
& JOSEPH FORTIN, heretofore domiciled
at 304, 75th Avenue, L'Abord à Plouffe, county
of Laval, and now domiciled at, Gabriel Fortin,
10889 Poitras, Montreal North and Joseph
Fortin, 255, 81st Avenue, Abord à Plouffe,
Montreal, defendant.

"A farm known and designated as being lots
numbers eighty-two-A, eighty-two-B, eighty-
three and eighty-four (Nos 82-A, 82-B, 83 and
84) of the southeast range of Rouge River, on
the official plan and in the book of reference of
the township of Marchand, county of Labelle,
containing four hundred and fifteen acres in
area, more or less; with house and dependencies
thereon erected."

To be sold in bloc, at the parochial church door
of L'Annonciation in the district of Labelle, on
the FIFTH day of SEPTEMBER, 1958, at
TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, July 23, 1958. 48275-31-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { SAUL CHARLES EM-
N° 448 598. { MANUEL MELKMAN,
des cités et district de Mont-
réal, industriel des mines, demandeur; vs ACME
MOLYBDENITE MINING COMPANY LIM-
ITED, corps politique et incorporé, dument in-
corporé ayant sa principale place d'affaires dans
les cités et district de Montréal, et ayant une
place d'affaires à Maniwaki, district de Labelle,
défenderesse.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { SAUL CHARLES EM-
No. 448 598. { MANUEL MELKMAN,
of the city and district of
Montreal, mining industrialist, plaintiff; vs
ACME MOLYBDENITE MINING COMPAN-
Y LIMITED, body corporate and politic, duly
incorporated having its head office in the city
and district of Montreal, and a place of business
at Maniwaki, district of Labelle, defendant.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant les
claims miniers portant les numéros:

a) Q 64955, Q 64956 and Q 64957 couvrant
les lots partie demie ouest, 46, rang IV, canton
de Kensington, d'une superficie de 115 acres et

b) Q 74745, Q 74746 et Q 74747 couvrant la
demie est des lots 45, 46 et 47, rang IV, canton
de Kensington, d'une superficie de 115 acres.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Maniwaki, district de Labelle, le ONZIÈME
jour de SEPTEMBRE 1958 à DIX heures de
l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Mont Laurier, ADRIEN LAROSE.
28ième jour de juillet 1958. 48279-31-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { BURGER-ELLEN INC.
N° 18,160. { une corporation ayant
son siège social dans la ville
de Montréal, district de Montréal, demanderesse-
vs GEORGES RIVARD, de l'endroit appelé
Ste-Félicité, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Ste-Félicité,
de la contenance qu'il peut avoir dans les limites

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as
being mining claims;

a) Bearing numbers Q 64955, Q 64956 and
Q 64957, covering west half of lot 46 range IV,
township of Kensington, of an acreage of 115
acres; and

b) bearing numbers Q 74745, Q 74746 and Q
74747, covering the east half of lots 45, 46 and
47, range IV, township of Kensington, of an
acreage of 115 acres.

To be sold at the door of the parish church at
Maniwaki, district of Labelle, the ELEVENTH
day of SEPTEMBER 1958 at TEN o'clock in
the morning.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE,
Mont Laurier, Sheriff.
28th day of July 1958. 48279-31-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { BURGER-ELLEN INC. a
No. 18,160. { corporation having its
head office in the city of Mont-
real, district of Montreal, plaintiff vs GEORGES
RIVARD, of that place called Ste. Félicité, dis-
trict of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the Parish of Ste.
Félicité, of an area that may exist within the

suivantes et borné comme suit, au nord par le fleuve St-Laurent, au sud par le pied de la côte, à l'ouest à vingt-cinq (25) pieds de la maison érigée sur ce terrain et à l'est par la propriété de Ludger Rivard, étant connu comme faisant partie du numéro treize (13) du premier rang au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton St-Denis, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, avec aussi le droit de passage en commun dans le chemin de quatorze (14) pieds qui passe immédiatement à l'est de la maison érigée sur le terrain ci-dessus décrit.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Félicité, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Sherif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 août 1958. 48418-34-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 17885. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, district
de Québec, demandeur vs LUDGER LACHAN-
CE, de R.R. 5, Lac Mégantic, district de St-
François, défendeur.

"Les lots numéros quarante-six (46), quarante-sept (47) et quarante-huit (48) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Marston, avec bâtisses, mais sujet à un droit de coupe de bois, moins vingt-quatre acres en superficie."

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de St-Zénon de Piopolis, MERCREDI, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 24 juillet 1958. 48276-31-2-o
[Première insertion, le 2 août 1958]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 18,117. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur,
vs JACQUES ROY, de Danville, comté de Rich-
mond, Que., défendeur.

"Le lot numéro vingt-et-un-A, (21-A), rang cinq (R. 5) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Shipton. Avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Danville, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
ce 18 août 1958. 48417-34-2-o
[Première insertion: le 23 août 1958].

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { LÉON JODOIN, gérant de
N° 10-438. { Saint-Théodore d'Acton,
comté de Bagot, district de
Saint-Hyacinthe, demandeur; vs AMÉDÉE
LUSSIER, rentier, du même endroit, défendeur.

following limits and bounded as follows, northerly by the River St. Lawrence, southerly by the foot of the hill, westerly, at twenty-five (25) feet from the house erected on said land and easterly, by the property of Ludger Rivard, being known as forming part of number thirteen (13) of Range one of the official cadastre of the parish of Ste. Félicité, township of St. Denis, with building thereon erected, appurtenances and dependencies, with, moreover, a right-of-way in common to the road of fourteen (14) feet that passes directly to the east of the house erected on the land described hereinabove.

To be sold at the door of the Church of the parish of Ste-Félicité, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, August 19, 1958. 48418-34-2

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 17885. { BUREAU, body politic
(and corporate, having its cor-
porate seat in the city of Quebec, district of
Quebec, plaintiff vs LUDGER LACHANCE, of
R.R. 5, Lake Megantic, district of St. Francis,
defendant.

"The lots numbers forty-six (46), forty-seven (47) and forty-eight (48) upon the official plan and book of reference for the township of Marston, with buildings, but subject to a right of wood-cutting, less twenty-four acres in superficies."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Zénon de Piopolis, WEDNESDAY the THIRD day of SEPTEMBER, 1958, at TEN o'clock in the forenoon. (daylight saving time).

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sherbrooke, Sheriff.
This 24th of July, 1958. 48276-31-2-o
[First insertion, the 2nd of August, 1958]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 18,117. { DIT BUREAU, body
(politic and corporate, having
its corporate seat at Quebec, plaintiff, vs JAC-
QUES ROY, of Danville, county of Richmond,
Que., defendant.

"The lot number twenty-one-A (21-A) range five (R. 5) upon the official plan and book of reference of the township of Shipton. With buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Anne de Danville, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 18th of August, 1958. 48417-34-2-o
[First insertion, the 23rd of August 1958.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, { LÉON JODOIN, manager,
No. 10-438. { of Saint-Théodore d'Ac-
ton, county of Bagot, district
of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs AMÉDÉE
LUSSIER, annuitant, of the same locality,
defendant.

Saisis comme appartenant au défendeur:

1° Une terre désignée comme étant les lots cent quatre-vingt et cent quatre-vingt-un (180 et 181) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton; avec bâtisses y érigées.

2° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sur le sixième rang, d'environ quatre-vingt pieds de largeur par une profondeur d'environ deux cents pieds, mesure anglaise, faisant partie du lot soixante-sept (P. 67) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton; borné en front par le chemin public, en profondeur et des côtés est et ouest par des parties du même lot appartenant à Rosaire Fontaine ou représentants.

Avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1958, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe,
le 21 juillet 1958. 48256-30-2-o

Seized as belonging to the defendant:

1. A farm designated as being lots one hundred and eighty and one hundred and eighty-one (180 and 181) of the official cadastre of the parish of Saint-Théodore d'Acton; with buildings thereon erected.

2. An emplacement situated in the parish of Saint-Théodore d'Acton, in range six, some eighty feet in width by a depth of some two hundred feet, English measure, forming part of lot sixty-seven (P. 67) of the official cadastre of the parish of Saint-Théodore d'Acton, bounded in front by the public highway, in depth and on the east and west sides by parts of the same lot belonging to Rosaire Fontaine or representatives.

With buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Théodore d'Acton, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, the TWENTY-NINTH day of AUGUST, 1958, at THIRTY o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,
Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe,
July, the 21st, 1958. 48256-30-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { MAXIME GRENIER,
N° 19679. agent de police, de la
cité de Shawinigan, district
des Trois-Rivières, était demandeur, vs ADÉ-
LARD PICHETTE, de la paroisse de Ste-
Angèle de Prémont, district de Trois-Rivières,
était défendeur & GÉRARD BLAIS, comptable
agréé, des cité et district de Montréal, en sa
qualité de syndic de l'actif du défendeur Adé-
lard Pichette était, mis-en-cause.

"Un emplacement situé dans la paroisse Ste-
Angèle de Prémont, connu et désigné comme fai-
sant partie du lot numéro quatre cent seize
(P. 416) au cadastre officiel de la paroisse de
St-Paulin, contenant tout le terrain renfermé
dans les bornes suivantes: Un terrain de forme
triangulaire borné au nord par Adélarde Pichette,
au sud, par la ligne du C.N.R. et de l'autre côté
par le rang Waterloo, avec une maison et autres
bâtisses y érigées. Tel que l'acquéreur déclare
connaître et en être satisfait."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Angèle de Prémont, MERCREDI le TROISIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante-huit à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le
28 juillet 1958. 48280-31-2-o

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
N° 12180. DE ST-TITE, corps po-
litique et incorporé ayant le
siège principal de ses affaires en la ville de St-
Tite, district de Trois-Rivières, demanderesse
vs DAME DINA LAFRENIÈRE, veuve non
remarié de Onésime Paul, de la cité de Shawini-
gan, district de Trois-Rivières, défenderesse.

a) Un emplacement situé à Shawinigan Falls,
sur la rue Dollard, connu et désigné comme étant

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { MAXIME GRENIER,
No. 19679. police agent, of the
city of Shawinigan, district
of Trois-Rivières, was the plaintiff, vs ADÉ-
LARD PICHETTE, of the parish of Ste-Angèle
de Prémont, district of Trois-Rivières, was
defendant & GÉRARD BLAIS, chartered
accountant, of the city and district of Montreal,
in his quality of Trustee of the assets of the
defendant Adélarde Pichette was mis-en-cause.

"An emplacement situated in the parish of
Ste-Angèle de Prémont, known and designated
as forming part of lot number four hundred and
sixteen (Pt. 416) for the official cadaster of the
parish of St-Paulin, containing all the land en-
closed within the following boundaries: A lot of
land of triangular form bounded on the north
by Adélarde Pichette, on the south, by the line
of the C.N.R., and on the other side, by the
Waterloo range, with a house and other build-
ings thereon erected. As the purchaser declares
having knowledge of and being satisfied there-
with."

To be sold at the parochial church door of
Ste-Angèle de Prémont, WEDNESDAY, the
THIRD day of the month of SEPTEMBER,
one thousand nine hundred and fifty-eight, at
THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
July 28, 1958. 48280-31-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 12180. DE ST-TITE, a body
politic and incorporate hav-
ing its head office in the town of St-Tite, district
of Trois-Rivières, plaintiff vs DAME DINA LA-
FRENIÈRE, unmarried widow of Onésime
Paul, of the city of Shawinigan, district of
Trois-Rivières, defendant.

a) An emplacement situated at Shawinigan
Falls, on Dollard Street, known and designated

le lot numéro cent sept (107), au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624) du cadastre de la paroisse de Ste-Flore, ledit emplacement mesurant cinquante pieds six pouces de largeur (50 pieds 6 pouces) sur cent pieds six pouces de profondeur (100 pieds 6 pouces), mesure anglaise, plus ou moins, avec les servitudes actives passives pouvant exister sur ledit immeuble, et avec bâtisses dessus construites,

b) une lisière de terrain de deux pieds (2 pieds) de largeur faisant front sur la rue Dollard, et longeant le lot numéro 624-107 du cadastre de Ste-Flore, ladite lisière de terrain connue et désignée comme étant partie des lots deux cent cinquante-cinq (255) et deux cent cinquante-quatre (254), de subdivision du lot originaire numéro six cent vingt-quatre (624 P. 255 et P. 254) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la paroisse de Ste-Flore, avec bâtisses et bornée, ladite lisière de terrain, en front par la rue Dollard, d'un côté par le lot 624-107, et d'un autre côté par le résidu des lots 624-255 et 624-254.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de St-Marc à Shawinigan Falls, VENDREDI le CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante-huit, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 28 juillet 1958. 48281-31-2-0

as being lot number one hundred and seven (107), on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty-four (624) of the parish of Ste-Flore, se said emplacement measuring fifty feet six inches in width (50 feet 6 inches) by one hundred feet six inches in depth (100 feet 6 inches), English measure, more or less, with the active and passive servitudes which may exist on the said immovable, and with buildings thereon erected,

b) a strip of land of two feet (2 feet) in width, forming frontage on Dollard Street, and running alongside lot number 624-107 of the cadaster of Ste-Flore, the said strip of land known and designated as being part of lots two hundred and fifty-five (255) and two hundred and fifty-four (254), of the subdivision of the original lot number six hundred and twenty-four (624 Pt. 255 and Pt. 254) of the official plan and book of reference of the registration cadaster made for the parish of Ste-Flore, with buildings and bounded, the said strip of land, in front, by Dollard Street, on one side by the lot 624-107, and on another side by the residue of lots 624-255 and 624-254.

To be sold in block at the door of the parish church of St-Marc at Shawinigan Falls, FRIDAY, the FIFTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-eight, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, July 28, 1958. 48281-31-2

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 17182. { R ÉMI MASSICOTTE, cultivateur domicilié dans la paroisse de St-Luc de Vincennes, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, est demandeur, vs OSWALD LACHANCE, cultivateur de Notre-Dame de la Dorée, district de Roberval est défendeur & RODRIGUE BAILLY, régistrateur du comté de Champlain, résidant et domicilié à Champlain dans le district de Trois-Rivières, est mis-en-cause, ledit R ÉMI MASSICOTTE, demandeur, ledit OSWALD LACHANCE, défendeur.

"Une terre sise et située en la paroisse de St-Luc comprenant les lots connus et désignés au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Luc sous les numéros quatre-vingt-dix-neuf, cent et cent un (Nos 99, 100 et 101) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Luc, JEUDI le QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante-huit, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 28 juillet 1958. 48282-31-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 17182. { R ÉMI MASSICOTTE, farmer, domiciled in the parish of St-Luc de Vincennes, county of Champlain, district of Trois-Rivières, is the plaintiff, vs OSWALD LACHANCE, farmer of Notre-Dame de la Dorée, district of Roberval, is defendant, & RODRIGUE BAILLY, registrar of the county of Champlain, residing and domiciled at Champlain, in the district of Trois-Rivières, is the mis-en-cause, the said R ÉMI MASSICOTTE, plaintiff, the said OSWALD LACHANCE, defendant.

"A farm located and situated in the parish of St-Luc comprised of the lots known and designated on the official cadaster of the county of Champlain, for the parish of St-Luc under numbers ninety-nine, one hundred and one hundred and one, (Nos. 99, 100 and 101), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Luc, THURSDAY, the FOURTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-eight, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, this July 28, 1958. 48282-31-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 34

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:
Rousseau vs Shaink 2826

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
815-D — Photographes professionnels, région des Trois-Rivières 2841

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:
Rousseau vs Shaink 2826

ORDERS IN COUNCIL:
815-D — Professional photographers, region of Trois-Rivières 2841

| | | | |
|---|------|---|------|
| 816-A — Débardeurs (navigation océanique) port de Montréal..... | 2827 | 816-A — Longshoremen (ocean navigation) Harbour of Montreal..... | 2827 |
| 816-B — Charpentier-doubleurs (navigation océanique) port de Montréal.. | 2828 | 816-B — Shipliners (ocean navigation) Harbour of Montreal..... | 2828 |
| 816-C — Vérificateurs et tonneliers (navigation océanique) port de Montréal.. | 2829 | 816-C — Checkers and coopers (ocean navigation) Harbour of Montreal.... | 2829 |
| 816-D — Débardeurs, port de Québec.. | 2830 | 816-D — Longshoremen, Harbour of Québec..... | 2830 |
| 816-E — Vérificateurs (navigation océanique), port de Québec..... | 2831 | 816-E — Checkers (ocean navigation), Harbour of Québec..... | 2831 |
| 816-F — Débardeurs, port de Trois-Rivières..... | 2832 | 816-F — Longshoremen, Harbour of Trois-Rivières..... | 2832 |
| 816-G — Employés de tavernes, cité de Québec..... | 2833 | 816-G — Tavern employees, city of Québec..... | 2833 |
| 827 — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles, Île de Montréal <i>et al.</i> | 2834 | 827 — Sheet metal products fabricating industry, Island of Montreal <i>et al.</i> | 2834 |
| 841 — Preuve photographique de certains documents (Greenfield Park).. | 2826 | 841 — Photographic proof of certain documents..... | 2826 |
| AVIS AUX INTÉRESSÉS: | 2785 | NOTICE TO INTERESTED PARTIES: | 2785 |
| Réception des annonces..... | 2785 | Receipt of advertising copies..... | 2785 |
| AVIS DIVERS: | | MISCELLANEOUS NOTICES: | |
| Brifdges Transportation Limited (Directeurs)..... | 2857 | Brifdges Transportation Limited (Directeurs)..... | 2857 |
| Camflo Mattagami Mines Limited (Vente d'actions)..... | 2854 | Camflo Mattagami Mines Limited (Sale of shares)..... | 2854 |
| Coopérative d'Imprimerie (Fondation). J. E. Tanguay & Fils Inc. (Directeurs). Matapedia Company Limited (Directeurs)..... | 2856 | Coopérative d'Imprimerie (Fondation) J. E. Tanguay & Fils Inc. (Directeurs).. Matapedia Company Limited (Directeurs)..... | 2856 |
| Nesbitt, Thomson and Company Limited (Directeurs)..... | 2855 | Nesbitt, Thomson and Company Limited (Directeurs)..... | 2855 |
| Paragon Construction Co. Ltd — Paragon Construction Cie Ltée (Directeurs)..... | 2857 | Paragon Construction Co. Ltd — Paragon Construction Cie Ltée (Directeurs)..... | 2857 |
| Paris Originals Ltd (Directeurs)..... | 2856 | Paris Originals Ltd (Directeurs)..... | 2856 |
| Pointe-Claire, cité (Chapitre 76)..... | 2854 | Pointe-Claire, city (Chapter 76)..... | 2854 |
| St-Grégoire d'Iberville, village, comm. scolaire (Rachat d'obligation)..... | 2856 | St-Grégoire d'Iberville, village, school comm. (Redemption of bonds)..... | 2856 |
| Transport Terminals Limited (Directeurs)..... | 2857 | Transport Terminals Limited (Directeurs)..... | 2857 |
| Val des Bois, municipalité (Nom changé)..... | 2855 | Val des Bois, municipality (Name changed)..... | 2855 |
| CHARTES — ABANDON DE: | | CHARTERS — SURRENDER OF: | |
| Concord Investment Corp..... | 2858 | Concord Investment Corp..... | 2858 |
| Dilecta Company Limited..... | 2857 | Dilecta Company Limited..... | 2857 |
| COMPAGNIES DISSOUTES: | | COMPANIES DISSOLVED: | |
| La Maison Blain Ltée..... | 2858 | La Maison Blain Ltée..... | 2858 |
| Miners Inc..... | 2858 | Miners Inc..... | 2858 |
| DÉPARTEMENTS — AVIS DES: | | DEPARTMENTAL NOTICES: | |
| AFFAIRES MUNICIPALES: | | MUNICIPAL AFFAIRS: | |
| L'Annonciation, village..... | 2859 | L'Annonciation, village..... | 2859 |
| Sainte-Brigitte de Laval, paroisse..... | 2858 | Sainte-Brigitte de Laval, parish..... | 2858 |
| Saint-Guy, corporation..... | 2859 | Saint-Guy, corporation..... | 2859 |
| Saint-Nicéphore, corporation..... | 2859 | Saint-Nicéphore, corporation..... | 2859 |
| INSTRUCTION PUBLIQUE: | | EDUCATION: | |
| <i>Municipalité scolaire de:</i> | | <i>School Municipality of:</i> | |
| St-Canut..... | 2860 | St-Canut..... | 2860 |
| St-François-Xavier-de-Brompton..... | 2860 | St-François-Xavier-de-Brompton..... | 2860 |
| St-Paul du Nord..... | 2859 | St-Paul du Nord..... | 2859 |

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

| | |
|--------------------------|------|
| Joliette, ville..... | 2860 |
| St-Jérôme, paroisse..... | 2860 |
| St-Pascal, paroisse..... | 2860 |

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

| | |
|------------------------|------|
| Joliette, town..... | 2860 |
| St-Jérôme, parish..... | 2860 |
| St-Pascal, parish..... | 2860 |

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

| | |
|--|------|
| Barbier-coiffeurs de Hull (Approbation)..... | 2844 |
| Barbier-coiffeur, coiffeuse, district de St-François (Modification)..... | 2853 |
| Chaussure (Prélèvement)..... | 2845 |
| Construction, Sorel (Prélèvement)..... | 2847 |
| Convention de travail, boulangerie de Montréal (Extension)..... | 2851 |
| Gant fin, Province (Modification)..... | 2850 |
| Gant de travail, Province (Modification)..... | 2852 |
| Imprimerie, Montréal (Prélèvement)..... | 2848 |

LABOUR:

Industry or Trades of:

| | |
|--|------|
| Barbiers-coiffeurs de Hull (Approval)..... | 2844 |
| Barbering and hairdressing, district of St-Francois (Amendment)..... | 2853 |
| Shoe Industry (Levy)..... | 2845 |
| Building Industry, Sorel (Levy)..... | 2847 |
| Labour agreement, Montreal bakery industry (Extension)..... | 2851 |
| Fne glove, Province (Amendment)..... | 2850 |
| Working glove, Province (Amendment)..... | 2852 |
| Printing, Montreal (Levy)..... | 2848 |

EXAMEN DES AGRONOMES:

| | |
|---|------|
| Aspirants à l'étude de l'agronomie..... | 2879 |
|---|------|

AGRONOMISTS EXAMINATION:

| | |
|---|------|
| Candidates to the study of Agriculture..... | 2879 |
|---|------|

LETTRES PATENTES:

| | |
|---|------|
| Adélar Giroux Inc..... | 2786 |
| Adoma Development Corporation..... | 2787 |
| Amalgamated Insurance Services Limited..... | 2787 |
| André Viau Limitée (Limited)..... | 2787 |
| Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc..... | 2788 |
| Association de la Terrasse des Deux Montagnes..... | 2788 |
| Association des Manufacturiers de Laits Concentrés du Québec — Quebec Concentrated Milk Manufacturer's Association..... | 2789 |
| Beauchamp Transport Inc..... | 2789 |
| Belgian Steel Setters Inc..... | 2789 |
| Bessie's Ltd..... | 2790 |
| Boulogne Automobile Ltée — Ltd..... | 2790 |
| Bowling Meteor Limitée..... | 2790 |
| Boye Inc..... | 2791 |
| B-7 Construction Inc..... | 2791 |
| Calumet Enterprises Inc..... | 2791 |
| Canabec Investment Corporation..... | 2792 |
| Canadian Hat Mfg. Corp..... | 2792 |
| Capri Construction Inc..... | 2792 |
| Central Administration Consultants Inc. — Centrale d'Administration-Conseils Inc..... | 2793 |
| Châteauguay Construction Inc..... | 2793 |
| Claude de Carufel Inc..... | 2793 |
| Club Kiwanis de Portneuf Inc.— Kiwanis Club of Portneuf County Inc..... | 2794 |
| Compress Pipe Corporation..... | 2794 |
| Corporation en Centrale Thermique de la Province de Québec — Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec..... | 2794 |
| Cowansville Construction Inc..... | 2795 |
| Creative Fur Co..... | 2795 |
| Crown Textiles Inc..... | 2795 |
| Croydon Management Corporation..... | 2796 |
| Dominion Restaurant Inc..... | 2796 |
| Dorcas Ltd..... | 2796 |
| Edmond Loranger Inc..... | 2797 |
| Emdee Realities Incorporated..... | 2797 |
| Entreprises Norlo Inc.— Norlo Enterprises Inc..... | 2798 |
| Entreprises Rancourt Ltée..... | 2798 |

LETTERS PATENT:

| | |
|---|------|
| Adélar Giroux Inc..... | 2786 |
| Adoma Development Corporation..... | 2787 |
| Amalgamated Insurance Services Limited..... | 2787 |
| André Viau Limitée (Limited)..... | 2787 |
| Association de la Jeunesse Conservatrice de Beauharnois Salaberry Inc..... | 2788 |
| Association de la Terrasse des Deux Montagnes..... | 2788 |
| Association des Manufacturiers de Laits Concentrés du Québec — Quebec Concentrated Milk Manufacturer's Association..... | 2789 |
| Beauchamp Transport Inc..... | 2789 |
| Belgian Steel Setters Inc..... | 2789 |
| Bessie's Ltd..... | 2790 |
| Boulogne Automobile Ltée — Ltd..... | 2790 |
| Bowling Meteor Limitée..... | 2790 |
| Boye Inc..... | 2791 |
| B-7 Construction Inc..... | 2791 |
| Calumet Enterprises Inc..... | 2791 |
| Canabec Investment Corporation..... | 2792 |
| Canadian Hat Mfg. Corp..... | 2792 |
| Capri Construction Inc..... | 2792 |
| Central Administration Consultants Inc. — Centrale d'Administration-Conseils Inc..... | 2793 |
| Châteauguay Construction Inc..... | 2793 |
| Claude de Carufel Inc..... | 2793 |
| Club Kiwanis de Portneuf Inc.— Kiwanis Club of Portneuf County Inc..... | 2794 |
| Compress Pipe Corporation..... | 2794 |
| Corporation en Centrale Thermique de la Province de Québec — Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec..... | 2794 |
| Cowansville Construction Inc..... | 2795 |
| Creative Fur Co..... | 2795 |
| Crown Textiles Inc..... | 2795 |
| Croydon Management Corporation..... | 2796 |
| Dominion Restaurant Inc..... | 2796 |
| Dorcas Ltd..... | 2796 |
| Edmond Loranger Inc..... | 2797 |
| Emdee Realities Incorporated..... | 2797 |
| Entreprises Norlo Inc.— Norlo Enterprises Inc..... | 2798 |
| Entreprises Rancourt Ltée..... | 2798 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| Fashionwise Inc. | 2798 | Fashionwise Inc. | 2798 |
| Fradco Land Development Ltd. | 2799 | Fradco Land Development Ltd. | 2799 |
| Fried Enterprises Ltd. | 2799 | Fried Enterprises Ltd. | 2799 |
| Garage Lehoux & Paquin Inc. | 2799 | Garage Lehoux & Paquin Inc. | 2799 |
| Gérald Caron Ltée. | 2800 | Gérald Caron Ltée. | 2800 |
| Guaranty Holdings Inc. | 2800 | Guaranty Holdings Inc. | 2800 |
| Guy Lemaire Inc. | 2800 | Guy Lemaire Inc. | 2800 |
| Helen Preston (1958) Limited. | 2801 | Helen Preston (1958) Limited. | 2801 |
| Herco Investments Inc. | 2801 | Herco Investments Inc. | 2801 |
| Jace Tapes Inc. | 2801 | Jace Tapes Inc. | 2801 |
| Jena Scientific Instruments Ltd. | 2801 | Jena Scientific Instruments Ltd. | 2801 |
| J. & J. Investment Corporation. | 2802 | J. & J. Investment Corporation. | 2802 |
| J.B. Enterprise Ltd.— J.B. Entreprise Ltée. | 2802 | J.B. Enterprise Ltd.— J.B. Entreprise Ltée. | 2802 |
| Kastel Upholstering Co. Ltd. | 2802 | Kastel Upholstering Co. Ltd. | 2802 |
| Kingsway Salvage Corp. | 2803 | Kingsway Salvage Corp. | 2803 |
| La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc.— Pont-Viau Home Owners League Inc. | 2803 | La Ligue des Propriétaires de Pont-Viau Inc.— Pont-Viau Home Owners League Inc. | 2803 |
| Landes Brothers Co. Ltd. | 2804 | Landes Brothers Co. Ltd. | 2804 |
| Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales — The Canadian Shield General Insurance Company. | 2804 | Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales — The Canadian Shield General Insurance Company. | 2804 |
| Le Club Nautique de Boucherville Inc. | 2804 | Le Club Nautique de Boucherville Inc. | 2804 |
| Ledley Corporation Ltd. | 2805 | Ledley Corporation Ltd. | 2805 |
| Le Moulin Blanc Inc.— The White Mill Inc. | 2805 | Le Moulin Blanc Inc.— The White Mill Inc. | 2805 |
| Léo Dubois & Fils Ltée. | 2805 | Léo Dubois & Fils Ltée. | 2805 |
| Leo Specialties Inc. | 2806 | Leo Specialties Inc. | 2806 |
| Les Entreprises B.C.D. Ltée. | 2806 | Les Entreprises B.C.D. Ltée. | 2806 |
| Les Immeubles Abo Inc. | 2806 | Les Immeubles Abo Inc. | 2806 |
| Les Placements St-Irenée Inc. | 2807 | Les Placements St-Irenée Inc. | 2807 |
| L'Esplanade Inc. | 2807 | L'Esplanade Inc. | 2807 |
| L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc. | 2807 | L. & S. Herscovici Furs & Supplies Inc. | 2807 |
| Ls. Jacques Landry Ltée. | 2807 | Ls. Jacques Landry Ltée. | 2807 |
| Maisonneuve Holdings Inc. | 2808 | Maisonneuve Holdings Inc. | 2808 |
| Maple Holdings Limited. | 2808 | Maple Holdings Limited. | 2808 |
| Maraf Land Development Ltd. | 2808 | Maraf Land Development Ltd. | 2808 |
| Marks Men's Wear Ltd. | 2809 | Marks Men's Wear Ltd. | 2809 |
| Mercantile Development Corporation. | 2809 | Mercantile Development Corporation. | 2809 |
| Meunerie Laval Limitée. | 2809 | Meunerie Laval Limitée. | 2809 |
| M. & M. Transport Co. Ltd. | 2810 | M. & M. Transport Co. Ltd. | 2810 |
| Monica Mills Limited. | 2810 | Monica Mills Limited. | 2810 |
| Montreal Die Works Limited. | 2810 | Montreal Die Works Limited. | 2810 |
| Mountain Village Incorporated. | 2811 | Mountain Village Incorporated. | 2811 |
| Natural Gowdey Flagstone Ltd. | 2811 | Natural Gowdey Flagstone Ltd. | 2811 |
| Nector Construction Inc. | 2811 | Nector Construction Inc. | 2811 |
| Negev Construction Company. | 2812 | Negev Construction Company. | 2812 |
| Noah's Ark Inc. | 2812 | Noah's Ark Inc. | 2812 |
| Norcanda Quebec Limited. | 2812 | Norcanda Quebec Limited. | 2812 |
| North & Gaspé Builders Supply Ltd.— Les Matériaux de Construction du Nord et de Gaspé Ltée. | 2813 | North & Gaspé Builders Supply Ltd.— Les Matériaux de Construction du Nord et de Gaspé Ltée. | 2813 |
| O'Brien Advertising (Quebec) Ltd. | 2813 | O'Brien Advertising (Quebec) Ltd. | 2813 |
| Omega Parking Ltd. | 2813 | Omega Parking Ltd. | 2813 |
| Paradis Spécialité Inc. | 2814 | Paradis Spécialité Inc. | 2814 |
| Paul-A. Emond Inc. | 2814 | Paul-A. Emond Inc. | 2814 |
| Péribonka Construction Inc. | 2814 | Péribonka Construction Inc. | 2814 |
| Philippe Harvey Limitée. | 2815 | Philippe Harvey Limitée. | 2815 |
| Princess Hosiery Mills Inc. | 2815 | Princess Hosiery Mills Inc. | 2815 |
| Quality Smoked Meat Ltd. | 2815 | Quality Smoked Meat Ltd. | 2815 |
| Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc. | 2816 | Rapide Nettoyeur (Montréal) Inc. | 2816 |
| Raymond Olivier Inc. | 2816 | Raymond Olivier Inc. | 2816 |
| Repentigny Plaza Ltd. | 2816 | Repentigny Plaza Ltd. | 2816 |
| Riverway Park Development Corp. | 2817 | Riverway Park Development Corp. | 2817 |
| Roland Sales Corp. | 2817 | Roland Sales Corp. | 2817 |
| Rosita & Deno Social Dance Studios Inc. | 2817 | Rosita & Deno Social Dance Studios Inc. | 2817 |
| Rodex Inc. | 2818 | Rodex Inc. | 2818 |
| Roméo Belleville & Fils Ltée. | 2818 | Roméo Belleville & Fils Ltée. | 2818 |
| Roméo Robitaille Inc. | 2818 | Roméo Robitaille Inc. | 2818 |
| Rothabelle Inc. | 2819 | Rothabelle Inc. | 2819 |
| Sandra's Dress Centre Inc. | 2819 | Sandra's Dress Centre Inc. | 2819 |
| Seni Investments Corp. | 2819 | Seni Investments Corp. | 2819 |
| S. Farbstein Clothing Co. Ltd. | 2820 | S. Farbstein Clothing Co. Ltd. | 2820 |
| Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée. | 2820 | Sic, Société d'Impresarios Canadiens, Ltée. | 2820 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| Sound Ex Control Ltd..... | 2820 | Sound Ex Control Ltd..... | 2820 |
| St-Laurent Herald Publishing Co. Ltd.. | 2821 | St-Laurent Herald Publishing Co. Ltd.. | 2821 |
| St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd. | 2821 | St-Lawrence Pipeline Constructors Ltd. | 2821 |
| Styval Realty Corp..... | 2821 | Styval Realty Corp..... | 2821 |
| The Victor Development Company Limited..... | 2822 | The Victor Development Company Limited..... | 2822 |
| Three Star Hosiery Manufacturing Ltd..... | 2822 | Three Star Hosiery Manufacturing Ltd..... | 2822 |
| Thomas Millette Inc..... | 2822 | Thomas Millette Inc..... | 2822 |
| Town Garage Limited..... | 2822 | Town Garage Limited..... | 2822 |
| Trident Transport Limited..... | 2823 | Trident Transport Limited..... | 2823 |
| United Adjustment Bureau Ltd..... | 2823 | United Adjustment Bureau Ltd..... | 2823 |
| Wax Works Inc..... | 2823 | Wax Works Inc..... | 2823 |
| Yale Construction Inc..... | 2824 | Yale Construction Inc..... | 2824 |

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

| | |
|--|------|
| Best Brands Ltd..... | 2824 |
| Beth Chodosh Congregation (House of Perpetual Worship Congregation)... | 2824 |
| Jos. Lahoud Automobiles Limitée..... | 2825 |
| Mégantic Knitting Limited..... | 2825 |
| Pontiac Oil Ltd..... | 2825 |
| Produits de Caoutchouc Marquis Inc.—Marquis Rubber Products Inc..... | 2825 |
| Vanasse Auto Tire Inc..... | 2826 |

MINISTÈRE DES FINANCES:

| | |
|---|------|
| Rapport Financier de la Province au 31 mars 1958..... | 2861 |
|---|------|

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

| | |
|---|------|
| Jefferson Insurance Company of New York..... | 2877 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély..... | 2876 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Ham-Nord..... | 2876 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Venant-de-Hereford..... | 2876 |
| Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales au 31 décembre 1957..... | 2869 |

NOMINATION:

| | |
|----------------------|------|
| Sideleau, Louis..... | 2877 |
|----------------------|------|

SIÈGES SOCIAUX:

| | |
|---|------|
| Alpha Laurentian Investment Corporation..... | 2877 |
| La Cie de Publication Gamma..... | 2878 |
| La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company..... | 2879 |
| Paragon Construction Co. Ltd — Paragon Construction Cie Ltée..... | 2878 |
| Standard Home Appliances Ltd..... | 2878 |
| United Adjustment Bureau Ltd..... | 2877 |

SOUMISSIONS:

| | |
|--|------|
| Ascot Corner, comm. scolaire..... | 2885 |
| Hauterive, ville..... | 2884 |
| Louiseville, ville..... | 2883 |
| Ste-Anne des Plaines No 1, comm. scolaire..... | 2880 |
| Ste-Martine, comm. scolaire..... | 2892 |
| St-Joachim-de-Shefford, comm. scolaire..... | 2886 |
| Ste-Rose du Nord, paroisse..... | 2889 |

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

| | |
|--|------|
| Best Brands Ltd..... | 2824 |
| Beth Chodosh Congregation (House of Perpetual Worship Congregation)... | 2824 |
| Jos. Lahoud Automobiles Limitée..... | 2825 |
| Mégantic Knitting Limited..... | 2825 |
| Pontiac Oil Ltd..... | 2825 |
| Produits de Caoutchouc Marquis Inc.—Marquis Rubber Products Inc..... | 2825 |
| Vanasse Auto Tire Inc..... | 2826 |

DEPARTMENT OF FINANCE:

| | |
|--|------|
| Financial Statement of the Province of Quebec ending March 31, 1958..... | 2861 |
|--|------|

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

| | |
|---|------|
| Jefferson Insurance Company of New York..... | 2877 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Théophile d'Ély..... | 2876 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Ham-Nord..... | 2876 |
| La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Venant-de-Hereford..... | 2876 |
| Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations on december 31, 1957..... | 2869 |

APPOINTMENT:

| | |
|----------------------|------|
| Sideleau, Louis..... | 2877 |
|----------------------|------|

HEAD OFFICES:

| | |
|---|------|
| Alpha Laurentian Investment Corporation..... | 2877 |
| La Cie de Publication Gamma..... | 2878 |
| La Zénith, Compagnie d'Assurances Générales — The Zenith General Insurance Company..... | 2879 |
| Paragon Construction Co. Ltd — Paragon Construction Cie Ltée..... | 2878 |
| Standard Home Appliances Ltd..... | 2878 |
| United Adjustment Bureau Ltd..... | 2877 |

TENDERS:

| | |
|---|------|
| Ascot Corner, school comm..... | 2885 |
| Hauterive, town..... | 2884 |
| Louiseville, town..... | 2883 |
| Ste-Anne des Plaines No 1, school comm..... | 2880 |
| Ste-Martine, school comm..... | 2892 |
| St-Joachim-de-Shefford, school comm..... | 2886 |
| Ste-Rose du Nord, parish..... | 2889 |

| | | | |
|--|------|--|------|
| Stoke, canton..... | 2881 | Stoke, township..... | 2881 |
| Thetford Mines, cité..... | 2888 | Thetford Mines, city..... | 2888 |
| Villeneuve, comm. scolaire..... | 2890 | Villeneuve, school comm..... | 2890 |
| VENTES PAR LICITATION: | | SALES BY LICITATION: | |
| Goyette <i>et vir</i> vs Goyette <i>et al.</i> | 2894 | Goyette <i>et vir</i> vs Goyette <i>et al.</i> | 2894 |
| Gratton vs Beauchamp <i>et al.</i> | 2893 | Gratton vs Beauchamp <i>et al.</i> | 2893 |
| VENTES PAR SHÉRIFS: | | SHERIFFS' SALES: | |
| ABITIBI: | | ABITIBI: | |
| Païement vs Normandin..... | 2895 | Païement vs Normandin..... | 2895 |
| BEAUHARNOIS: | | BEAUHARNOIS: | |
| Watt vs Engerud..... | 2895 | Watt vs Engerud..... | 2895 |
| CHICOUTIMI: | | CHICOUTIMI: | |
| L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Larouche <i>et al.</i> | 2896 | Quebec Farm Crédit Bureau vs La- rouche <i>et al.</i> | 2896 |
| HULL: | | HULL: | |
| Stephenson vs Monette..... | 2896 | Stephenson vs Monette..... | 2896 |
| JOLIETTE: | | JOLIETTE: | |
| Berthier Box & Lumber Limited vs Meilleur..... | 2897 | Berthier Box & Lumber Limited vs Meilleur..... | 2897 |
| Sylvestre <i>et al</i> vs Meilleur..... | 2896 | Sylvestre <i>et al</i> vs Meilleur..... | 2896 |
| KAMOURASKA: | | KAMOURASKA: | |
| Ouellet vs Chouinard..... | 2898 | Ouellet vs Chouinard..... | 2898 |
| LABELLE: | | LABELLE: | |
| Melkman vs Acme Molybdenite Mining Company Ltd..... | 2900 | Melkman vs Acme Molybdenite Mining Company Ltd..... | 2900 |
| Labelle vs Pilon..... | 2898 | Labelle vs Pilon..... | 2898 |
| L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Fortin <i>et al.</i> | 2900 | Quebec Farm Credit Bureau vs Fortin <i>e al.</i> | 2900 |
| RIMOUSKI: | | RIMOUSKI: | |
| Burger-Ellen Inc. vs Rivard..... | 2900 | Burger-Ellen Inc. vs Rivard..... | 2900 |
| SAINT-FRANÇOIS: | | ST. FRANCIS: | |
| L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lachance..... | 2901 | Quebec Farm Credit Bureau vs Lachan- ce..... | 2901 |
| L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Roy..... | 2901 | Quebec Farm Credit Bureau vs Roy... .. | 2901 |
| SAINT-HYACINTHE: | | SAINT-HYACINTHE: | |
| Jodoin vs Lussier..... | 2901 | Jodoin vs Lussier..... | 2901 |
| TROIS-RIVIÈRES: | | TROIS-RIVIÈRES: | |
| Gronier vs Pichette..... | 2902 | Gronier vs Pichette..... | 2902 |
| La Caisse Populaire de St-Tite vs Lafrenière..... | 2902 | La Caisse Populaire de St-Tite vs Lafrenière..... | 2902 |
| Massicotte vs Lachance..... | 2903 | Massicotte vs Lachance..... | 2903 |